

L'entreprise en difficulté en France en 2024

Un niveau de défaillances record
en 2024 : TPE et PME sous pression

Remerciements



Christophe Guerner

Associé responsable de l'offre Distressed M&A au sein de l'activité Restructuring Financier

Les données de cette édition 2025 ont été mises en lumière et enrichies grâce à l'intervention de différents acteurs de la restructuration qui nous ont apporté leur vision. Nous souhaitons donc chaleureusement remercier tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus et qui nous ont partagé leur connaissance et leur appréciation de la période actuelle.

De plus, grâce aux secrétariats de Présidence et greffes des Tribunaux de Commerce, nous avons pu exploiter et analyser des données pertinentes sur leurs situations dans leurs régions respectives. A ce titre, nous souhaitons notamment remercier ceux d'Aix-en-Provence, Bobigny, Bordeaux, Créteil, Versailles, Evry, Nanterre, Lille, Lyon, Melun, Nantes, Orléans, Poitiers, Pontoise, Paris, Rouen et Toulouse pour leur contribution. Nous souhaitons également remercier l'OCED et le CNAJMJ pour les données transmises et leur disponibilité.

Nous souhaitons enfin remercier plus particulièrement :

- **Maître François-Charles Desprat**, Mandataire judiciaire et président du Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires (CNAJMJ) ;
- **Maître Sébastien Velez**, Directeur général du Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires (CNAJMJ) ;
- **Maître Charles de Saint-Rapt**, Administrateur judiciaire et président de l'Association Syndicale Professionnel d'Administrateurs Judiciaires (ASPAJ) ; et
- **Maître Serge Préville**, Administrateur judiciaire et président de l'Institut Français des Praticiens des Procédures Collectives (IFPPC).

Enfin, cette édition n'aurait pas pu voir le jour sans la contribution active de **Maxime Levrouw**, **Antoine Dory**, **Swann Perez**, **Johan Guriec**, **Kanjana Khanarin**, **Lenaig Guizouarn** et **Hector Bénéton** (Deloitte Restructuring Services) que nous remercions chaleureusement pour leur active contribution.



Maxime Levrouw



Antoine Dory



Swann Perez



Johan Guriec



Kanjana Khanarin



Lenaig Guizouarn



Hector Bénéton

Note méthodologique

Sources procédures amiables

Deloitte Finance a analysé les données relatives aux procédures amiables (mandat *ad hoc* et conciliation) ouvertes en 2024 par 17 tribunaux de commerce : Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Melun, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Rouen, Toulouse et certains tribunaux d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Nanterre, Pontoise, Versailles). Cet échantillon est réduit pour les analyses relatives aux accords de conciliation et aux dossiers de détection-prévention en fonction des informations disponibles.

Les ouvertures de procédures amiables sont enregistrées par entité juridique tandis que les issues (protocoles de conciliation constatés ou homologués) sont comptabilisées par protocole (susceptible de concerner plusieurs entités juridiques). L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Deloitte Finance a également recueilli les données produites et publiées par l'Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficulté (OCED) concernant les huit tribunaux de commerce d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Melun, Nanterre, Pontoise, Paris, et Versailles).

Enfin, Deloitte Finance a analysé les données relatives au nombre de procédures amiables ouvertes en 2024, communiquées par le Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (CNAJMJ).

Sources procédures collectives

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro Siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés,

associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce, un tribunal mixte de commerce, un tribunal judiciaire ou une cour d'appel.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des tribunaux concernés. Altares est également licencié officiel du BODACC (Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Les données collectées ont été actualisées en février et mars 2025.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au BODACC. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activités s'appuient sur la distribution des nomenclatures des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'Insee ou de sources privées.

Ces données ne peuvent être considérées comme exhaustives au regard du nombre d'entreprises ne publiant pas leurs comptes sociaux. Pour les entreprises mentionnées dans cette étude et dont les comptes sociaux n'ont pas été publiés en 2024, soit le dernier chiffre d'affaires connu a été indiqué soit la mention « confidentiel »

(auquel cas les sociétés ont été référencés en fin de liste sans lien avec leurs chiffres d'affaires respectifs).

Analyses

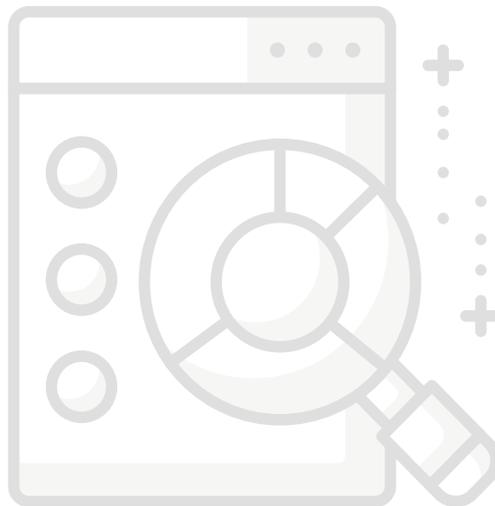
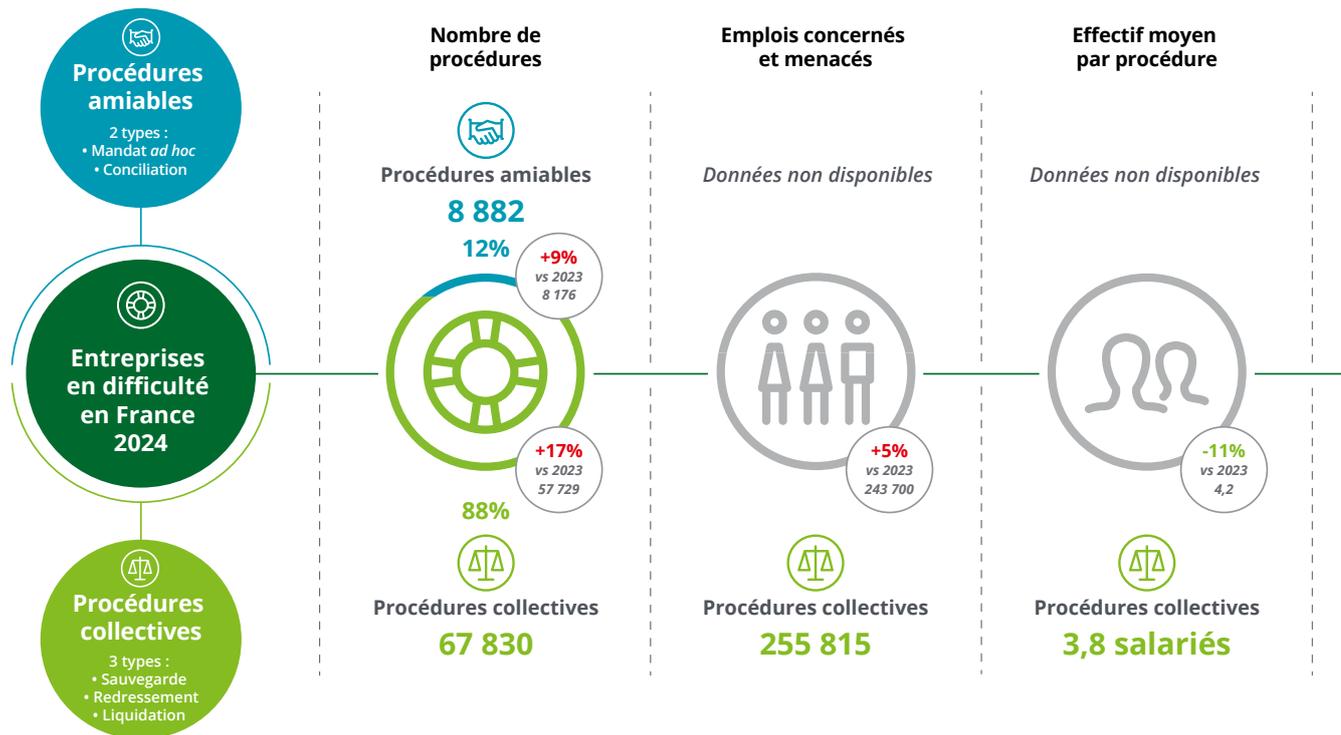
Deloitte Finance a analysé :

- le volume de procédures de prévention instruites par les 17 tribunaux de commerce de l'échantillon entre 2018 et 2024 ;
- les ouvertures de procédures collectives par nombre de salariés, secteur d'activité, âge et situation géographique entre 2018 et 2024. Par hypothèse, ont été retenues comme défaillantes, les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire, soit :
 - une procédure de sauvegarde incluant la sauvegarde accélérée ;
 - un redressement judiciaire, ou une liquidation judiciaire directe (les liquidations judiciaires subséquentes à un redressement judiciaire n'ont pas été comptabilisées comme de nouvelles procédures) ;
 - les données sont présentées par entité juridique. Aucune analyse des impacts des défaillances sur les groupes concernés n'a pu être menée.

Il est rappelé que, dans les statistiques Altares, l'ouverture d'un redressement judiciaire faisant suite à une procédure de sauvegarde est comptabilisée comme une nouvelle procédure. Également, il est à noter que 290 sociétés font l'objet de cette « double comptabilisation ».

Panorama des entreprises en difficulté

En 2024, le nombre de procédures collectives en France s'élève à 67 830 (soit une augmentation de +17% par rapport à 2023) et le nombre de procédures amiables atteint 8 882 (soit une croissance de +9% par rapport à 2023). Ces hausses se traduisent par une augmentation du nombre d'emplois concernés qui atteint 255 815 en procédures collectives (+5% vs 2023). A noter, par ailleurs, qu'il ressort de nos analyses que l'effectif moyen des sociétés ayant eu recours à une procédure collective en 2024 est plus faible qu'en 2023 (3,8 salariés en 2024 contre 4,2 salariés en 2023).



Procédures amiables au niveau national en 2024 selon le CNAJMJ

L'augmentation du nombre de procédures amiables ouvertes en 2024 (+9% vs 2023) est marquée à la fois par une hausse nombre de mandats *ad hoc* (+8% vs 2023) et du nombre de conciliations (+9% vs 2023) pour atteindre des niveaux historiques. En effet, ces procédures amiables, qui s'adressent aux sociétés solvables, permettent d'anticiper et de traiter leurs difficultés avant qu'elles ne soient insurmontables.

Maître Charles de Saint-Rapt, administrateur judiciaire et président de l'ASPAJ : « L'utilisation accrue des procédures amiables s'observe depuis plusieurs années [...] elles ont bien résisté pendant les années Covid et ont été très utiles pour passer cette période avec efficacité. »

En particulier, le mandat *ad hoc* facilite la négociation avec les créanciers et la recherche de nouveaux financements et la conciliation permet d'établir un accord écrit avec les créanciers qui peut être homologué par un tribunal. De plus, la conciliation peut conférer un privilège de *New Money* et facilite la cession d'entreprises.

1



8 882
procédures amiables
(+9%)
vs 8 176 en 2023

En 2024, les procédures amiables sont en hausse significative **(+9%)** par rapport à 2023 mais cette hausse reste inférieure à celle des procédures judiciaires **(+17%)**

2



5 227
mandats *ad hoc*
(+8%)
vs 4 829 en 2023

L'année a été marquée par une hausse généralisée des procédures amiables par rapport à 2023 tirée équitablement par la hausse du volume des mandats *ad hoc* et des conciliations.

3



3 655
conciliations
(+9%)
vs 3 347 en 2023



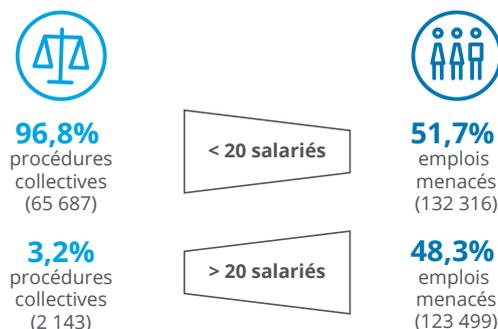
Les procédures collectives en 2024

Focus par type de procédure, équilibre et principaux secteurs impactés

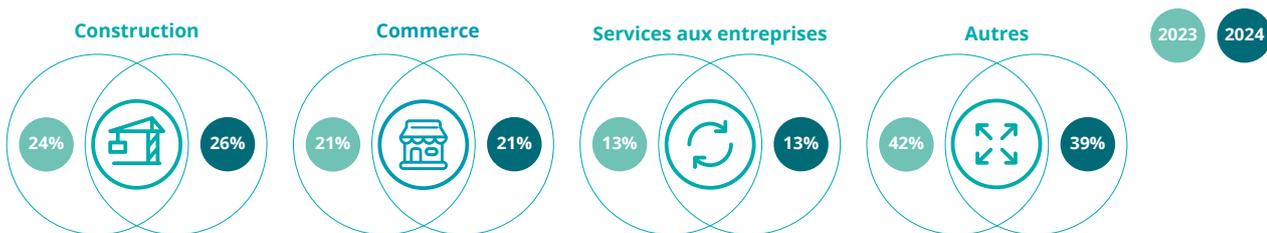
Détail par type de procédure collective



Équilibre



Poids des procédures par secteur d'activité



Défaillances d'entreprises et emplois menacés, une hausse concentrée sur les entreprises de moins de 500 salariés

Sur l'année 2024, il ressort de nos analyses une hausse sensible à la fois du nombre de défaillances d'entreprises et du nombre d'emplois menacés à l'échelle nationale.

Maître François Charles Desprats mandataire judiciaire et président CNAJMJ : « L'année 2024 a été marquée par une forte augmentation des procédures collectives (RJ/LJ), liées notamment à la reprise des assignations URSAFF fin 2023, retenues depuis 3 ans et demi, à la suite de la crise sanitaire. »

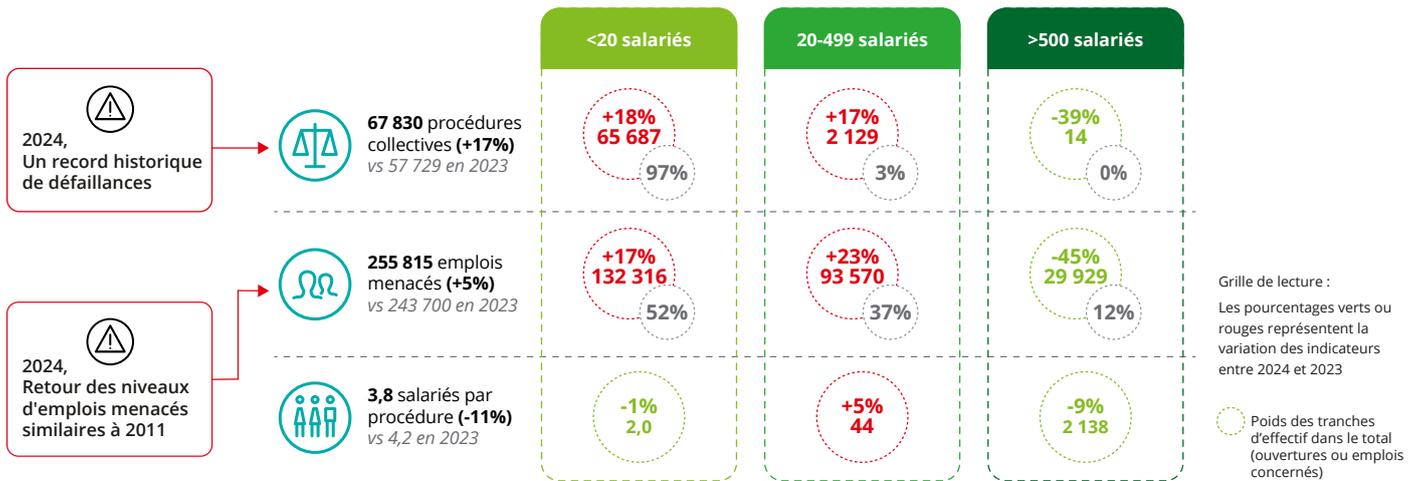
Néanmoins, cette hausse est disparate en fonction de la taille des entreprises concernées et se concentre sur les sociétés de moins de 500 salariés. En particulier :

- une hausse de 18% du nombre de défaillances et de 17% des emplois menacés a été constatée sur les entreprises de moins de 20 salariés en 2024, ainsi que
- une hausse de 17% du nombre de défaillances et de 23% des emplois menacés a été constatée sur les entreprises de 20 à 499 salariés.

A l'inverse, par rapport à 2023, les défaillances des entreprises de plus de 500 salariés ont chuté de -39% et le nombre d'emplois menacés de -45%. Ceci s'explique notamment par l'absence de nouvelles procédures de sociétés majeures telles que Emeis (ex Orpea) ou encore le Groupe Casino.

En conséquence, le nombre de salariés par procédure a diminué, passant de 4,2 en 2023 à 3,8 en 2024, soit une baisse de 11%.

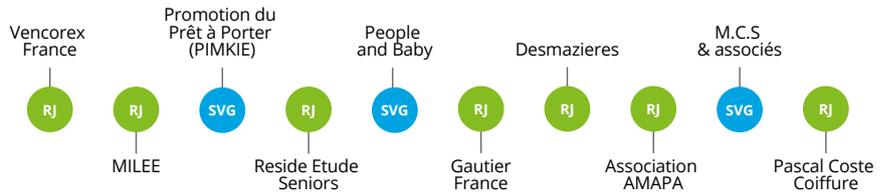
A noter enfin que, comme en 2023, les défaillances concernent principalement les sociétés de moins de 20 salariés, qui représentent près de 97% du total des procédures collectives ouvertes en 2024 et environ 52% des emplois menacés.



La baisse du nombre moyen d'emplois menacés (dans les entreprises comptant plus de 500 salariés) est portée par l'absence de procédures concernant d'importantes sociétés comme Emeis (ex Orpea) ou le groupe Casino en 2023. La construction du top 10 s'est effectuée en fonction du chiffre d'affaires.

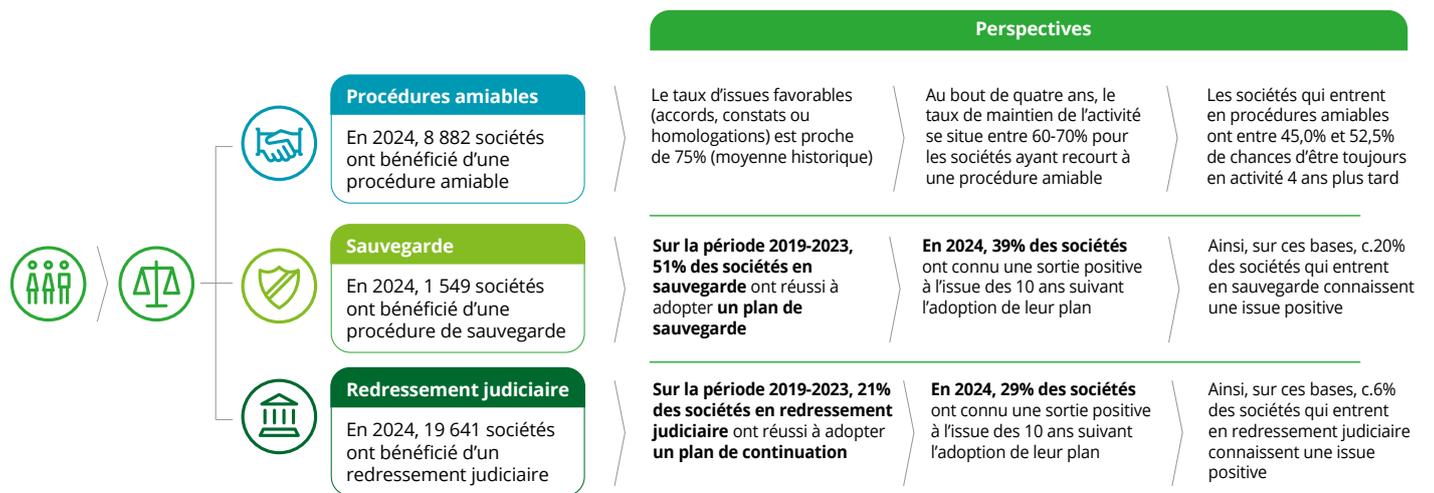


Le top 10 des entreprises de plus de 500 salariés concentre 27 956 emplois menacés



271 m€ de chiffre d'affaires (Vencorex France) – défaillance la plus importante de 2024 vs 7 057m€ en 2023

Analyse des issues des procédures amiables et collectives en 2024



Selon une étude du ministère de la justice publiée en 2022, un mandataire est désigné pour 70% des sociétés qui le sollicitent.

Notre analyse sur les issues des plans de continuation de 2014 (sauvegarde ou redressement) confirme qu'anticiper le choix de la procédure maximise les chances de retournement.

Etude Deloitte – Analyse des plans de cessions entre 2016 et 2024 en France

Objectif

La transposition de la directive du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité des entreprises amène les tribunaux à demander l'évaluation d'une entreprise en plan de cession. Aujourd'hui, nous constatons qu'il n'existe pas de documentation publique et historique analysant l'ensemble des plans de cessions au niveau national avec cet objectif d'avoir et de proposer une logique d'analyse en comparable.

Pour cette raison, notre équipe a réalisé cette analyse, à travers un échantillon à date de 977 jugements (vs 570 jugements en 2023) sur la période de 2016 à 2024, sur l'intégralité des 1 536 plans de cessions arrêtés par les tribunaux de commerce pour les entreprises de plus de 3m€ de chiffres d'affaires.

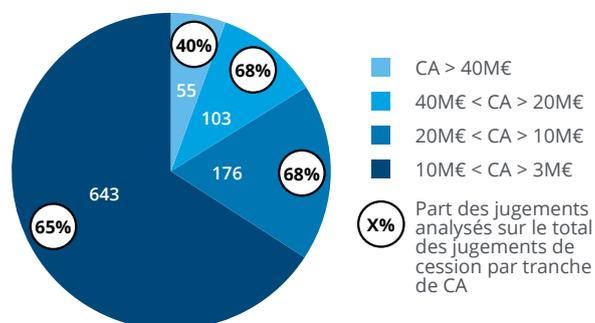
Les conclusions reposent sur les analyses basées sur le chiffre d'affaires des entreprises (i) entre 3m€ et 10m€, (ii) entre 10m€ et 20m€, (iii) entre 20m€ et 40m€ et (iv) de plus de 40m€.

Les conclusions de cette analyse sont présentées ci-dessous.

Présentation de l'échantillon

Ces plans de cession ont été classés en quatre catégories en retenant notamment les seuils de l'ordonnance 2021-1193 de septembre 2021. L'échantillon analysé se décompose de la façon suivante :

Étude plans de cession - Jugements traités notamment selon les seuils de l'ordonnance 2021-1193



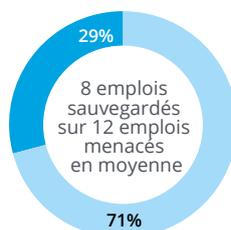
L'analyse de ces différents plans de cession a permis de ressortir les indicateurs suivants : décomposition du prix de cession, nombre de salariés repris, charges augmentatives du prix, choix du repreneur de reprendre tout ou partie des congés payés et des différents avantages sociaux (RTT, prime de 13^e mois, etc.), passif déclaré (si mentionné dans le jugement), valorisation du commissaire-priseur, nature du repreneur (industriel, fonds d'investissement ou personne physique), nationalité du repreneur.

A noter qu'à date, sur la totalité des jugements existants, l'analyse a été faite sur environ 64% des jugements.

Emplois menacés

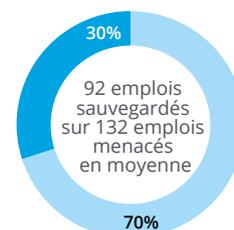
Sur les 977 jugements de cession analysés, les repreneurs ont repris en moyenne :

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 3m€ et 10m€



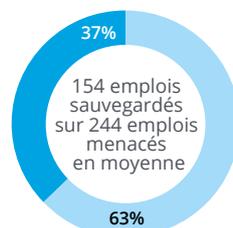
Moyenne effectif repris : 71%
Moyenne effectif non repris : 29%

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 10m€ et 20m€



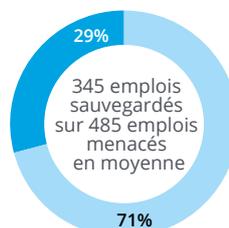
Moyenne effectif repris : 70%
Moyenne effectif non repris : 30%

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 20m€ et 40m€



Moyenne effectif repris : 63%
Moyenne effectif non repris : 37%

Emplois - Sociétés dont le CA > 40m€



Moyenne effectif repris : 71%
Moyenne effectif non repris : 29%

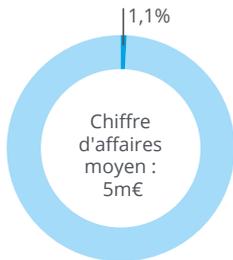
L'analyse de l'échantillon montre que l'effectif repris oscille entre 63% et 71% en fonction de la taille de l'entreprise. Le pic de 71% est observé sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 40m€.

Maître François Charles Desprats mandataire judiciaire et président du CNAJMJ : « Les plans de cession sont de plus en plus difficiles à mener puisqu'il faut pouvoir financer la période d'observation d'entreprises qui arrivent très fragilisées. Par ailleurs, la conjoncture économique, plutôt attentiste, ne favorise guère la multiplication des candidats à la reprise. »

Prix de cession rapporté au chiffre d'affaires

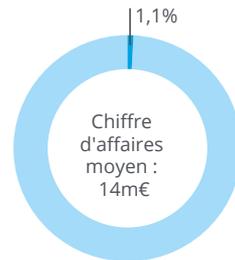
Il ressort de l'analyse des jugements de cession que le prix de cession total le plus haut s'élève à 36m€ et le plus bas à 1€, ce qui représente des ratios moyen Prix de cession / CA de l'ordre de 1% à 2% quel que soit le segment d'entreprises retenu :

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 3m€ et 10m€



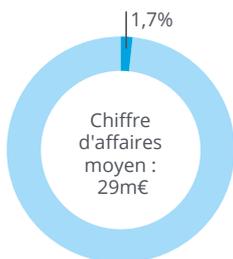
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 10m€ et 20m€



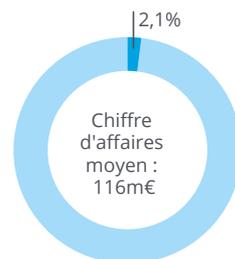
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 20m€ et 40m€



Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - CA > 40m€



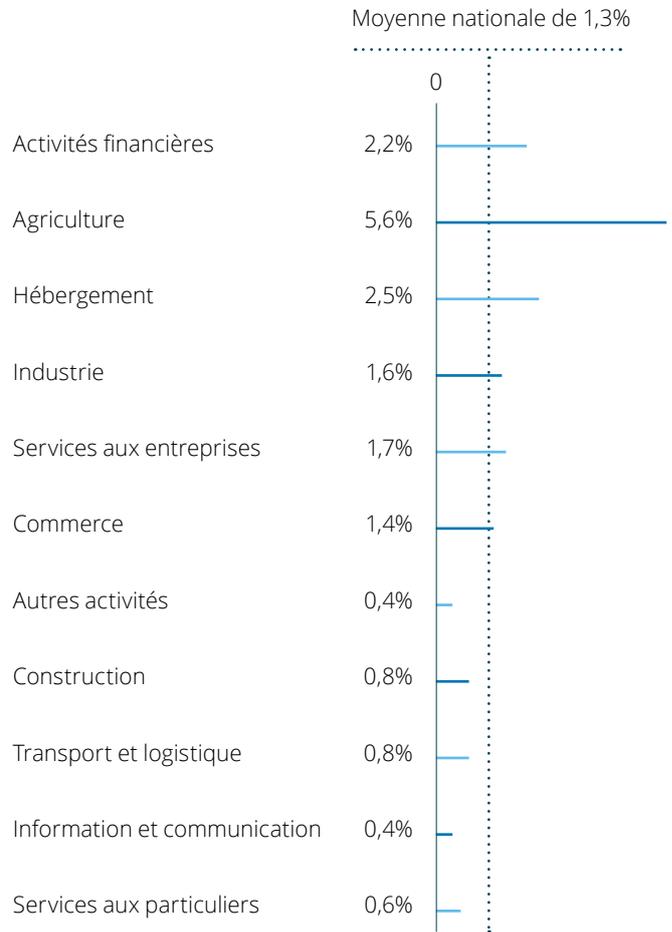
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Le ratio prix de cession/CA augmente légèrement en fonction de la taille de l'entreprise.

Le ratio le plus élevé que nous avons relevé sur notre échantillon est de 35,5% pour la reprise de la société Société d'Abattage de la Corrèze pour 1,3m€. A l'inverse, le ratio le plus faible est de 0% pour plusieurs sociétés.

Certains prix offerts sont parfois plus importants que la moyenne observée mais cela reste toutefois résiduel sur l'échantillon analysé.

Analyse par secteur - Prix de cession total moyen rapporté au CA moyen



L'analyse démontre que la moyenne du ratio prix de cession sur chiffre d'affaires avoisine 1,3%. Sur cette base, les secteurs Agriculture (5,6%), Hébergement, restauration et débits de boissons (2,5%) des activités financières & d'assurance (2,2%) se distinguent avec un ratio supérieur à la moyenne nationale. A l'inverse, les secteurs des services aux particuliers (0,6%), de l'information & communication (0,4%) et des autres activités (0,4%) se distinguent avec un ratio inférieur à la moyenne nationale.

La très grande majorité des jugements analysés ne mentionne ni le montant du passif, ni les charges augmentatives du prix. L'analyse proposée dans cette étude ne repose donc que sur le prix offert pour la reprise des actifs corporels et incorporels ainsi que pour les stocks et en cours. Il doit être pris en considération le fait que les charges augmentatives du prix ainsi que les autres charges financières liées à la reprise (tel que la reconstitution du fonds de roulement) sont susceptibles d'augmenter sensiblement le coût pour les repreneurs.

Conclusion de l'échantillon étudié

- Le prix de cession moyen offert représente entre **0,4% et 5,6%** du chiffre d'affaires selon les secteurs.
- Les secteurs de **l'agriculture (5,6%), de l'hébergement, restauration et débits de boissons (2,5%), des activités financières & d'assurance (2,2%)**, enregistrent un prix de cession par rapport au chiffre d'affaires supérieur à la moyenne nationale.
- Les effectifs repris représentent en moyenne entre **63% et 71% des effectifs** selon la taille des entreprises concernées.

- **Les congés payés et autres avantages acquis** sont repris en tout ou partie dans **75% des cas pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 40m€**.

L'analyse sur les plans de cession sur la période 2016-2024 démontre que les valorisations offertes par les repreneurs sont relativement basses au regard du chiffre d'affaires des cibles avec des variations qui peuvent apparaître significatives notamment en fonction des secteurs concernés.

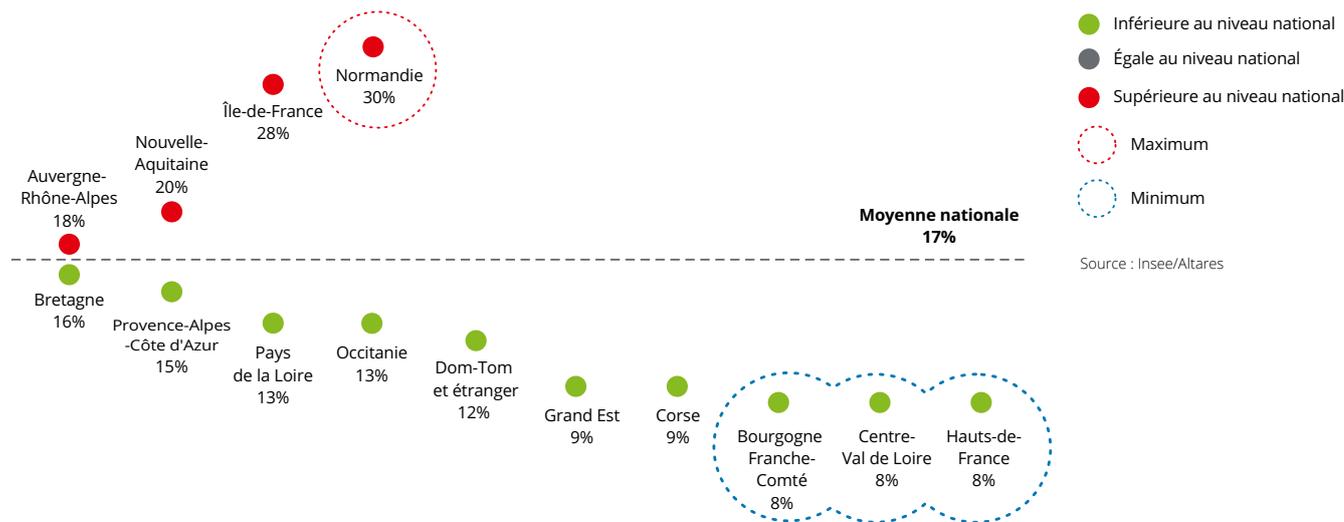
Les défaillances dans les régions

2024 : une tendance haussière générale mais assez déséquilibrée entre les régions

En 2024, toutes les régions (y.c. les Dom Tom) enregistrent une hausse des défaillances par rapport à 2023 comprise entre 8% pour les Hauts-de-France, le Centre Val de Loire et la Bourgogne Franche Comté et 30% pour la Normandie.

En particulier, quatre régions ont connu une croissance des défaillances supérieure à la croissance constatée au niveau national (17%) et dix ont une tendance inférieure.

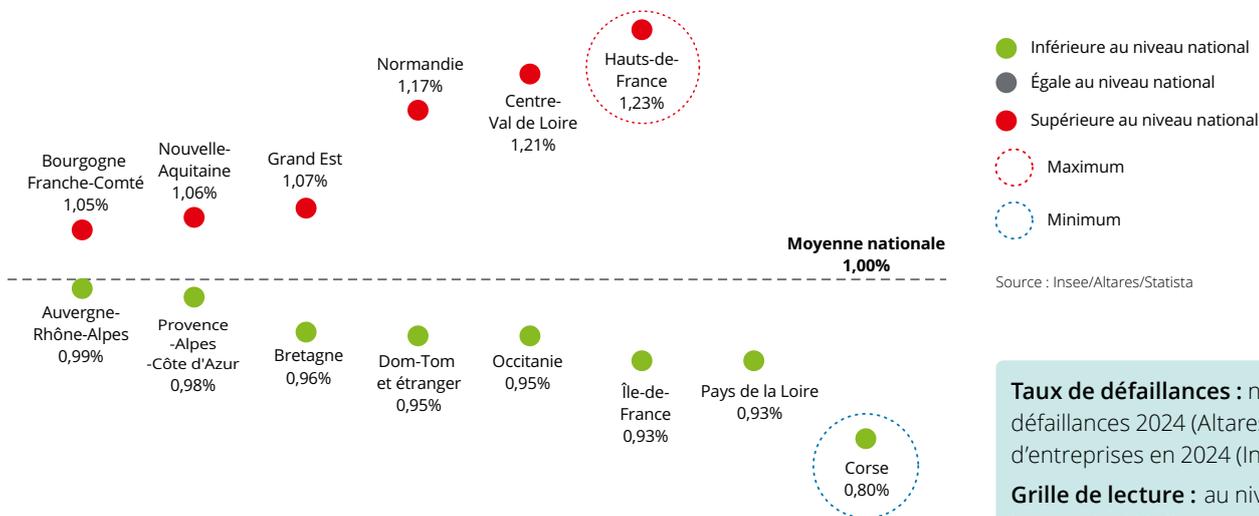
Évolution du nombre de défaillances par région 2024



Grille de lecture : au niveau national, le nombre de défaillances a augmenté d'environ 17% par rapport à 2023. 4 régions ont une croissance supérieure à la moyenne nationale et notamment les régions Île-de-France et Normandie où le nombre de défaillances a augmenté respectivement d'environ +28% et +30%. Cette tendance touche aussi la région Nouvelle-Aquitaine (+20%) et la région Auvergne-Rhône-Alpes (+18%).

En 2024, le taux de défaillances national est de 1,00% vs 1,02% en 2023. Le taux dans les régions oscille entre 0,80% pour la région Corse à 1,23% pour la région Hauts-de-France.

Évolution du taux de défaillances par région 2024



Taux de défaillances : nombre de défaillances 2024 (Altares)/ stock d'entreprises en 2024 (Insee + Statista)

Grille de lecture : au niveau national, le taux de défaillances atteint 1,00% des entreprises. Dans la région Hauts-de-France, ce taux atteint de 1,23%.

Deloitte Restructuring Services

Restructuring financier, opérationnel et stratégique

L'équipe Restructuring Services



Sandrine Gril-Prats
Managing Associée
+33 (6) 88 24 19 74
sgrilprats@deloitte.fr



Christophe Guerner
Associé
+33 (6) 31 19 74 15
cguerner@deloitte.fr



Laurent Jehanne
Managing Directeur
+33 (6) 15 71 02 01
ljehanne@deloitte.fr



Maxime Levrouw
Directeur
+33 (0)6 25 91 50 47
mlevrouw@deloitte.fr



Christelle Billoud
Directrice
+33 (0)7 50 64 04 35
cbilloud@deloitte.fr



Delphine Dupuy
Senior Manager
+33 (0)6 47 62 60 73
ddupuy@deloitte.fr



Vène-Napha Abhay
Senior Manager
+33 (7) 86 74 86 21
vabhay@deloitte.fr

« Une équipe expérimentée et réactive constituée de 30 professionnels issus de l'entreprise, du monde judiciaire et du conseil financier. »

Les atouts de notre équipe

- Un sens de l'urgence démontré et éprouvé.
- Une expertise financière au service d'une dimension conseil à destination des dirigeants et actionnaires d'entreprises de toutes tailles.
- Des savoir-faire complémentaires : financier, judiciaire, sectoriel, stratégique et opérationnel.
- Une technicité au service d'un accompagnement « sur mesure », rompue aux contingences spécifiques des situations de crise et aux attentes des acteurs.
- Des spécialistes intégrant la dimension humaine (stress, déni, conflit, etc.) des équipes clients dans leurs interventions (accompagnement et pédagogie).
- Une approche permettant d'assurer l'alignement entre le projet opérationnel et les objectifs stratégiques et financiers de l'entreprise.



+ de
30 professionnels



+ de 70 dossiers
par an



Un ancrage
régional, national
et international



Une forte
technicité des
équipes

Offre Deloitte Restructuring

Des solutions sur mesure pour des améliorations opérationnelles et financières effectives

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants

Diagnostic flash de trésorerie et cash marathon

- Cash management et mise sous contrôle du cash
- Mise en place ou revue des prévisions de trésorerie
- Identification des leviers d'optimisation court et moyen terme (« cash marathon »)
- Optimisation du cash control
- Instauration d'une culture « cash » dans l'entreprise.

Optimisation du BFR

- Diagnostic complet du BFR, à la fois opérationnel et financier
- Identification des leviers d'optimisation
- Evaluation des options de financement à court terme

Optimisation du reporting

- Analyse des reporting / KPIs actuels
- Identification des leviers d'amélioration, permettant d'obtenir un reporting et des KPIs capables de (i) suivre la véritable création de valeur et (ii) d'accompagner les parties prenantes interne et externe dans la prise de décision à court, moyen et long terme.

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants, accélérateur de performance

- Validation et aide à la mise en place des leviers d'optimisation identifiés sur le BFR, cash, reporting / KPIs...
- Construire avec le management et les équipes un plan d'actions viable, à la fois opérationnel et financier
- Assister et accompagner les différentes parties prenantes, dans la mise en œuvre des plans d'actions dans un contexte de transformation ou de restructuration.

Offre d'accompagnement Restructuring

Independent Business Review (IBR)

- Diagnostic opérationnel et financier de l'origine des difficultés
- Fiabilisation de l'information comptable et financière
- Identification/quantification des leviers opérationnels et déclinaison en business plan
- Estimation des besoins de financement/Cash Forecast
- Analyse de scénarios de réaménagement de la dette bancaire
- Contexte de marché et positionnement stratégique
- Assistance à la négociation avec les partenaires financiers
 - Covid-19 : assistance financière dans l'obtention de PGE / autres aides

Prévention (mandat *ad hoc*, conciliation)

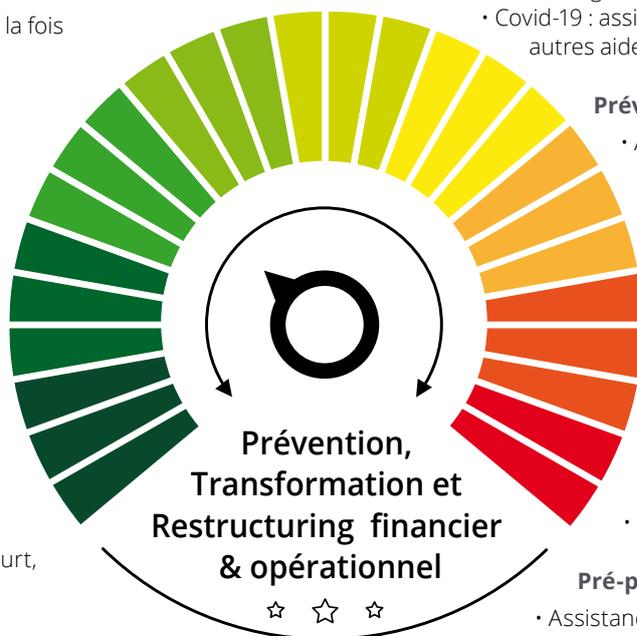
- Appréciation du business model et de la situation financière
- Plan d'amélioration concret et assistance à la mise en œuvre
- BP & prévisions de trésorerie sensibilisées/Test d'insolvabilité
- Simulations de traitement de la dette
- Identification des scénarios de sortie et de la procédure amiable appropriée
- Accompagnement de PSE et cession/fermeture de sites
- Assistance à la négociation (mandataire, conciliateur, banques, CCSF, CIRI...)
- Recherche de financements

Pré-pack cession - Distressed M&A

- Assistance de l'acquéreur ou du cédant en situation complexe ou à la barre du tribunal
- Gestion du process (identification cibles, data-rooms, assistance aux négociations)
- Problématique de séparation et mise en œuvre
- Due diligences financières et opérationnelles
- Sécurisation de la responsabilité du cédant ou de l'acquéreur

Insolvabilité (sauvegarde, RJ, LJ) (dont *Distressed Valuation*)

- Assistance financière à la saisine (DCP, DOPS)
- Business plan & prévisions de trésorerie
- Suivi des réalisations et des engagements durant la période d'observation pour les organes de la procédure
- Elaboration de plans de sauvegarde/de redressement
- Valorisation d'entreprise dans le cadre de l'application des 2025 de parties affectées
- Cellule liquidative



Altares

Qui est Altares ?

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, premier réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 550 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

La vision Altares

Altares a pour vision « Smart insights to shape your future ». Chez Altares, nous sommes convaincus que les données BtoB jouent un rôle majeur dans le développement des entreprises et qu'elles sont sources de performance pour l'ensemble des métiers dès lors qu'elles sont fiables et partagées.

La mission Altares

Chez Altares, nous libérons le potentiel de croissance des entreprises et protégeons leur business par une connaissance approfondie de leurs clients, leurs fournisseurs et leurs partenaires actuels et futurs avec des solutions sur mesure intégrées dans leurs processus de décisions stratégiques et opérationnelles, grâce à l'accès au plus grand réseau de données BtoB au monde.

Nos clients

Altares met à disposition des directions générales et opérationnelles (achats, commerce, marketing, finance, export, développement, etc.), ses data, ses indicateurs prédictifs, ses capacités technologiques et sa compréhension des usages clients pour permettre aux entreprises nationales et internationales d'accroître leur performance. Altares répond aux besoins des grands comptes, ETI, PME, TPE de tous secteurs et aussi à ceux des organisations publiques. Les ingénieurs d'affaires Altares sont spécialisés par grands secteurs d'activité afin de répondre aux spécificités de chaque marché.

Altares en quelques chiffres

- 180 ans d'expertise
- Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb du leader mondial Dun & Bradstreet
- Présent dans sept pays : France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Maroc, Algérie, Tunisie
- La base mondiale d'informations BtoB la plus exhaustive :
 - plus de 550 millions d'entreprises ;
 - dans 220 pays.
- 20 000 clients dont :
 - 90% des entreprises du CAC 40 ;
 - 65% du SBF 120.
- Effectif : 420 personnes
- Chiffre d'affaires 2024 : 142 M€
- Siège social : Paris La Défense
- Président du groupe Altares : Luc Querton

Nous contacter

Altares-D&B
Tour Landscape
6, place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense Cedex
Tél. : +33 (1) 41 37 50 00
contact@altares.com
www.altares.com



Thierry Millon
Directeur des études Altares



Sebastien Charvet
Directeur Altares

Sommaire

Les procédures amiables	16	• Focus administrateur judiciaire en sauvegarde	54
• Échantillon Deloitte – Analyse globale	16	• Focus redressement judiciaire	55
• Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation	18	• Focus administrateur judiciaire en redressement judiciaire	57
• Échantillon Deloitte – Prévention-détection	20	• Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire	58
• OCED – Focus Île-de-France	20	• Focus sort des plans de sauvegarde et de redressement	59
• Procédures amiables au niveau national (CNAJM) – Analyse annuelle	22		
• Procédures amiables au niveau national (CNAJM) – Analyse trimestrielle	23	Présentation des régions	61
Les procédures judiciaires	24	• Analyse par région	62
• Entreprises et emplois menacés	24	• Maillage géographique des défaillances	63
• Analyse détaillée du nombre de défaillances et emplois menacés entre 2011 et 2023	25	• Caractéristiques des 10 principales défaillances par région	64
• Les entreprises de plus de 1 000 salariés	27	• Auvergne-Rhône-Alpes	65
• Les entreprises de moins de 1 000 salariés	28	• Bourgogne-Franche-Comté	68
• Evolution mensuelle sur 10 ans	29	• Bretagne	71
• Evolution par trimestre	30	• Centre-Val de Loire	74
• Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés	31	• Corse	77
• Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises	35	• Grand Est	80
• Taux de défaillance	36	• Hauts-de-France	83
• Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif	37	• Île-de-France	86
• Analyse détaillée par tranche d'effectif	38	• Normandie	89
• Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés) en 2023	40	• Nouvelle-Aquitaine	92
• Analyse détaillée par chiffre d'affaires	42	• Occitanie	95
• Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de chiffre d'affaires	44	• Pays de la Loire	98
• Analyse selon le secteur d'activité	46	• Provence-Alpes-Côte d'Azur	101
• Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)	48		
• Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise	50		
• Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée	51		
• Focus sauvegarde	52		

Les procédures amiables

Échantillon Deloitte – Analyse globale

Sur notre échantillon de 17 tribunaux de commerce (hors TCS), représentant 29% des procédures amiables enregistrées au niveau national en 2024 (8 882 selon les données du CNAJMJ présentées ci-avant), les procédures amiables ont connu leur plus haut niveau depuis 2019 avec 2 798 procédures soit une augmentation de 19% par rapport à 2023. Cette hausse est portée à la fois par les mandats *ad hoc* qui ont augmenté de 30% par rapport à 2023 et, dans une moindre mesure, par les procédures de conciliation qui ont augmenté de 12% par rapport à 2023.

Maître Charles de Saint-Rapt, administrateur judiciaire et président de l'ASPAJ : « *Les procédures amiables continuent sur l'année 2024 leur phase de progression. Cette tendance a été notamment portée par la sensibilisation importante initiée il y a plusieurs années par les Présidents de juridictions auprès des dirigeants, des experts-comptables, avocats [...] pour promouvoir la prévention.* »

Ces données mettent en évidence des tendances supérieures à celles constatées au niveau national, en particulier pour les mandats *ad hoc*. En effet, d'après

les informations fournies par le Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (CNAJMJ, cf. données ci-après), le nombre de procédures amiables a augmenté de 9% au niveau national en 2024, à hauteur de 8% pour les mandats *ad hoc* et à hauteur de 9% pour les conciliations.

Sur notre échantillon, le rapport entre les procédures de mandat *ad hoc* et de conciliation penchait très largement en faveur des conciliations depuis 2020, avec une augmentation importante de ces procédures par rapport au nombre de mandats *ad hoc*. Ce rapport a tendance à se rééquilibrer depuis 2023, avec une

Procédures amiables - Échantillon de 17 tribunaux de commerce

N° Tribunal	2020			2021			2022			2023			2024		
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1 Aix-en-Provence	20	66	86	8	49	57	24	55	79	35	65	100	63	85	148
2 Paris	82	200	282	72	240	312	124	277	401	154	378	532	200	401	601
3 Bobigny	24	39	63	30	85	115	40	44	84	36	69	105	47	43	90
4 Bordeaux	23	34	57	27	45	72	68	70	138	105	120	225	97	116	213
5 Evry	40	18	58	66	19	85	73	66	139	50	18	68	70	24	94
6 Nanterre	41	72	113	16	72	88	41	85	126	67	173	240	78	101	179
7 Lille	40	36	76	26	50	76	64	37	101	61	47	108	104	97	201
8 Lyon	46	83	129	39	75	114		111	111	148	201	349	155	257	412
9 Melun	2	5	7	-	8	8	-	13	13	-	14	14	7	12	19
10 Nantes	29	68	97	31	39	70	39	69	108	85	92	177	180	211	391
11 Toulouse	25	26	51	7	60	67	32	65	97	33	63	96	62	47	109
12 Orléans	26	40	66	21	28	49	51	25	76	29	28	57	25	18	43
13 Poitiers	10	7	17	12	12	24	24	18	42	14	14	28	14	12	26
14 Rouen	7	7	14	7	6	13	5	14	19	3	17	20	8	42	50
15 Créteil	6	17	23	8	33	41	12	27	39	80	32	112	84	37	121
16 Versailles	7	11	18	10	20	30	17	29	46	26	50	76	24	39	63
17 Pontoise	6	7	13	15	10	25	30	22	52	21	16	37	13	25	38
Total	434	736	1 170	395	851	1 246	644	1 027	1 671	947	1 397	2 344	1 231	1 567	2 798
Poids	37%	63%	100%	32%	68%	100%	39%	61%	100%	40%	60%	100%	44%	56%	100%
Evolution N-1	(29%)	10%	(9%)	(9%)	16%	6%	63%	21%	34%	47%	36%	40%	30%	12%	19%

Note : les données proviennent des greffes des tribunaux de commerce et de l'OCED, privilégiant celles des greffes des tribunaux de commerce (Bobigny et Paris) en cas de double source.
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce, OCED

croissance soutenue des mandats *ad hoc*, et notamment +30% entre 2023 et 2024. De manière générale, on observe une tendance d'amplification des procédures amiables, qui se sont multipliées depuis 2021. Sur notre échantillon, on compte 2 798 procédures amiables ouvertes en 2024 contre 1 246 en 2021, soit une hausse d'environ 125%.

La tendance haussière évoquée entre 2019 et 2024 est reflétée dans le graphique ci-contre. En effet, on peut y constater une nette augmentation de ces procédures à partir de 2021, et en particulier concernant les mandats *ad hoc*, succédant à une phase de stabilité observée de 2019 à 2021.

Evolution du nombre de procédures amiables par type entre 2019 et 2024 (échantillon Deloitte)



Note : moyenne mobile des mandats *ad hoc* et des procédures de conciliations entre 2019 et 2024
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce

Procédures amiables - Échantillon de 17 tribunaux de commerce, suite

N° Tribunal	2023			2024			Var.24/23 (MAH)		Var.24/23 (CC)		Var.24/23 (Tot.)	
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1 Aix-en-Provence	35	65	100	63	85	148	28	80%	20	31%	48	48%
2 Paris	154	378	532	200	401	601	46	30%	23	6%	69	13%
3 Bobigny	36	69	105	47	43	90	11	31%	(26)	(38%)	(15)	(14%)
4 Bordeaux	105	120	225	97	116	213	(8)	(8%)	(4)	(3%)	(12)	(5%)
5 Evry	50	18	68	70	24	94	20	40%	6	33%	26	38%
6 Nanterre	67	173	240	78	101	179	11	16%	(72)	(42%)	(61)	(25%)
7 Lille	61	47	108	104	97	201	43	70%	50	106%	93	86%
8 Lyon	148	201	349	155	257	412	7	5%	56	28%	63	18%
9 Melun	-	14	14	7	12	19	7	n/a	(2)	(14%)	5	36%
10 Nantes	85	92	177	180	211	391	95	112%	119	129%	214	121%
11 Toulouse	33	63	96	62	47	109	29	88%	(16)	(25%)	13	14%
12 Orléans	29	28	57	25	18	43	(4)	(14%)	(10)	(36%)	(14)	(25%)
13 Poitiers	14	14	28	14	12	26	-	-	(2)	(14%)	(2)	(7%)
14 Rouen	3	17	20	8	42	50	5	167%	25	147%	30	150%
15 Créteil	80	32	112	84	37	121	4	5%	5	16%	9	8%
16 Versailles	26	50	76	24	39	63	(2)	(8%)	(11)	(22%)	(13)	(17%)
17 Pontoise	21	16	37	13	25	38	(8)	(38%)	9	56%	1	3%
Total	947	1 397	2 344	1 231	1 567	2 798	284	30%	170	12%	454	19%
Poids	40%	60%	100%	44%	56%	100%	n/a	4%	n/a	(4%)	n/a	-
Evolution N-1	47%	36%	40%	30%	12%	19%						

Note : les données proviennent des greffes des tribunaux de commerce et de l'OCED, privilégiant celles des greffes des tribunaux de commerce (Bobigny et Paris) en cas de double source.
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce, OCED

Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation

Pour notre analyse du sort des procédures de conciliation, notre échantillon est composé de 10 tribunaux de commerce. Sur ces bases, en 2024, les issues favorables des procédures de conciliation (accords constatés ou homologués) ont connu une hausse de +31% par rapport à 2023, résultant de la hausse des constats (+49%), compensée par une baisse des homologations (-48%).

Après des années 2020 et 2021 marquées par un relatif équilibre entre les constats et les homologations des accords de conciliation, l'année 2024 confirme la tendance observée ces deux dernières années avec un poids de plus en plus important des accords constatés. En effet, ils représentent en 2024 une part de 93% des accords de conciliation, soit un niveau supérieur à la tendance observée avant la crise sanitaire (88% en 2019).

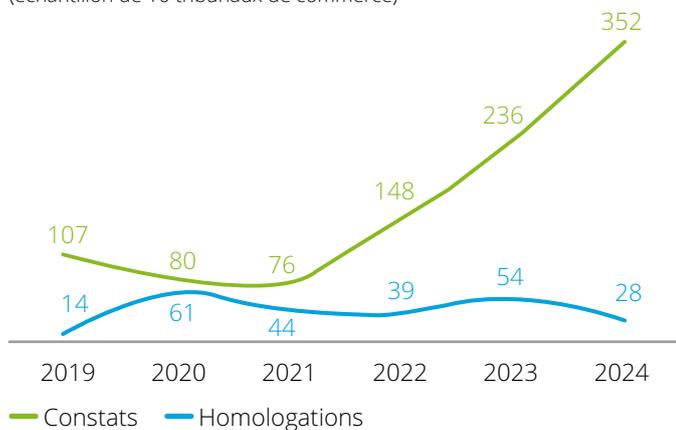
Note : il est rappelé (cf. notre note méthodologique supra) que le nombre d'ouvertures de conciliation est enregistré par les greffes par entité juridique, alors que le nombre d'accords constatés ou homologués est enregistré par accord pouvant concerner plusieurs entités juridiques. L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Procédures amiables - Échantillon de 10 tribunaux - Accords de conciliation par type

N° Tribunal	2019			2020			2021			2022			2023			2024		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total												
1 Toulouse	3	3	6	4	4	8	10	9	19	12	11	23	29	2	31	42	-	42
2 Lyon	40	4	44	38	5	43	29	13	42	51	6	57	79	25	104	123	6	129
3 Aix-en-Provence	10	1	11	1	18	19	6	9	15	32	6	38	16	3	19	33	9	42
4 Orléans	13	1	14	7	5	12	12	2	14	-	-	-	14	-	14	4	-	4
5 Nantes	22	-	22	20	4	24	10	1	11	20	-	20	37	10	47	31	3	34
6 Lille	-	-	-	1	17	18	3	8	11	1	4	5	26	9	35	41	3	44
7 Poitiers	5	3	8	4	-	4	4	-	4	2	-	2	-	-	-	8	-	8
8 Rouen	8	-	8	2	4	6	2	2	4	7	3	10	7	-	7	10	2	12
9 Bordeaux	6	2	8	3	4	7	-	-	-	23	9	32	22	5	27	50	3	53
10 Evry	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	10	2	12
Total	107	14	121	80	61	141	76	44	120	148	39	187	236	54	290	352	28	380
Poids	88%	12%	100%	57%	43%	100%	63%	37%	100%	79%	21%	100%	81%	19%	100%	93%	7%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.
Source : Greffes des tribunaux de commerce

Evolution des issues favorables des conciliations par type (2019-2024)
(échantillon de 10 tribunaux de commerce)



Source : Greffes des tribunaux de commerce

Procédures amiables - Échantillon de 10 tribunaux - Accords de conciliation par type, suite

N° Tribunal	2023			2024			Var. 2024/2023			Cumul 2019-2024		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total
1 Toulouse	29	2	31	42	-	42	45%	(100%)	35%	100	29	129
2 Lyon	79	25	104	123	6	129	56%	(76%)	24%	360	59	419
3 Aix-en-Provence	16	3	19	33	9	42	106%	200%	121%	98	46	144
4 Orléans	14	-	14	4	-	4	(71%)	n/a	(71%)	50	8	58
5 Nantes	37	10	47	31	3	34	(16%)	(70%)	(28%)	140	18	158
6 Lille	26	9	35	41	3	44	58%	(67%)	26%	72	41	113
7 Poitiers	-	-	-	8	-	8	n/a	n/a	n/a	23	3	26
8 Rouen	7	-	7	10	2	12	43%	n/a	71%	36	11	47
9 Bordeaux	22	5	27	50	3	53	127%	(40%)	96%	104	23	127
10 Evry	6	-	6	10	2	12	67%	n/a	100%	16	2	18
Total	236	54	290	352	28	380	49%	(48%)	31%	999	240	1 239
Poids	81%	19%	100%	93%	7%	100%				81%	19%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.
Source : Greffes des tribunaux de commerce

Échantillon Deloitte - Prévention-détection

Par rapport à l'année précédente, nous avons exclu les tribunaux pour lesquels nous n'avons pas eu communication des données 2024 et avons ajouté les tribunaux de Nanterre et Evry. Ainsi, pour cette analyse, notre échantillon est donc composé de 11 tribunaux.

L'année 2024 marque le pas vis-à-vis de la dynamique de croissance continue observée ces dernières années avec une baisse de 11% des dossiers de prévention sur l'échantillon de onze Tribunaux de Commerce. Cette baisse pourrait s'expliquer par le chiffre particulièrement important constaté en 2023 (2 108 dossiers de prévention). En effet, le nombre de dossiers de prévention 2024 reste supérieur de 57% à celui de 2022. Ainsi, ces chiffres permettent de souligner un prolongement dans la prise de conscience des dirigeants et actionnaires de la nécessité d'anticiper les difficultés.

OCED - Focus Île-de-France

En Île-de-France, le nombre de procédures amiables a connu une légère hausse de +0,4% en 2024 par rapport à 2023, stabilisant le niveau atteint en 2023 après une forte hausse (1 187 en 2023, soit +31% en 2023 vs 2022). Ainsi, 1 192 procédures amiables ont été ouvertes en Île-de-France en 2024.

La tendance haussière observée au sein de l'Échantillon Deloitte (+19%) est donc moins marquée au sein des tribunaux d'Île-de-France (+0,4%). En effet, du point de vue des tribunaux, la hausse des procédures enregistrées au sein des tribunaux de Paris (+12%), d'Evry (+19%), de Créteil (+8%), de Pontoise (+3%) et de Melun (+36%) est compensée par la baisse du nombre de procédures enregistrées dans les tribunaux de Nanterre, Bobigny et Versailles (respectivement de -25%, -14% et -17%).

Dossiers de prévention - Échantillon de 11 tribunaux de commerce

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 24/23	Poids 2024	
N° Tribunal						#	%	
1 Orléans	139	199	261	964	424	(540)	(56%)	22,6%
2 Lille	185	166	297	236	251	15	6%	13,4%
3 Lyon	146	145	120	119	264	145	122%	14,1%
4 Aix-en-Provence	87	79	311	330	239	(91)	(28%)	12,7%
5 Bordeaux	184	-	78	224	312	88	39%	16,6%
6 Nantes	53	63	68	166	248	82	49%	13,2%
7 Poitiers	15	28	59	69	138	69	100%	7,4%
8 Bobigny	n/c	n/c	316	552	600	48	9%	32,0%
9 Evry	n/c	n/c	n/c	210	207	(3)	(1%)	11,0%
10 Nanterre	n/c	n/c	n/c	273	130	(143)	(52%)	6,9%
11 Rouen	58	n/c	95	53	256	203	383%	13,6%
Total dossiers de préventions ouverts	809	680	1 194	2 108	1 876	(232)	(11%)	100%

Source : Greffes des tribunaux de commerce

A noter que le Tribunal de Meaux n'a pas communiqué l'exhaustivité des informations cette année, et a ainsi été retiré de nos analyses.

De même, du point de vue des procédures sollicitées, le nombre de mandats *ad hoc* ouverts dans les tribunaux d'Île de France est en augmentation de +18% en 2024, alors que le nombre de conciliations ouvertes dans ces tribunaux ressort en baisse de 10%. Alors qu'une croissance soutenue avait été enregistrée en 2023 dans les

tribunaux de commerce d'Île-de-France sur les ouvertures de mandats *ad hoc* (+27% vs 2022) et de conciliation (+33% vs 2022), la tendance observée en 2024 apparaît donc plus nuancée.

Par ailleurs, cette évolution a rééquilibré le poids des mandats *ad hoc* dans le total des procédures amiables en Île-de-France (43% de mandats *ad hoc* pour 57% de conciliations). Pour rappel, sur notre échantillon, une hausse de 30% des mandats *ad hoc* a été observée, ainsi qu'une hausse de 12% des procédures de conciliation.

Évolution du nombre de procédures amiables en Île-de-France 2023-2024



Source : OCED, Greffe du tribunal de Bobigny

Procédures amiables en Île-de-France

N° Tribunal	2022			2023			2024		
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1 Paris	129	277	406	156	379	535	200	401	601
2 Nanterre	41	85	126	67	173	240	78	101	179
3 Bobigny	40	44	84	36	69	105	47	43	90
4 Evry	12	27	39	50	18	68	61	20	81
5 Créteil	-	13	13	80	32	112	84	37	121
6 Versailles	17	29	46	26	50	76	24	39	63
7 Pontoise	73	66	139	21	16	37	13	25	38
8 Melun	30	22	52	-	14	14	7	12	19
Total IDF	342	563	905	436	751	1 187	514	678	1 192
Poids	38%	62%	100%	37%	63%	100%	43%	57%	100%
Evolution N-1	54%	16%	28%	27%	33%	31%	18%	(10%)	0,4%

Source : OCED, Greffe du tribunal de Bobigny

Procédures amiables en Île-de-France, suite

N° Tribunal	2023			2024			Var.24/23 (MAH)		Var.24/23 (CC)		Var.24/23 (Tot.)	
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1	156	379	535	200	401	601	44	28%	22	6%	66	12%
2	67	173	240	78	101	179	11	16%	(72)	(42%)	(61)	(25%)
3	36	69	105	47	43	90	11	31%	(26)	(38%)	(15)	(14%)
4	50	18	68	61	20	81	11	22%	2	11%	13	19%
5	80	32	112	84	37	121	4	5%	5	16%	9	8%
6	26	50	76	24	39	63	(2)	(8%)	(11)	(22%)	(13)	(17%)
7	21	16	37	13	25	38	(8)	(38%)	9	56%	1	3%
8	-	14	14	7	12	19	7	n/a	(2)	(14%)	5	36%
Total IDF	436	751	1 187	514	678	1 192	78	18%	(73)	(10%)	5	0%
Poids	37%	63%	100%	43%	57%	100%						

Source : OCED, Greffe du tribunal de Bobigny

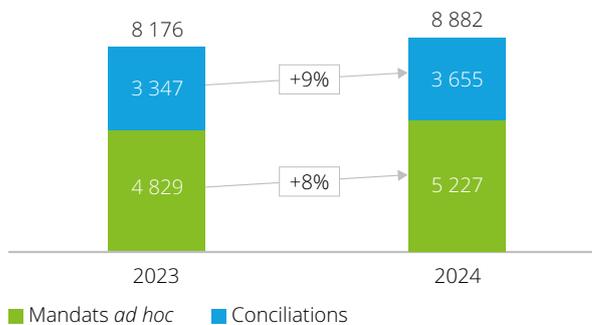
Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse annuelle

L'analyse au niveau national réalisée par le CNAJMJ révèle une augmentation de 9% du recours aux procédures amiables entre 2023 et 2024, passant de 8 176 à 8 882. En particulier, les mandats *ad hoc* ont enregistré une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente, tout comme les conciliations qui ont, elles, augmenté de 9%.

Concernant la taille des entreprises impliquées, les données indiquent que 6% des mandats *ad hoc* et 12% des conciliations concernaient des entités de plus de 50 salariés en 2024, soit une augmentation de près de +3 points pour les conciliations et de +1 point pour les mandats *ad hoc*.

Il est important de noter également que la majorité des entreprises touchées par des mandats *ad hoc* sont de très petite taille, avec une majorité sans aucun salarié (61% en 2024) en légère diminution (-5 points vs 2023) au profit principalement des mandats *ad hoc* touchant des sociétés qui comptent entre 1 et 200 salariés (+5 points par rapport à 2023).

Procédures amiables en France - Nombre de procédures par an



Source : CNAJMJ

Procédures amiables en France - Ouvertures par taille d'entreprises

	2023	2024	Var. 2024/2023
			En%
Aucun salarié	66%	61%	-5 pts
Entre 1 et 10 salariés	17%	19%	2 pts
Entre 11 et 50 salariés	11%	13%	2 pts
Entre 51 et 200 salariés	4%	5%	1 pts
Entre 201 et 1000 salariés	1%	1%	0 pts
Plus de 1000 salariés	-	0%	0 pts
Mandats <i>ad hoc</i>	100%	100%	
Aucun salarié	47%	42%	-5 pts
Entre 1 et 10 salariés	23%	24%	0 pts
Entre 11 et 50 salariés	21%	22%	2 pts
Entre 51 et 200 salariés	6%	8%	2 pts
Entre 201 et 1000 salariés	2%	3%	1 pts
Plus de 1000 salariés	1%	1%	0 pts
Conciliations	100%	100%	
Mandats <i>ad hoc</i>			
Entreprises de < de 10 salariés	83%	80%	-4 pts
Entreprises de < de 50 salariés	94%	93%	-2 pts
Entreprises de > de 50 salariés	5%	6%	1 pts
Conciliations			
Entreprises de < de 10 salariés	70%	66%	-5 pts
Entreprises de < de 50 salariés	91%	88%	-3 pts
Entreprises de > de 50 salariés	9%	12%	3 pts

Source : CNAJMJ

Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse trimestrielle

Comme indiqué, en 2024, la France a enregistré une augmentation de 9% des procédures amiables comparativement à l'année précédente.

En particulier, par rapport à 2023 :

- les mandats *ad hoc* ont enregistré une hausse significative sur les 3 premiers trimestres 2024 de 5% au T1, de 9% au T2, de 20% au T3 et une croissance plus modérée (+1%) au T4 ;
- les conciliations ont augmenté de +8% au T1, puis ont baissé de 1% au T2 avant de connaître une hausse significative au T3 (+34%), confirmée au T4 (+5%).

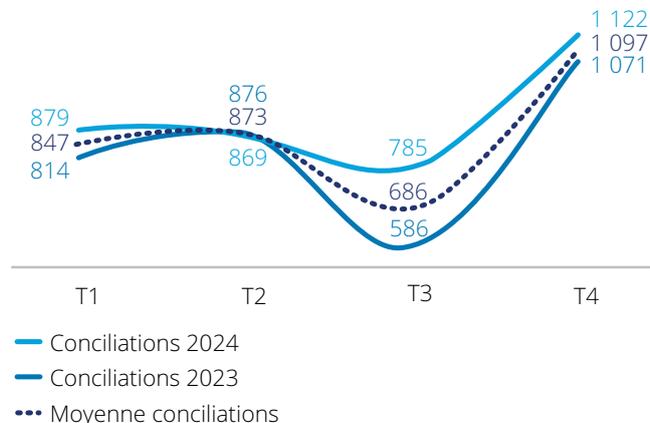
Il est précisé que pour l'ensemble des méthodes proposées (échantillon Deloitte, OCED et CNAJMJ), il n'y a pas de retraitement des entreprises ayant eu recours à un mandat *ad hoc* puis à une conciliation. Cette pratique usuelle des praticiens conduit à comptabiliser deux procédures pour une seule entreprise quand les deux procédures ont été ouvertes en 2024.

Nombre de mandats *ad hoc* en France par trimestre



Note : Moyenne par procédure entre 2023 et 2024
Source : CNAJMJ

Nombre de conciliations en France par trimestre



Note : Moyenne par procédure entre 2023 et 2024
Source : CNAJMJ

Les procédures judiciaires

Entreprises et emplois menacés

L'année 2024 accentue les tendances haussières observées en 2022 et 2023 avec un niveau record de 67 830 défaillances d'entreprises, soit +17% par rapport à 2023. Cette évolution indique non seulement une accélération des procédures collectives, mais également un dépassement du niveau maximum de défaillances enregistrées avant la crise sanitaire.

Du côté des emplois, la hausse croît plus modérément avec une augmentation de 5% par rapport à 2023, avec 255 815 emplois menacés contre 243 700 l'année précédente. Ce niveau de menace sur l'emploi retrouve des niveaux comparables à ceux des années 2011 et 2012.

Néanmoins, le nombre moyen d'emplois menacés par procédure collective a baissé passant de 4,2 à 3,8 en comparaison avec l'année 2023.

En particulier, les procédures de sauvegarde et de sauvegarde accélérée (SA) sont restées stables par rapport à 2023, n'augmentant que de 1% alors que le nombre d'emplois menacés par ces procédures a chuté de 66% par rapport à l'année précédente atteignant 18 203 emplois menacés (contre 54 159 en 2023), principalement en raison de l'absence de procédures de sauvegarde majeures telles que celles intervenues en 2023 au bénéfice des groupes EMEIS (ex Orpea), Casino ou encore Réside Etudes Seniors qui, à eux trois, cumulaient 37 830 emplois menacés. Ainsi, les emplois relatifs aux procédures de sauvegarde représentent 7% des emplois menacés par les défaillances 2024, soit -15 points par rapport à 2023.

Pour les redressements judiciaires, l'année 2024 recense une augmentation de 30% du nombre d'entreprises concernées pour atteindre 19 641 entreprises dépassant les niveaux de la période 2010-2019. Cette hausse s'accompagne d'une hausse des emplois menacés de 36%, qui atteignent 133 054, franchissant ainsi la barre symbolique des 100 000 emplois menacés. Les emplois menacés dans le cadre des redressements judiciaires représentent 52% des emplois menacés en France par les défaillances 2024, soit +12 points par rapport à 2023.

Le nombre de liquidations judiciaires directes ouvertes en 2024 a également augmenté de 14% pour atteindre 46 640 entreprises. Les emplois menacés par ces procédures ont également augmenté de 14%, atteignant 104 558 et représentant ainsi 41% du total des emplois menacés par les défaillances 2024, soit +3 points par rapport à 2023.

Ainsi, en 2024, l'augmentation observée des défaillances (+17%) concerne toutes les procédures collectives mais dans des proportions différentes : les procédures de sauvegarde n'augmentent que faiblement (1%) alors les procédures de redressement judiciaire et de liquidation augmentent sensiblement (respectivement de +30% et +14%).

Ceci confirme les tendances observées ces dernières années d'une intensification de ces procédures. En outre, l'évolution du poids de chacune des procédures collectives témoigne d'un développement plus important des cessations de paiement des entreprises.

Maître Charles de Saint-Rapt, administrateur judiciaire et président de l'ASPAJ : « Il faudra surveiller le rallongement des délais de paiements entre les entreprises observé actuellement. C'est un marqueur fort des tensions qui existent sur la trésorerie des entreprises. »

En parallèle, le nombre d'emplois menacés augmente de façon plus modérée (+5%), principalement du fait des effectifs concernés dans les procédures de sauvegarde (effectif moyen par procédure de 11,8, en baisse de 67% par rapport à 2023).

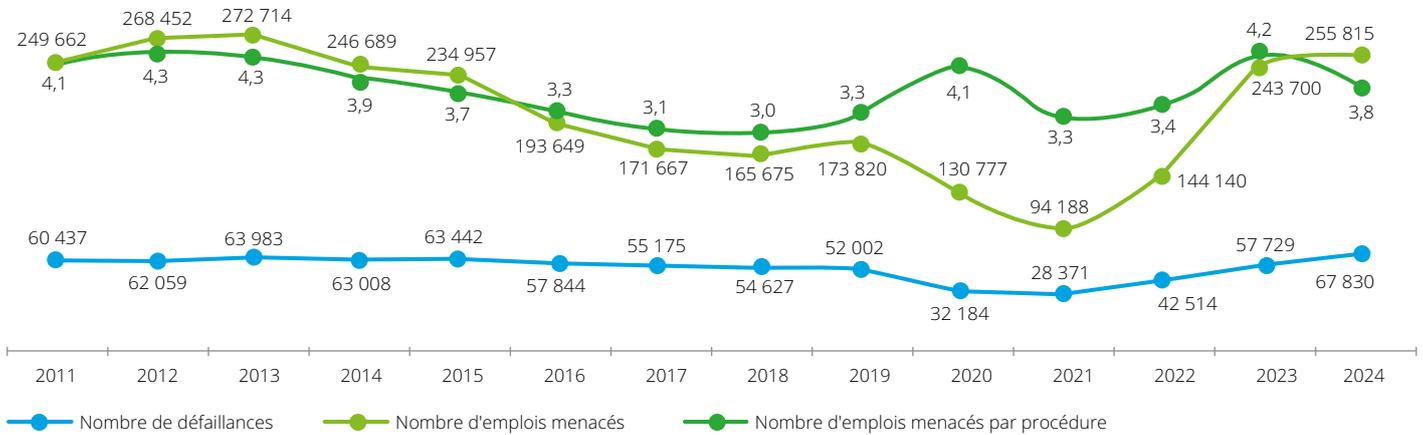
Maître François Charles Desprats mandataire judiciaire et président du CNAJMJ : « Les Tribunaux saisis ont peu d'éléments donc ils ouvrent souvent une procédure de RJ afin de laisser le temps aux mandataires judiciaires désignés d'analyser la situation financière et les perspectives existantes. Ce travail peut conduire à une conversion en LJ dans les mois qui suivent, si aucune perspective n'apparaît de manière tangible. »

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	v.24/23	Part 23	Part 24
Sauvegardes	1 054	971	833	729	1 125	1 529	1 549	1%	3%	2%
Redressements judiciaires	16 359	15 875	8 030	6 504	10 132	15 115	19 641	30%	26%	29%
Liquidations judiciaires directes	37 214	35 156	23 321	21 138	31 257	41 085	46 640	14%	71%	69%
Total (entreprises)	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	57 729	67 830	17%	100%	100%
Sauvegardes	9 205	12 911	18 427	12 091	14 902	54 159	18 203	(66%)	22%	7%
Redressements judiciaires	76 321	83 022	64 632	35 397	60 646	97 520	133 054	36%	40%	52%
Liquidations judiciaires directes	80 149	77 887	47 718	46 700	68 592	92 021	104 558	14%	38%	41%
Total (emplois menacés)	165 675	173 820	130 777	94 188	144 140	243 700	255 815	5%	100%	100%
Sauvegardes	8,7	13,3	22,1	16,6	13,2	35,4	11,8	(67%)		
Redressements judiciaires	4,7	5,2	8,0	5,4	6,0	6,5	6,8	5%		
Liquidations judiciaires directes	2,2	2,2	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	0%		
Emplois menacés par procédure	3,0	3,3	4,1	3,3	3,4	4,2	3,8	(11%)		

Source : Altares/Deloitte

Nombre de procédures et emplois menacés de 2011 à 2023



Source : Altares/Deloitte

Analyse détaillée du nombre de défaillances et emplois menacés entre 2011 et 2024

La tendance générale de 2011 à 2019 indique un ralentissement voire une baisse des défaillances d'entreprises et des emplois menacés, avec un volume de 60 437 à 52 002 pour les défaillances et de 249 662 à 173 820 pour les emplois menacés.

Cette période de répit s'est accentuée en 2020 et 2021, en partie grâce aux aides de l'État fournies aux entreprises durant la crise sanitaire. Toutefois, on assiste à une remontée des défaillances dès 2022, confirmée en 2023, puis en 2024, pour atteindre 67 830, plus haut pic constaté, et un accroissement de l'impact sur les emplois menacés, atteignant 255 815 en 2024 — soit une hausse de plus de 172% par rapport à 2021.

A noter que le nombre d'emplois menacés par procédure ressort à 3,8 en 2024, un niveau plus faible qu'en 2023 compte tenu d'une taille moyenne plus faible des entreprises ayant fait l'objet de défaillances en 2024.

La poursuite de la hausse du nombre de défaillances en 2024 par rapport à 2023 (+c.17%) mais également par rapport à la période précédant la crise sanitaire (+c.30% vs 2019), est le symbole de la

fin de la « parenthèse Covid » marquée notamment par le « quoi qu'il en coûte » et les mécanismes d'aides aux entreprises. En effet, une part des défaillances constatées en 2024 correspond à un rattrapage du plus faible nombre de défaillances intervenues au cours des années de la crise sanitaire.

Maître Serge Prévile administrateur judiciaire et président de l'IFPPC : « Il y a bien un effet rattrapage – le nombre de dépôts de bilan n'est pas excessif et correspond à une portion de ceux qui n'ont pas eu lieu suite à la crise sanitaire. »

Maître François Charles Desprats mandataire judiciaire et président du CNAJM : « Ce rattrapage a déjà eu lieu de manière significative, désormais le rattrapage résiduel devrait s'étaler dans le temps. »

Néanmoins, plusieurs autres facteurs permettent d'expliquer cette hausse du nombre de défaillances observée en 2024 comme l'inflation, la hausse des taux d'intérêts et le changement des habitudes de consommation au cours de cette période économiquement plus difficile. En outre, les difficultés à rembourser les aides obtenues durant la crise sanitaire mènent de nombreuses entreprises à

considérer la restructuration de leurs dettes. Face à l'accumulation des passifs, tant bancaires que publics, depuis la pandémie, les entreprises se retrouvent de plus en plus dans des impasses financières rendant nécessaire une restructuration. De même, les entreprises sont confrontées à des délais de remboursement plus normatifs des créanciers fiscaux et sociaux. En particulier, les assignations du Trésor ou de l'Urssaf sont en forte augmentation.

Maître Charles de Saint-Rapt, administrateur judiciaire et président de l'ASPJA : « Entre le post et le ante Covid, on observe assez nettement une dégradation de la situation financière des dossiers. La trésorerie est de plus en plus tendue, et beaucoup arrivent à bout de souffle, ce qui oblige souvent à la mise en place de plans de cession rapides. »

Les entreprises de plus de 1 000 salariés

En 2024, le nombre d'entreprises de plus de 1 000 salariés entrant en procédure collective a chuté par rapport à l'année précédente, passant de huit à cinq. Ainsi, en 2024, les entreprises de plus de 1000 salariés qui ont bénéficié de procédures collectives sont le groupe Milee

(publicitaire - redressement judiciaire), l'association AMAPA (services à la personne - redressement judiciaire), le groupe People and Baby (crèche - sauvegarde), le groupe Promotion du Prêt à porter (PIMKIE - retail - sauvegarde) tandis que le groupe Reside Etudes Seniors a vu sa procédure de sauvegarde (2023) se convertir en procédure de redressement judiciaire en 2024.

Par ailleurs, les défaillances d'entreprises de plus de 1 000 salariés représentent 24 954 emplois menacés en 2024, soit une baisse de 44% par rapport à 2023 compte tenu de la baisse du nombre de défaillances évoquée ci-avant et du nombre d'emplois menacés par défaillance.

Procédures concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	v.24/23	Part 23	Part 24
Sauvegardes	1	2	2	2	4	2	(50%)	50%	25%
Redressements judiciaires	2	5	1	3	4	3	(25%)	50%	38%
Liquidations judiciaires directes	-	-	-	-	-	-	n/a	-	-
Total (entreprises)	3	7	3	5	8	5	(38%)	100%	63%
Sauvegardes	1 659	8 131	6 084	3 538	38 880	5 208	(87%)	87%	21%
Redressements judiciaires	3 806	15 027	1 820	6 112	6 059	19 746	226%	13%	79%
Liquidations judiciaires directes	-	-	-	-	-	-	n/a	-	-
Total (emplois menacés)	5 465	23 158	7 904	9 650	44 939	24 954	(44%)	100%	100%
Emplois menacés en % du total	3%	18%	8%	7%	18%	10%			

Source : Altares/Deloitte

Les entreprises de moins de 1 000 salariés

S'agissant des entreprises de moins de 1 000 salariés, qui constituent l'essentiel des défaillances, les tendances d'évolution de 2024 reflètent celles observées en 2023. Les ouvertures de procédures collectives ont connu une augmentation de 18%, portant le nombre total d'entreprises concernées à 67 825. Cette hausse est particulièrement importante dans les redressements judiciaires, avec

une progression de 30%, et dans les liquidations judiciaires directes, avec une augmentation de 14%, lesquelles représentent toujours près de 70% des procédures collectives pour les entreprises de moins de 1 000 salariés.

En termes d'emplois menacés, l'année 2024 montre une augmentation significative de 16% par rapport à 2023, totalisant 230 861 emplois. Cette augmentation des emplois menacés, en particulier dans les redressements judiciaires met en évidence

une pression croissante depuis 2 ans sur l'emploi dans le secteur des petites et moyennes entreprises. A noter néanmoins que l'effectif moyen ressort à 3,4 emplois, soit un niveau équivalent par rapport à 2023. La hausse des emplois menacés enregistrée en 2024 par rapport à 2023 provient donc uniquement d'un effet volume des défaillances.

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés) - hors entités > 1 000 salariés

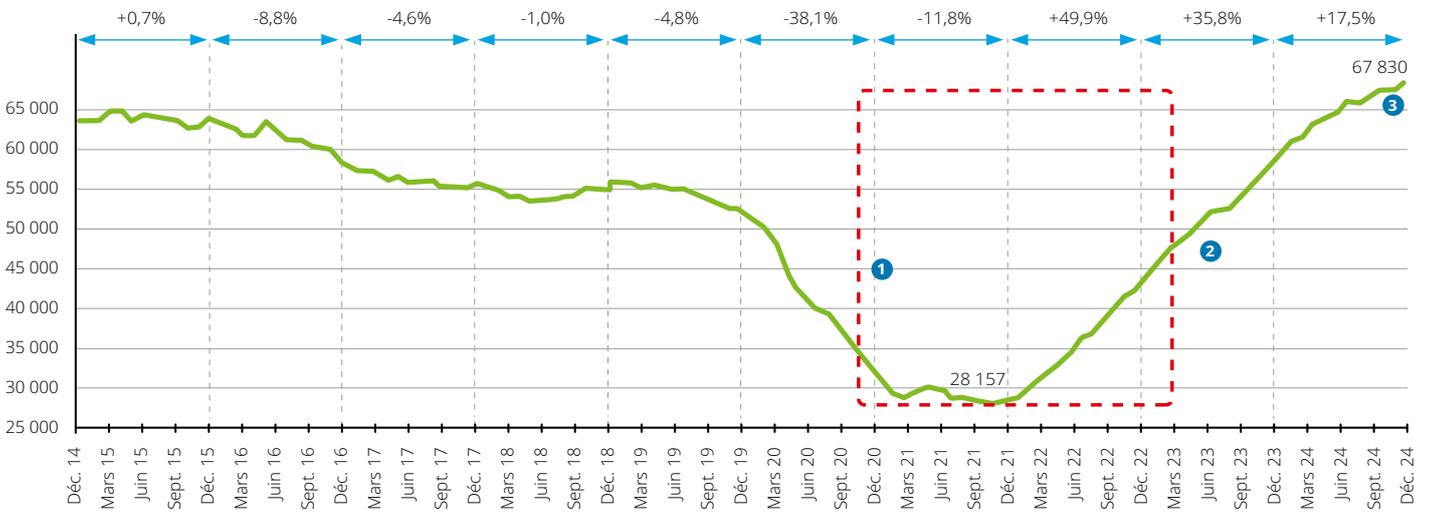
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	v.24/23	Part 23	Part 24
Sauvegardes	970	831	727	1 123	1 525	1 547	1%	3%	2%
Redressements judiciaires	15 873	8 025	6 503	10 129	15 111	19 638	30%	26%	29%
Liquidations judiciaires directes	35 156	23 321	21 138	31 257	41 085	46 640	14%	71%	69%
Total (entreprises)	51 999	32 177	28 368	42 509	57 721	67 825	18%	100%	100%
Sauvegardes	11 252	10 296	6 007	11 364	15 279	12 995	(15%)	8%	6%
Redressements judiciaires	79 216	49 605	33 577	54 534	91 464	113 308	24%	46%	49%
Liquidations judiciaires directes	77 887	47 718	46 700	68 592	92 018	104 558	14%	46%	45%
Total (emplois menacés)	168 355	107 619	86 284	134 490	198 761	230 861	16%	100%	100%
Sauvegardes	11,6	12,4	8,3	10,1	10,0	8,4	(16%)		
Redressements judiciaires	5,0	6,2	5,2	5,4	6,1	5,8	(5%)		
Liquidations judiciaires directes	2,2	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	0%		
Emplois menacés par procédure	3,2	3,3	3,0	3,2	3,4	3,4	(1%)		

Source : Altares/Deloitte

Évolution mensuelle sur 10 ans

- 1 Après une chute de 38,1% des défaillances sur l'année 2020, 2021 est marquée par une nouvelle baisse de 11,8% entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021.
- 2 Les années 2022 et 2023 ont été marquées par le retour à la hausse des défaillances d'entreprises (+103,5%) de manière continue sur toute la période pour atteindre 57 721 défaillances en 2023.
- 3 L'année 2024 conserve cette dynamique et atteint les 67 830 défaillances, soit une augmentation de 17% par rapport à l'année précédente surpassant ainsi le niveau des défaillances observées depuis 10 ans.

Evolution mensuelle des défaillances depuis décembre 2014 (sauvegardes, RJ et LJ sur 12 mois glissants)



Source : Altares/Deloitte

Évolution par trimestre

En 2024, l'augmentation du nombre de défaillances s'est amplifiée sur l'ensemble du territoire national, avec une hausse globale de 17% par rapport à 2023.

Cette évolution marque le franchissement d'un seuil, dépassant le niveau des défaillances depuis 10 ans, atteignant 67 830 défaillances d'entreprises au cours de l'année 2024.

L'examen détaillé trimestre par trimestre de 2024 révèle un pic de défaillances aux T1 et T2 2024 par rapport à l'année précédente respectivement de +21% et +20%, pics qui se tassent sur les trimestres suivants notamment au T4 avec une hausse des ouvertures de procédures limitée à 11%.

Concernant la dynamique par procédure, on observe une stabilisation de l'évolution des procédures de sauvegarde sur les trois derniers trimestres 2024 par rapport à 2023, contrairement aux redressements judiciaires qui augmentent dès le T1 de 45%, pour osciller ensuite entre +15% et +34%. Les liquidations judiciaires, quant à elles, augmentent sur 2024 de façon assez homogène entre 10% (T4) et 16% (T2).

Evolution par trimestre du nombre de défaillances et d'emplois menacés

	Nombre de défaillances					Nombre d'emplois menacés				
	T1	T2	T3	T4	Total	T1	T2	T3	T4	Total
Sauvegarde	318	468	301	442	1 529	14 550	5 722	2 400	31 487	54 159
Redressement judiciaire	3 489	3 735	3 080	4 811	15 115	22 902	29 656	19 447	25 515	97 520
LJ	11 158	9 866	8 494	11 567	41 085	25 461	22 813	19 609	24 138	92 021
Total 2023	14 965	14 069	11 875	16 820	57 729	62 913	58 191	41 456	81 140	243 700
Var. entre trimestres	n/a	(6,0%)	(15,6%)	41,6%	n/a	n/a	(7,5%)	(28,8%)	95,7%	n/a
Sauvegarde	367	455	304	423	1 549	3 049	4 562	2 534	8 058	18 203
Redressement judiciaire	5 058	5 019	4 032	5 532	19 641	30 314	41 004	31 096	30 640	133 054
LJ	12 682	11 463	9 727	12 768	46 640	29 110	25 715	21 024	28 709	104 558
Total 2024	18 107	16 937	14 063	18 723	67 830	62 473	71 281	54 654	67 407	255 815
Sauvegarde	49	(13)	3	(19)	20	(11 501)	(1 160)	134	(23 429)	(35 956)
Redressement judiciaire	1 569	1 284	952	721	4 526	7 412	11 348	11 649	5 125	35 534
LJ	1 524	1 597	1 233	1 201	5 555	3 649	2 902	1 415	4 571	12 537
Var. 24/23 (en valeur)	3 142	2 868	2 188	1 903	10 101	(440)	13 090	13 198	(13 733)	12 115
Sauvegarde	15%	(3%)	1%	(4%)	1%	(79%)	(20%)	6%	(74%)	(66%)
Redressement judiciaire	45%	34%	31%	15%	30%	32%	38%	60%	20%	36%
LJ	14%	16%	15%	10%	14%	14%	13%	7%	19%	14%
Var. 24/23 (en%)	21%	20%	18%	11%	17%	(1%)	22%	32%	(17%)	5%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés

En 2024, la tendance de hausse des ouvertures de procédures collectives s'est maintenue, marquée par une augmentation de 18% pour les entreprises de moins de 20 salariés, lesquelles constituent 97% des défaillances. Les défaillances dans les sociétés de plus de 20 salariés continuent également leur progression avec une hausse de 17% par rapport à l'année précédente.

La répartition des ouvertures de procédures collectives entre les entités de moins de 20 salariés et celles de plus de 20 salariés continue de refléter une répartition relativement stable depuis 2019 avec environ 97% des ouvertures qui concernent des entreprises de moins de 20 salariés et 3% des entreprises de plus de 20 salariés.

Le nombre d'emplois menacés dans les entreprises de moins de 20 salariés, qui constitue maintenant 52% du total, a continué sa progression de l'ordre de 17% en 2024.

Dans les entreprises de plus de 20 salariés, qui représentent 48% des emplois menacés, on assiste à un recul de 5%, principalement du fait de la baisse des emplois menacés dans le cadre de procédures de sauvegarde, et ce malgré la hausse significative d'emplois menacés dans le cadre de redressements judiciaires (+42%).

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés

	2019			2020			2021			2022		
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total
Sauvegardes	856	115	971	716	117	833	649	80	729	982	143	1 125
Redressements judiciaires	15 125	750	15 875	7 515	515	8 030	6 164	340	6 504	9 470	662	10 132
Liquidations judiciaires	34 757	399	35 156	23 035	286	23 321	20 863	275	21 138	30 841	416	31 257
Total (entreprises)	50 738	1 264	52 002	31 266	918	32 184	27 676	695	28 371	41 293	1 221	42 514
<i>En% du total</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>100,0%</i>
Sauvegardes	2 897	10 014	12 911	2 271	16 156	18 427	2 017	10 074	12 091	3 260	11 642	14 902
Redressements judiciaires	34 475	48 547	83 022	16 170	48 462	64 632	14 431	20 966	35 397	24 156	36 490	60 646
Liquidations judiciaires	63 449	14 438	77 887	35 771	11 947	47 718	37 160	9 540	46 700	54 774	13 818	68 592
Total (emplois menacés)	100 821	72 999	173 820	54 212	76 565	130 777	53 608	40 580	94 188	82 190	61 950	144 140
<i>En % du total</i>	<i>58,0%</i>	<i>42,0%</i>	<i>100,0%</i>	<i>41,5%</i>	<i>58,5%</i>	<i>100,0%</i>	<i>56,9%</i>	<i>43,1%</i>	<i>100,0%</i>	<i>57,0%</i>	<i>43,0%</i>	<i>100,0%</i>
Sauvegardes	3,4	87,1	13,3	3,2	138,1	22,1	3,1	125,9	16,6	3,3	81,4	13,2
Redressements judiciaires	2,3	64,7	5,2	2,2	94,1	8,0	2,3	61,7	5,4	2,6	55,1	6,0
Liquidations judiciaires	1,8	36,2	2,2	1,6	41,8	2,0	1,8	34,7	2,2	1,8	33,2	2,2
Total (effectif moyen par procédure)	2,0	57,8	3,3	1,7	83,4	4,1	1,9	58,4	3,3	2,0	50,7	3,4

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés, suite

	2023			2024			Var. 24/23 (< 20)		Var. 24/23 (> 20)	
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	En val.	En%	En val.	En%
Sauvegardes	1 353	176	1 529	1 380	169	1 549	27	2%	(7)	(4%)
Redressements judiciaires	14 060	1 055	15 115	18 325	1 316	19 641	4 265	30%	261	25%
Liquidations judiciaires	40 481	604	41 085	45 982	658	46 640	5 501	14%	54	9%
Total (entreprises)	55 894	1 835	57 729	65 687	2 143	67 830	9 793	18%	308	17%
<i>En% du total</i>	<i>96,8%</i>	<i>3,2%</i>	<i>100,0%</i>	<i>96,8%</i>	<i>3,2%</i>	<i>100,0%</i>				
Sauvegardes	4 651	49 508	54 159	4 323	13 880	18 203	(328)	(7%)	(35 628)	(72%)
Redressements judiciaires	37 054	60 466	97 520	47 249	85 805	133 054	10 195	28%	25 339	42%
Liquidations judiciaires	71 637	20 384	92 021	80 744	23 814	104 558	9 107	13%	3 430	17%
Total (emplois menacés)	113 342	130 358	243 700	132 316	123 499	255 815	18 974	17%	(6 859)	(5%)
<i>En % du total</i>	<i>46,5%</i>	<i>53,5%</i>	<i>100,0%</i>	<i>51,7%</i>	<i>48,3%</i>	<i>100,0%</i>				
Sauvegardes	3,4	281,3	35,4	3,1	82,1	11,8	(0)	(9%)	(199)	(71%)
Redressements judiciaires	2,6	57,3	6,5	2,6	65,2	6,8	(0)	(2%)	8	14%
Liquidations judiciaires	1,8	33,7	2,2	1,8	36,2	2,2	(0)	(1%)	2	7%
Total (effectif moyen par procédure)	2,0	71,0	4,2	2,0	57,6	3,8	(0)	(1%)	(13)	(19%)

Source : Altares/Deloitte

Le nombre d'emplois menacés par procédure est également en baisse de 11% en 2024, stable à 2,0 employés pour les sociétés de moins de 20 salariés, et s'établit à 57,6 pour celles de plus de 20 salariés, soit une chute de 19% par rapport à 2023, en raison notamment de la diminution évoquée des emplois menacés dans les procédures de sauvegarde. Il est important de noter, en revanche, l'augmentation de 14% d'emplois menacés par procédures de redressements judiciaires pour les entités de plus de 20 salariés passant de 57,3 en 2023 à 65,2 en 2024.

Si la tendance en termes de défaillances est comparable pour les entreprises de moins de 20 salariés et de plus de 20 salariés

(respectivement 18% et 17%), ce n'est pas le cas en termes d'emplois menacés. En effet, les emplois menacés affichent des évolutions contraires : +17% pour les entreprises de moins de 20 salariés et -5% pour les entreprises de plus de 20 salariés.

Par ailleurs, en 2024, comme en 2023, le contraste est frappant en termes de volume d'ouvertures de procédures selon les deux tranches d'effectif.

Pour les entreprises de moins de 20 salariés, 65 687 procédures ont été enregistrées en 2024, un chiffre de plus de 30 fois celui des entreprises comptant plus de 20 salariés, qui s'établit à 2 143 ouvertures.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés (en nombre de sociétés)



Source : Altares/Deloitte

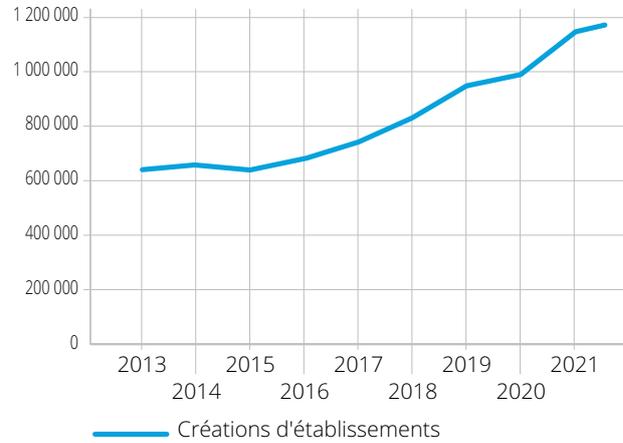
Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés (en nombre d'emplois menacés)



Source : Altares/Deloitte

Quant aux emplois menacés, la trajectoire s'est inversée avec un nombre d'emplois menacés plus important dans les sociétés de moins de 20 salariés principalement compte tenu d'un effet volume de défaillances. Ainsi, le nombre d'emplois menacés dans le segment des sociétés de moins de 20 salariés progresse de plus de 15% chaque année depuis 2021. Cette évolution s'expliquerait notamment, d'après l'intervention des membres de la Banque de France (Ami QUEMA et Frédéric VISNOVSKY) lors de la commission sénatoriale du 7 février 2025, en raison d'un nombre élevé de créations d'entreprises de moins de 20 salariés lors de la période Covid (2020-2021). Ainsi, ce constat de défaillances 2024 proviendrait en partie d'un rattrapage d'une hausse non normative de créations d'entreprises.

Evolutions des créations d'établissements



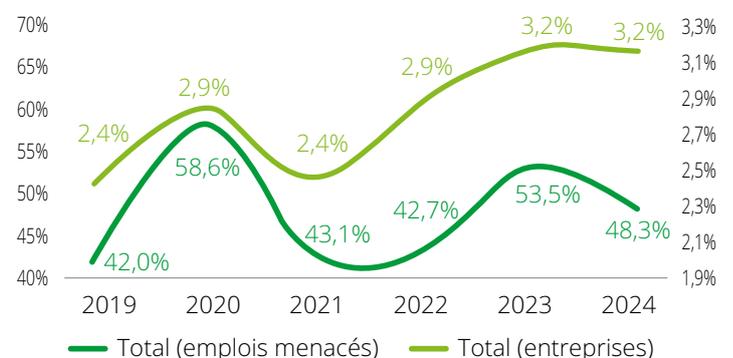
Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	v. 24/23
Sauvegardes	11,8%	14,0%	11,0%	12,7%	11,5%	10,9%	(0,6pts)
Redressements judiciaires	4,7%	6,4%	5,2%	6,5%	7,0%	6,7%	(0,3pts)
Liquidations judiciaires directes	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,5%	1,4%	(0,1pts)
Total (entreprises)	2,4%	2,9%	2,4%	2,9%	3,2%	3,2%	-
Sauvegardes	77,6%	87,7%	83,3%	78,1%	91,4%	76,3%	(15,2pts)
Redressements judiciaires	58,5%	75,0%	59,2%	60,2%	62,0%	64,5%	2,5pts
Liquidations judiciaires directes	18,5%	25,0%	20,4%	20,1%	22,2%	22,8%	0,6pts
Total (emplois menacés)	42,0%	58,5%	43,1%	43,0%	53,5%	48,3%	(5,2pts)

Source : Altares/Deloitte

En 2024, la part des emplois menacés dans les entreprises de plus de 20 salariés a connu une baisse de 5,2 points par rapport à l'année précédente. En effet, en 2024, les défaillances des entreprises comptant plus de 20 salariés représentent 3,2% des défaillances totales (comme en 2023) et 48,3% des emplois menacés (contre 53,5% en 2023). De ce fait, on constate une baisse de la menace sur l'emploi des entreprises de plus de 20 salariés. Comme évoqué, cette évolution est principalement liée à la baisse des emplois menacés dans les procédures de sauvegarde ouvertes en 2024 par rapport à 2023 qui était impactée par des procédures de sauvegarde concernant des entreprises de taille significative.

Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales (en entreprises et en emplois menacés)



Source : Altares/Deloitte

Concernant les emplois menacés dans les redressements judiciaires et les liquidations judiciaires, on constate que la part relative aux entreprises de plus de 20 salariés augmente respectivement de 2,5 points et 0,6 point.

Au sujet du ratio des défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés (hors effectif supérieur à 1 000), on constate en 2024 une baisse des procédures de sauvegarde de 0,6 point, des redressements judiciaires de 0,3 point et des liquidations judiciaires de 0,1 point. Les défaillances d'entreprises de plus de 20 salariés (hors effectif supérieur à 1 000) constituent 3,2% du total des défaillances d'entreprises en 2024, ce qui est stable en proportion par rapport à l'année précédente. Cependant, il est important de noter que les emplois menacés dans ces entreprises représentent 38,5% du total des emplois menacés en 2024, ce qui représente une augmentation significative (+3,5 points) par rapport à 2023.

L'analyse portant sur le poids des emplois menacés par les procédures collectives concernant les entreprises de plus de 20 salariés (hors procédures de plus de 1000 salariés) montre que les emplois menacés dans les procédures de sauvegarde concernent davantage ce type de sociétés (48% vs 20% en 2023) alors qu'on observe l'effet inverse dans les redressements judiciaires (50% vs 56% en 2023). En ce qui concerne les liquidations judiciaires, la part des emplois menacés par ces entreprises reste stable.

Emplois menacés par procédure concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Sauvegardes	1 659	8 131	6 084	3 538	38 880	5 208
Redressements judiciaires	3 806	15 027	1 820	6 112	6 059	19 746
Liquidations judiciaires directes	-	-	-	-	-	-
Total (emplois menacés)	5 465	23 158	7 904	9 650	44 939	24 954
Emplois menacés en % du total	3%	18%	8%	7%	18%	10%

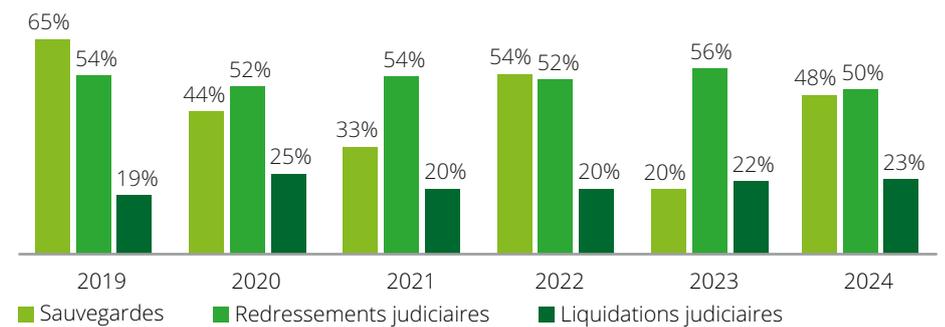
Source : Altares/Deloitte

Ratio défaillances pour les entreprises de >20 salariés sur les défaillances totales (hors effectif > 1 000)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	v. 24/23
Sauvegardes	12%	14%	11%	13%	11%	11%	(0,5pts)
Redressements judiciaires	5%	6%	5%	7%	7%	7%	(0,3pts)
Liquidations judiciaires	1%	1%	1%	1%	1%	1%	(0,1pts)
Total (entreprises)	2,4%	2,8%	2,4%	2,9%	3,2%	3,2%	-
Sauvegardes	65%	44%	33%	54%	20%	48%	28,0pts
Redressements judiciaires	54%	52%	54%	50%	56%	50%	(6,1pts)
Liquidations judiciaires	19%	25%	20%	20%	22%	23%	0,6pts
Total (emplois menacés)	38,9%	40,8%	34,7%	36,3%	35,1%	38,5%	3,5pts

Source : Altares/Deloitte

Part des emplois menacés par les procédures de plus de 20 salariés par type de procédures (hors procédure de >1 000 salariés)



Source : Altares/Deloitte

Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises

En 2024, l'économie a été marquée par une augmentation de 17% des défaillances d'entreprises. Parallèlement, le secteur de la création d'entreprises a connu une légère augmentation, affichant une hausse d'approximativement 5,6% par rapport à l'année précédente, avec un total d'environ 1 111 000 nouvelles entreprises, contre 1 052 000 créations enregistrées en 2023.

En 2024, le taux de défaillances en proportion des créations d'entreprises a poursuivi son augmentation, atteignant 6,1%, un chiffre qui montre une reprise par rapport à 2021 (2,7%) et qui retrouve un niveau équivalent à celui de 2019 (6,0%). En termes pratiques, cela signifie que pour chaque entreprise défaillante, environ 16 nouvelles ont été créées, comparativement à 37 en 2021, illustrant une dynamique économique qui présente un ralentissement dans la création d'entreprises par rapport aux fermetures.

Evolution du nombre de créations d'entreprises au regard du nombre de défaillances (en milliers)



Source : Altares/Deloitte, Insee

Part de défaillances dans les créations d'entreprises (en%)



Source : Insee

Maître Serge Prévile administrateur judiciaire et président de l'IFPPC « On observait moins de PSE depuis la crise sanitaire notamment en raison de l'instauration des mesures d'aide au chômage partiel. Cela rendait plus attractives les procédures amiables qui n'offrent pas de leviers de financement des PSE. L'augmentation des PSE conduit les entreprises à un recours accru aux procédures judiciaires qui permettent leur financement par l'AGS. »

Taux de défaillances

Note liminaire

Le stock d'entreprises ci-contre provient d'une étude de l'Insee publiée le 1^{er} avril 2025 sur le stock d'entreprises 2022. L'objectif de cette analyse repose sur une vision des défaillances en fonction du nombre d'entreprises total du tissu économique national.

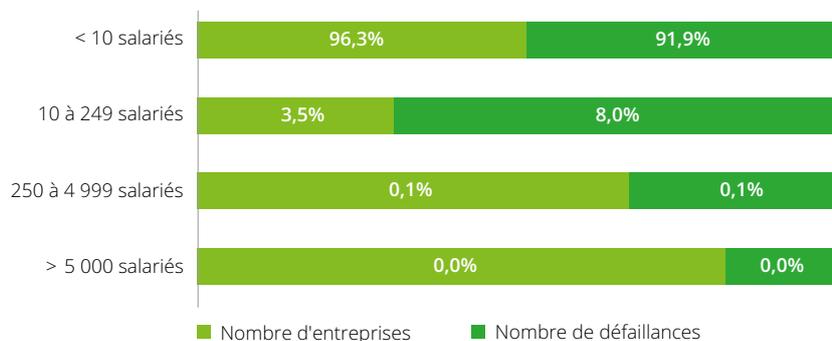
Nous n'avons pas pu obtenir de données plus récentes que ces données au 31 décembre 2022.

Stock d'entreprises à fin décembre 2022

	2022	%
< 10 salariés	5 323 532	96,3%
10 - 249 salariés	194 212	3,5%
250 - 4999 salariés	8 107	0,1%
> 5000 salariés	372	0,0%
Total	5 526 223	100,0%

Source : Insee

Répartition du stock d'entreprises (2022) et de défaillances (2024) par tranche d'effectifs



Source : Altares/Deloitte

Comme les années précédentes, les entreprises les plus vulnérables sont les entreprises de moins de 10 salariés qui enregistrent 62 332 défaillances (soit un taux de défaillance de 1,2% en 2024). Les sociétés comptant entre 10 à 249 salariés comptent 5 448 défaillances (soit un taux de défaillance de 2,8%) et les structures ayant entre 250 et 4 999 salariés comptent 49 défaillances (soit un taux de 0,6%). Une seule défaillance intervenue en 2024 concerne une entreprise de plus de 5 000 salariés (soit un taux de défaillance de 0,3%).

Ainsi, en 2024, les entreprises avec un effectif inférieur à 10 salariés représentent 96,3% du stock d'entreprises et 91,9% des défaillances.

Historique du taux de défaillances

	Nombre de défaillances			Taux de défaillances		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
< 10 salariés	39 207	52 989	62 332	0,7%	1,0%	1,2%
10 - 249 salariés	3 277	4 688	5 448	1,7%	2,4%	2,8%
250 - 4 999 salariés	30	50	49	0,4%	0,6%	0,6%
> 5 000 salariés	-	2	1	-	0,5%	0,3%
Total	42 514	57 729	67 830	0,8%	1,0%	1,2%

Note : les taux de défaillances calculés reposent sur le stock d'entreprises 2022 calculé préalablement.

Source : analyse Altares/Deloitte

Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif

L'année 2024 a été marquée par 199 procédures collectives de sociétés avec un effectif supérieur à 100 salariés, (soit +27 par rapport 2023), dont :

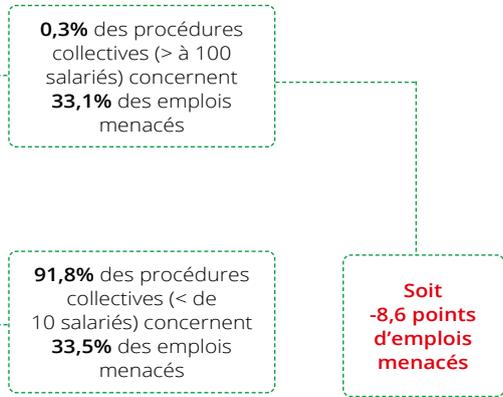
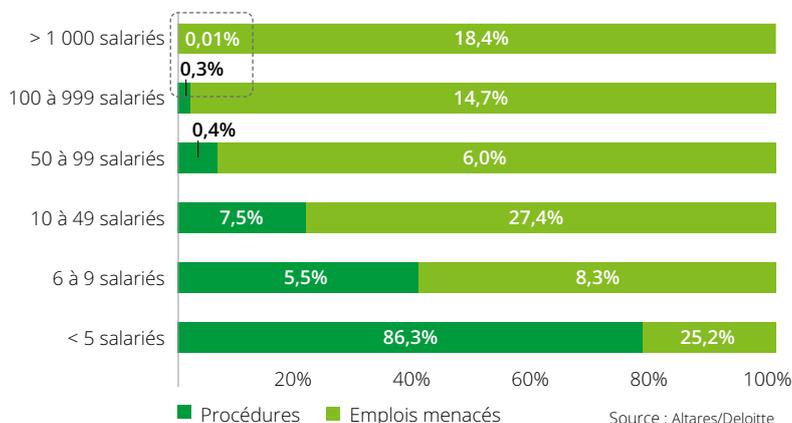
- 5 procédures collectives, People and Baby, Promotion du prêt à porter - Pimkie (sauvegarde) et Milee, Résidence Études seniors, Association Amapa

- (redressement judiciaire) avec un effectif supérieur à 1 000 salariés ;
- 9 procédures collectives, pour la tranche 500-999 salariés ;
- 36 procédures collectives, pour la tranche 250-499 salariés ; et
- 149 procédures collectives, pour la tranche 100-249 salariés.

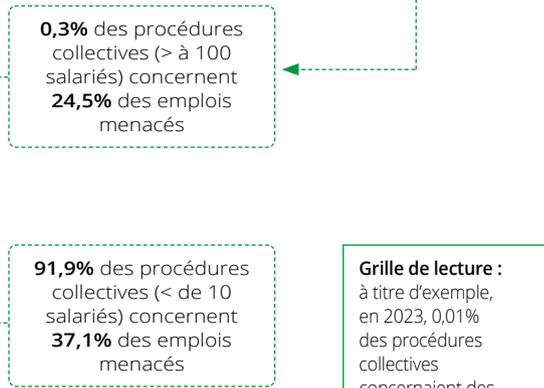
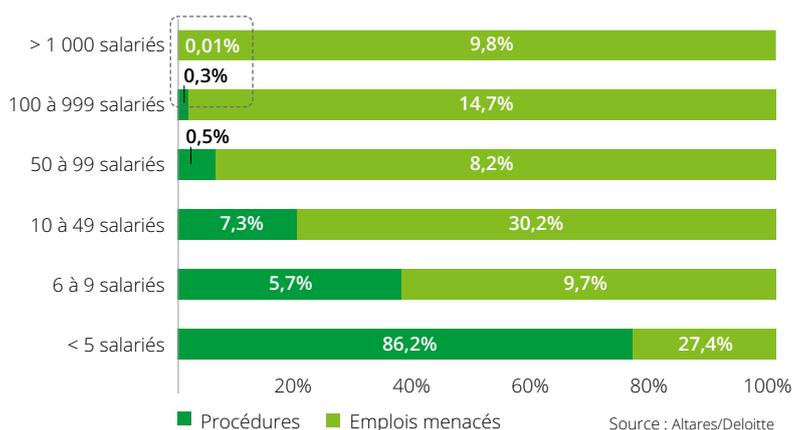
Malgré ces 199 défaillances, qui représentent près de 0,3% des procédures

collectives au niveau national et 24,5% des emplois menacés, l'année 2024 a été marquée par une baisse d'environ 8,6 pts du poids des emplois menacés par les procédures de plus de 100 salariés, qui passe de 33,1% en 2023 à 24,5% en 2024. Cette baisse des emplois menacés est principalement portée par le segment des entreprises de plus de 1 000 salariés qui passe de 44 918 en 2023 à 24 954 en 2024, soit une évolution de - 44%.

Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2023



Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2024



Grille de lecture :
à titre d'exemple, en 2023, 0,01% des procédures collectives concernaient des entreprises avec un effectif supérieur à 1 000 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures atteignait 18,4% du total des emplois menacés. En 2024 ces entreprises représentaient environ le même pourcentage des ouvertures (0,01%), elles représentaient seulement 9,8% du total des emplois menacés (soit -8,6 pts entre 2023 et 2024).

L'année 2024 est marquée par la hausse de la part des emplois menacés relative aux entreprises comptant de 10 à 49 salariés avec 77 214 emplois menacés soit 30,2% en 2024 (contre 66 820 et 27,4% en 2023), alors que la part de ces entreprises dans les défaillances ressort globalement stable (7,3% en 2024 contre 7,5% en 2023).

De même, la part des procédures dans les entreprises de 50 à 99 employés a également connu une augmentation passant de 0,4% à 0,5%, qui s'accompagne d'une hausse

significative de la part des emplois menacés dans cette catégorie passant ainsi de 6,0% en 2023 à 8,2% en 2024. En résumé, entre 2023 et 2024, l'augmentation de la part d'emplois menacés a affecté particulièrement les entreprises de petite à moyenne taille (entre 0 et 100 salariés). En revanche, les très grandes entreprises (> 500 salariés) ont connu une diminution significative des emplois menacés, celle-ci s'explique en grande partie par la présence des groupes Casino et Emeis (ex Orpea) dans les chiffres 2023.

Analyse détaillée par tranche d'effectif

En 2024, on observe une augmentation marquée et soutenue de 17% sur les ouvertures de procédures collectives. Cette augmentation porte principalement sur les redressements judiciaires (RJ) et les liquidations judiciaires (LJ), avec une hausse respectivement de 30% et de 14%.

Cette augmentation est portée majoritairement par les entreprises à la fois de taille moyenne (entre 20 et 500 salariés) et par les petites entreprises (ayant moins de 20 salariés). Si l'ouverture de procédures collectives concernant les entreprises de taille moyenne est en augmentation de 17% sur 2024, ce segment ne représente qu'environ 3% du montant total des procédures initiées, rappelant une nouvelle fois que les petites entreprises de moins de 20 salariés demeurent les plus touchées. Effectivement, ces dernières représentent 97% du montant total des ouvertures de procédures, avec une croissance de 18% sur 2024.

En revanche, dans ce contexte de hausse généralisée, l'ouverture des procédures collectives concernant les grandes entreprises de plus de 500 salariés baisse de 39% en 2024. Ce recul s'explique aussi par une année 2023 particulièrement marquée sur ce segment d'entreprises avec notamment les ouvertures notables de procédures pour Emeis (ex Orpea) et Casino.

Maître Serge Prévile administrateur judiciaire et président de l'IFPPC : « Il faut relativiser les chiffres des défaillances qui concernent très majoritairement des entreprises sans salariés dont l'essentiel vont directement en LJ. Les impacts sociaux et financiers se concentrent sur les défaillances de sociétés de tailles plus importantes qui ne représentent que quelques pourcents de l'ensemble. Les tendances observées sur les grandes entreprises permettent de relativiser les chiffres des défaillances. »

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises

	2023				2024			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	10	19	29	-	-	-	-
0 salarié	473	4 368	16 669	21 510	492	5 874	19 400	25 766
A 1 ou 2 salariés	312	4 981	15 052	20 345	380	6 499	16 701	23 580
0 à 2	785	9 349	31 721	41 855	872	12 373	36 101	49 346
3 à 5	202	2 290	5 427	7 919	212	2 908	6 006	9 126
6 à 9	181	1 159	1 846	3 186	133	1 507	2 220	3 860
10 à 19	184	1 252	1 468	2 904	163	1 537	1 655	3 355
< 20 salariés	1 352	14 060	40 481	55 893	1 380	18 325	45 982	65 687
20 à 49	120	781	514	1 415	119	933	539	1 591
50 à 99	27	156	66	249	28	234	91	353
100 à 249	21	81	18	120	15	114	20	149
250 à 499	3	21	5	29	4	26	6	36
20 à 499	171	1 039	603	1 813	166	1 307	656	2 129
500 à 999	2	12	1	15	1	6	2	9
1 000 à 1 999	2	4	-	6	1	1	-	2
2 000 à 4 999	-	-	-	-	1	1	-	2
500 à 4 999	4	16	1	21	3	8	2	13
> 5 000	2	-	-	2	-	1	-	1
Total	1 529	15 115	41 085	57 729	1 549	19 641	46 640	67 830

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2024/2023 (en valeur)				Var. 2024/2023 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2023	2024
Inconnu	-	(10)	(19)	(29)	n/a	n/a	n/a	n/a	0%	-
0 salarié	19	1 506	2 731	4 256	4%	34%	16%	20%	37%	38%
A 1 ou 2 salariés	68	1 518	1 649	3 235	22%	30%	11%	16%	35%	35%
0 à 2	87	3 024	4 380	7 491	11%	32%	14%	18%	73%	73%
3 à 5	10	618	579	1 207	5%	27%	11%	15%	14%	13%
6 à 9	(48)	348	374	674	(27%)	30%	20%	21%	6%	6%
10 à 19	(21)	285	187	451	(11%)	23%	13%	16%	5%	5%
< 20 salariés	28	4 265	5 501	9 794	2%	30%	14%	18%	97%	97%
20 à 49	(1)	152	25	176	(1%)	19%	5%	12%	2%	2%
50 à 99	1	78	25	104	4%	50%	38%	42%	0%	1%
100 à 249	(6)	33	2	29	(29%)	41%	11%	24%	0%	0%
250 à 499	1	5	1	7	33%	24%	20%	24%	0%	0%
20 à 499	(5)	268	53	316	(3%)	26%	9%	17%	3%	3%
500 à 999	(1)	(6)	1	(6)	(50%)	(50%)	100%	(40%)	0%	0%
1 000 à 1 999	(1)	(3)	-	(4)	(50%)	(75%)	n/a	(67%)	0%	0%
2 000 à 4 999	1	1	-	2	n/a	n/a	n/a	n/a	-	0%
500 à 4 999	(1)	(8)	1	(8)	(25%)	(50%)	n/a	(38%)	0%	0%
> 5 000	(2)	1	-	(1)	(100%)	n/a	n/a	(50%)	0%	0%
Total	20	4 526	5 555	10 101	1%	30%	14%	17,5%	100%	100%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Malgré cette augmentation des ouvertures de procédures collectives, on observe une relative stabilisation concernant les emplois menacés par les ouvertures de procédures collectives avec une hausse de 5% sur 2024.

En effet, l'augmentation significative des ouvertures de procédures sur 2024 est largement portée par le segment des entreprises de moins de 20 salariés et par les entreprises de taille moyenne (entre 20 et 500 salariés). Ainsi, si les emplois menacés augmentent de 17% pour les entreprises de moins de 20 salariés et de 23% pour les entreprises de taille moyenne, ils sont entièrement compensés par la baisse de 45% des emplois menacés sur le segment des grandes entreprises de plus de 500 salariés. En effet, les entreprises de plus de 500 salariés représentent 11% des emplois menacés en 2024 et 22% en 2023, alors qu'elles ne représentent seulement 0,03% du nombre de défaillances en 2023 et 2024.

Au global, le nombre d'emplois menacés ressort en hausse en particulier sur les sociétés comptant moins de 500 salariés et ce, quelque soit la tranche d'effectif. Pour les sociétés comptant plus de 500 salariés, les emplois menacés ressortent en forte baisse.

Pour les emplois concernés dans le cadre de procédure de sauvegarde, la baisse en valeur de 35 956, qui représente une variation de -66% est expliquée par la présence des groupes Casino et Emeis (ex Orpea) en procédure de sauvegarde sur les données 2023.

Par conséquent, en 2024, c'est principalement dans le cadre des liquidations judiciaires et des redressements judiciaires que se regroupe la majorité des emplois menacés, avec un niveau de 237 612 sur les 255 815 au total d'emplois menacés.

Enfin, d'une manière générale, les emplois menacés se concentrent majoritairement au sein des petites entreprises, comptant moins de 20 salariés.

En 2024, 132 316 emplois étaient menacés dans cette catégorie d'entreprises, sur le total de 255 815, soit 52% du total.

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'emplois menacés

	2023				2024			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-
0 salarié	344	2 577	9 824	12 745	341	2 991	10 253	13 585
A 1 ou 2 salariés	355	5 302	16 240	21 897	421	7 079	18 218	25 718
0 à 2	699	7 879	26 064	34 642	762	10 070	28 471	39 303
3 à 5	716	7 828	18 213	26 757	745	9 913	20 208	30 866
6 à 9	1 165	7 409	11 634	20 208	893	9 829	14 097	24 819
10 à 19	2 071	13 938	15 726	31 735	1 923	17 437	17 968	37 328
< 20 salariés	4 651	37 054	71 637	113 342	4 323	47 249	80 744	132 316
20 à 49	3 167	19 772	12 146	35 085	3 008	24 223	12 655	39 886
50 à 99	1 526	9 455	3 600	14 581	1 808	14 154	5 095	21 057
100 à 249	1 713	7 610	1 650	10 973	1 698	12 190	2 110	15 998
250 à 499	2 847	10 353	2 218	15 418	1 655	12 091	2 883	16 629
20 à 499	9 253	47 190	19 614	76 057	8 169	62 658	22 743	93 570
500 à 999	1 375	7 238	770	9 383	503	3 401	1 071	4 975
K 1000 à 1999	2 521	6 038	-	8 559	1 321	1 500	-	2 821
L 2000 à 4999	-	-	-	-	3 887	4 300	-	8 187
500 à 4 999	3 896	13 276	770	17 942	5 711	9 201	1 071	15 983
> 5 000	36 359	-	-	36 359	-	13 946	-	13 946
Total	54 159	97 520	92 021	243 700	18 203	133 054	104 558	255 815

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'emplois menacés, suite

	Var. 2024/2023 (en valeur)				Var. 2024/2023 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2023	2024
Inconnu	-	-	-	-	n/a	n/a	n/a	n/a	-	-
0 salarié	(3)	414	429	840	(1%)	16%	4%	7%	5%	5%
A 1 ou 2 salariés	66	1 777	1 978	3 821	19%	34%	12%	17%	9%	10%
0 à 2	63	2 191	2 407	4 661	9%	28%	9%	13%	14%	15%
3 à 5	29	2 085	1 995	4 109	4%	27%	11%	15%	11%	12%
6 à 9	(272)	2 420	2 463	4 611	(23%)	33%	21%	23%	8%	10%
10 à 19	(148)	3 499	2 242	5 593	(7%)	25%	14%	18%	13%	15%
< 20 salariés	(328)	10 195	9 107	18 974	(7%)	28%	13%	17%	47%	52%
20 à 49	(159)	4 451	509	4 801	(5%)	23%	4%	14%	14%	16%
50 à 99	282	4 699	1 495	6 476	18%	50%	42%	44%	6%	8%
100 à 249	(15)	4 580	460	5 025	(1%)	60%	28%	46%	5%	6%
250 à 499	(1 192)	1 738	665	1 211	(42%)	17%	30%	8%	6%	7%
20 à 499	(1 084)	15 468	3 129	17 513	(12%)	33%	16%	23%	31%	37%
500 à 999	(872)	(3 837)	301	(4 408)	(63%)	(53%)	39%	(47%)	4%	2%
K 1000 à 1999	(1 200)	(4 538)	-	(5 738)	(48%)	(75%)	n/a	(67%)	4%	1%
L 2000 à 4999	3 887	4 300	-	8 187	n/a	n/a	n/a	n/a	-	3%
500 à 4 999	1 815	(4 075)	301	(1 959)	47%	(31%)	n/a	(11%)	7%	6%
> 5 000	(36 359)	13 946	-	(22 413)	(100%)	n/a	n/a	(62%)	15%	5%
Total	(35 956)	35 534	12 537	12 115	(66%)	36%	14%	5%	100%	100%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés) en 2024

L'augmentation du nombre de procédures collectives ouvertes en 2024 de 17% est accompagnée d'une diminution de 11% de l'effectif moyen par ouverture (3,8 en 2024 vs 4,2 en 2023). Quant au nombre moyen d'emplois menacés (hors entreprises de plus de 1 000 salariés), il demeure relativement stable autour de 3,4 (décroissance de 2% sur l'exercice).

Si les effectifs moyens menacés des entreprises de moins de 20 salariés et des entreprises entre 20 et 499 salariés restent relativement stables avec respectivement une diminution de 1% et une augmentation de 5%, l'effectif moyen des entreprises de plus de 500 salariés connaît d'importantes variations. Effectivement, l'effectif moyen des entreprises entre 500 et 999 salariés connaît une baisse de 12%, tandis que celui des entreprises de plus de 5 000 salariés décroît de 23%. Cette baisse des effectifs moyens sur les grandes entreprises s'inscrit dans le contexte de la baisse des ouvertures de procédures pour ce type de sociétés.

Enfin, la diminution des effectifs moyens sur 2024 s'explique principalement par les procédures de sauvegarde. Les effectifs moyens sur 2024 passent à 11,8 contre 35,4 sur 2023, soit une diminution de 67%. Cette baisse est d'autant plus marquée sur les grandes entreprises de plus de 5 000 salariés, preuve que l'année 2023 fut non-normative sur ce segment avec un niveau particulièrement haut des ouvertures sur cette procédure combiné à des entreprises avec des effectifs particulièrement importants (ex : Casino et Emeis (ex Orpea)).

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif)

	2023				2024			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-
0 salarié	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5
A 1 ou 2 salariés	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
0 à 2	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8
3 à 5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4
6 à 9	6,4	6,4	6,3	6,3	6,7	6,5	6,4	6,4
10 à 19	11,3	11,1	10,7	10,9	11,8	11,3	10,9	11,1
< 20 salariés	3,4	2,6	1,8	2,0	3,1	2,6	1,8	2,0
20 à 49	26,4	25,3	23,6	24,8	25,3	26,0	23,5	25,1
50 à 99	56,5	60,6	54,5	58,6	64,6	60,5	56,0	59,7
100 à 249	81,6	94,0	91,7	91,4	113,2	106,9	105,5	107,4
250 à 499	949,0	493,0	443,6	531,7	413,8	465,0	480,5	461,9
20 à 499	54,1	45,4	32,5	42,0	49,2	47,9	34,7	44,0
500 à 999	687,5	603,2	770,0	625,5	503,0	566,8	535,5	552,8
1 000 à 1 999	1 260,5	1 509,5	-	1 426,5	1 321,0	1 500,0	-	1 410,5
2 000 à 4 999	-	-	-	-	3 887,0	4 300,0	-	4 093,5
500 à 4 999	974,0	829,8	770,0	854,4	1 903,7	1 150,1	535,5	1 229,5
> 5 000	18 179,5	-	-	18 179,5	-	13 946,0	-	13 946,0
Total	35,4	6,5	2,2	4,2	11,8	6,8	2,2	3,8

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif), suite

	Var. 2024/2023 (en valeur)				Var. 2024/2023 (en%)			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-
0 salarié	(0,0)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(5%)	(14%)	(10%)	(11%)
A 1 ou 2 salariés	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(3%)	2%	1%	1%
0 à 2	(0,1)	(0,1)	(0,0)	(0,1)	(2%)	(3%)	(4%)	(4%)
3 à 5	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	(1%)	(0%)	0%	0%
6 à 9	0,3	0,1	0,0	0,1	4%	2%	1%	1%
10 à 19	0,5	0,2	0,1	0,2	5%	2%	1%	2%
< 20 salariés	0,7	0,3	0,2	0,2	(9%)	(2%)	(1%)	(1%)
20 à 49	(1,1)	0,6	(0,2)	0,3	(4%)	3%	(1%)	1%
50 à 99	8,1	(0,1)	1,4	1,1	14%	(0%)	3%	2%
100 à 249	31,6	13,0	13,8	15,9	39%	14%	15%	17%
250 à 499	(535,3)	(28,0)	36,9	(69,7)	(56%)	(6%)	8%	(13%)
20 à 499	(496,7)	(14,5)	52,0	(52,4)	(9%)	6%	7%	5%
500 à 999	(184,5)	(36,3)	(234,5)	(72,8)	(27%)	(6%)	(30%)	(12%)
1 000 à 1 999	60,5	(9,5)	-	(16,0)	5%	(1%)	-	(1%)
2 000 à 4 999	3 887,0	4 300,0	-	4 093,5	-	-	-	-
500 à 4 999	929,7	320,4	(234,5)	375,1	95%	39%	(30%)	44%
> 5 000	(18 179,5)	13 946,0	-	(4 233,5)	(100%)	100%	-	(23%)
Total	(23,7)	0,3	0,0	(0,5)	(67%)	5%	0%	(11%)

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Procédures - Effectif > 1 000 salariés

	Procédure	Mois	CA m€	Effectif	Effectif moyen	Nombre
DISTRIBUTION CASINO FRANCE	SVG	2023-10	7 057	24 318		1
Emeis (ex Orpea)	SVG	2023-03	1 027	12 041		1
SNGST	RJ	2023-04	56	1 879		1
GO SPORT FRANCE	RJ	2023-02	352	1 723		1
RESIDE ETUDES SENIORS	SVG	2023-12	140	1 471		1
COTE SECURITE	RJ	2023-05	34	1 285		1
STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	RJ	2023-06	209	1 151		1
MONOPRIX	SVG	2023-10	214	1 050		1
Total 2023			9 088	44 918	5 615	8
MILEE	RJ	2024-05	248	13 946		1
Association AMAPA	RJ	2024-07	70	4 300		1
PEOPLE AND BABY	SVG	2024-11	115	3 887		1
RESIDE ETUDES SENIORS	RJ	2024-06	140	1 500		1
PROMOTION DU PRET A PORTER (PIMKIE)	SVG	2024-05	173	1 321		1
Total 2024			746	24 954	4 991	5

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible
Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen menacé par ouverture (par tranche d'effectif) - hors entreprises de plus de 1 000 salariés

	2023				2024				Var. 2024/2023 (en valeur)				Var. 2024/2023 (en%)			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0 salarié	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	(0,0)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(5%)	(14%)	(10%)	(11%)
A 1 ou 2 salariés	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(3%)	2%	1%	1%
0 à 2	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	(0,1)	(0,1)	(0,0)	(0,1)	(2%)	(3%)	(4%)	(4%)
3 à 5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	(1%)	(0%)	0%	0%
6 à 9	6,4	6,4	6,3	6,3	6,7	6,5	6,4	6,4	0,3	0,1	0,0	0,1	4%	2%	1%	1%
10 à 19	11,3	11,1	10,7	10,9	11,8	11,3	10,9	11,1	0,5	0,2	0,1	0,2	5%	2%	1%	2%
< 20 salariés	3,4	2,6	1,8	2,0	3,1	2,6	1,8	2,0	0,7	0,3	0,2	0,2	(9%)	(2%)	(1%)	(1%)
20 à 49	26,4	25,3	23,6	24,8	25,3	26,0	23,5	25,1	(1,1)	0,6	(0,2)	0,3	(4%)	3%	(1%)	1%
50 à 99	56,5	60,6	54,5	58,6	64,6	60,5	56,0	59,7	8,1	(0,1)	1,4	1,1	14%	(0%)	3%	2%
100 à 249	81,6	94,0	91,7	91,4	113,2	106,9	105,5	107,4	31,6	13,0	13,8	15,9	39%	14%	15%	17%
250 à 499	949,0	493,0	443,6	531,7	413,8	465,0	480,5	461,9	(535,3)	(28,0)	36,9	(69,7)	(56%)	(6%)	8%	(13%)
20 à 499	54,1	45,4	32,5	42,0	49,2	47,9	34,7	44,0	(496,7)	(14,5)	52,0	(52,4)	(9%)	6%	7%	5%
500 à 999	687,5	603,2	770,0	625,5	503,0	566,8	535,5	552,8	(184,5)	(36,3)	(234,5)	(72,8)	(27%)	(6%)	(30%)	(12%)
Total	10,0	6,1	2,2	3,4	8,4	5,8	2,2	3,4	(1,6)	(0,3)	0,0	(0,0)	(16%)	(5%)	0%	(1%)

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Point d'attention

La catégorie « inconnu » correspond à la publication confidentielle des comptes et est classée par convention dans les entreprises < 20 salariés.

Analyse détaillée par chiffre d'affaires

En 2024, la hausse de 17% des ouvertures de procédures collectives au niveau national est principalement attribuée aux entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre 0 et 30m€, lesquelles constituent la quasi-intégralité du total des procédures. Au sein de ce segment d'entreprises, 95% des procédures collectives concernent des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1,5m€ ou non spécifié. Dans ce sillage, on constate une hausse de 20% des ouvertures de procédures collectives dont bénéficient les entreprises ayant un chiffre d'affaires nul ou inconnu et une hausse de 14% pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 1,5m€. Cette croissance des procédures collectives sur ce segment est due à la fin des mesures de soutien gouvernemental et aux effets différés du boom des créations de micro-entreprises entre 2020 et 2021, notamment lors de la pandémie de Covid-19. Les petites structures et auto-entrepreneurs, de nature fragile, se trouvent en difficulté avec les pressions économiques et géopolitiques en cours (inflation, guerres...).

Les emplois menacés relatifs aux entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 1,5m€ ont augmenté de 20% par rapport à 2023. Ce segment d'entreprises porte la tendance générale des défaillances des entreprises comptant entre 0 et 30m€ de chiffre d'affaires pour lesquelles les emplois menacés passent de 184 781 en 2023 à 214 188 en 2024, soit une hausse de 16%.

En revanche, les emplois menacés en 2024 baissent de 51% sur le segment des entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre 30 et 40m€ et de 43% sur le segment des entreprises comptant plus de 100m€ de chiffre d'affaires.

Ainsi, la majorité des emplois menacés par des procédures collectives concerne des entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre 0 et 30m€ (84% des emplois menacés), parmi lesquelles 45% sont des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1,5 m€ (hors chiffre d'affaires nul ou inconnu).

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises

	2023				2024			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	397	6 532	18 815	25 744	517	8 497	21 951	30 965
< à 1,5 M€	864	7 213	21 278	29 355	740	9 269	23 390	33 399
de 1,5 à 3 M€	125	685	649	1 459	130	952	847	1 929
de 3 à 5 M€	55	298	201	554	61	371	259	691
de 5 à 10 M€	48	218	102	368	50	304	140	494
de 10 à 20 M€	16	96	24	136	19	140	35	194
de 20 à 30 M€	10	24	10	44	14	41	10	65
De 0 à 30 M€	1 515	15 066	41 079	57 660	1 531	19 574	46 632	67 737
de 30 à 40 M€	4	20	2	26	4	18	3	25
de 40 à 50 M€	1	7	1	9	7	12	1	20
50M€ à 100M€	1	17	2	20	2	24	3	29
> à 100M€	8	5	1	14	5	13	1	19
>30 M€	14	49	6	69	18	67	8	93
Total	1 529	15 115	41 085	57 729	1 549	19 641	46 640	67 830

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2024/2023 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ
0 ou inconnu	30%	30%	17%	20%	45%	46%
< à 1,5 M€	(14%)	29%	10%	14%	51%	49%
de 1,5 à 3 M€	4%	39%	31%	32%	3%	3%
de 3 à 5 M€	11%	24%	29%	25%	1%	1%
de 5 à 10 M€	4%	39%	37%	34%	1%	1%
de 10 à 20 M€	19%	46%	46%	43%	0%	0%
de 20 à 30 M€	40%	71%	-	48%	0%	0%
De 0 à 30 M€	1%	30%	14%	17%	100%	100%
de 30 à 40 M€	-	(10%)	50%	(4%)	0%	0%
de 40 à 50 M€	600%	71%	-	122%	0%	0%
50M€ à 100M€	100%	41%	50%	45%	0%	0%
> à 100M€	(38%)	160%	-	36%	0%	0%
>30 M€	29%	37%	33%	35%	0%	0%
Total	1%	30%	14%	17%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés

	2023				2024			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	1 882	18 916	27 029	47 827	1 741	16 835	26 232	44 808
< à 1,5 M€	3 253	27 119	50 052	80 424	2 976	35 966	57 556	96 498
de 1,5 à 3 M€	1 391	10 362	6 401	18 154	1 691	14 217	8 934	24 842
de 3 à 5 M€	1 661	6 482	3 548	11 691	1 277	8 796	4 905	14 978
de 5 à 10 M€	2 374	8 484	2 632	13 490	1 211	11 167	2 867	15 245
de 10 à 20 M€	1 128	6 911	727	8 766	1 076	9 937	1 406	12 419
de 20 à 30 M€	1 513	2 155	761	4 429	687	4 209	502	5 398
De 0 à 30 M€	13 202	80 429	91 150	184 781	10 659	101 127	102 402	214 188
de 30 à 40 M€	1 479	5 585	250	7 314	465	2 878	219	3 562
de 40 à 50 M€	134	1 489	23	1 646	696	1 757	50	2 503
50M€ à 100M€	47	6 250	529	6 826	746	8 875	1 458	11 079
> à 100M€	39 297	3 767	69	43 133	5 637	18 417	429	24 483
>30 M€	40 957	17 091	871	58 919	7 544	31 927	2 156	41 627
Total	54 159	97 520	92 021	243 700	18 203	133 054	104 558	255 815

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés, suite

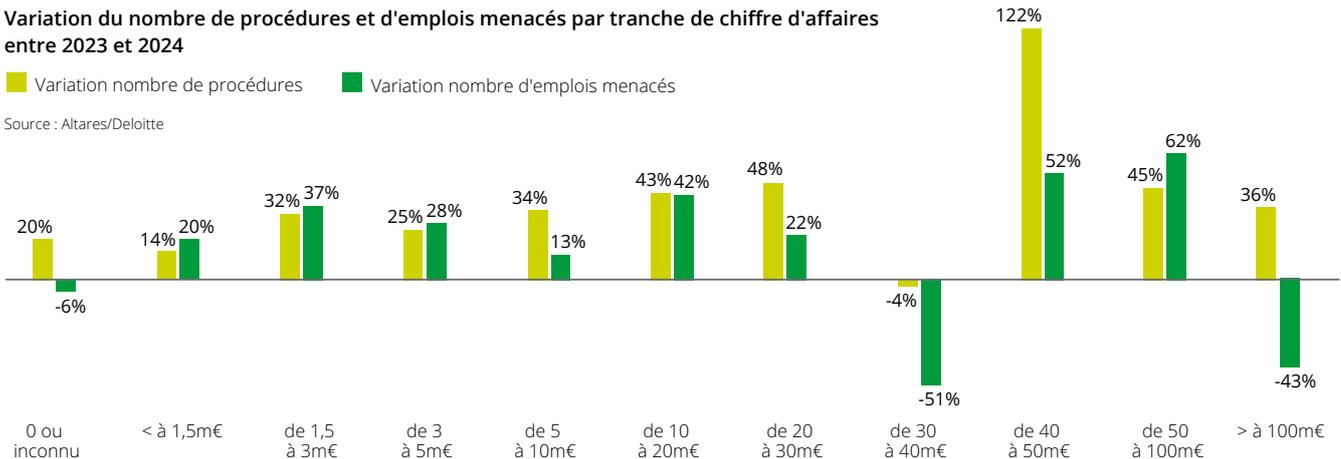
	Var. 2024/2023 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ
0 ou inconnu	(7%)	(11%)	(3%)	(6%)	20%	18%
< à 1,5 M€	(9%)	33%	15%	20%	33%	38%
de 1,5 à 3 M€	22%	37%	40%	37%	7%	10%
de 3 à 5 M€	(23%)	36%	38%	28%	5%	6%
de 5 à 10 M€	(49%)	32%	9%	13%	6%	6%
de 10 à 20 M€	(5%)	44%	93%	42%	4%	5%
de 20 à 30 M€	(55%)	95%	(34%)	22%	2%	2%
De 0 à 30 M€	(19%)	26%	12%	16%	76%	84%
de 30 à 40 M€	(69%)	(48%)	(12%)	(51%)	3%	1%
de 40 à 50 M€	419%	18%	-	52%	1%	1%
50M€ à 100M€	1 487%	42%	176%	62%	3%	4%
> à 100M€	(86%)	389%	-	(43%)	18%	10%
>30 M€	(82%)	87%	148%	(29%)	24%	16%
Total	(66%)	36%	14%	5%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Variation du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche de chiffre d'affaires entre 2023 et 2024

■ Variation nombre de procédures ■ Variation nombre d'emplois menacés

Source : Altares/Deloitte



Défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires

En 2024, les grandes entreprises françaises, avec un chiffre d'affaires supérieur à 50m€, ayant subi une défaillance comptabilisent un chiffre d'affaires cumulé de 5 079m€ (contre 11 603m€ en 2023), soit une baisse significative de 56%. Par ailleurs, ces sociétés emploient 35 319 personnes (contre 49 573 en 2023), soit une baisse de 29%).

Ces chiffres représentent 14% de l'ensemble des emplois menacés en 2024. En revanche, le nombre de défaillances est en augmentation passant de 34 ouvertures de procédures en 2023 à 47 en 2024.

Une part significative de ces chiffres est attribuable à la société Milee, bien qu'elle ne contribue qu'à 248 m€ du chiffre d'affaires, elle emploie 13 946 employés. Sur les 47 grandes entreprises concernées, une majorité de 37 entreprises est en redressement judiciaire, tandis que 6 sont en sauvegarde (dont 3 en sauvegarde accélérée) et 4 en liquidation judiciaire.



**47 procédures
en 2024 vs
34 procédures
en 2023 soit
+38%**

Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de CA en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2024 suite

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€
VENCOREX France	69	2002	271,0
MILEE	13	1979	248,4
CENTRALE D ACHAT UBALDI	06	1993	233,4
METEX NOOVISTAGO	75	1976	220,6
GENERALE POUR L ENFANT	93	1997	213,7
ASCOMETAL HAGONDANGE SAS	57	2018	202,8
ASCOMETAL FOS-SUR-MER S.A.S	13	2018	181,0
PROMOTION DU PRET A PORTER (PIMKIE)	59	1973	172,8
FTI VOYAGES	68	1958	164,7
MA FRANCE	93	2002	149,8
RESIDE ETUDES SENIORS	77	2013	140,3
SARL SOREIDOM	972	1989	140,2
DIRAMODE	59	1974	134,5
PEOPLE AND BABY	75	2004	130,4
ATOS SE	95	1982	124,4
SCHNEIDER CONSUMER GROUP	93	1994	111,5
LCS INTERNATIONAL SAS	10	2000	109,3
GAUTIER FRANCE	85	1997	105,4
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	17	1976	102,4
PREMESTER	58	2017	96,6
PROVOST FRERES	79	1962	92,5
SOCIETE NOUVELLE VICTOIRE	93	2021	91,1
PRONADIS	33	1988	88,4
STENPA	55	2014	86,7
ASCOMETAL CUSTINES-LE MARAIS SAS	54	2018	85,2
TEAM TEX	38	2001	78,3
AIM ANTRAIN	35	2015	77,2
SEDEV (DEVIANNE)	59	1978	77,2
DESMAZIERES	59	1987	76,2
ASCOMETAL LES DUNES S.A.S	59	2018	74,4
MPO FRANCE	53	1997	73,9
ASSOCIATION AMAPA	57	2012	69,0
LABEL HABITAT	27	2010	68,0
SLB INTERNATIONAL	75	2010	67,8
TEDDY SMITH	81	1985	65,9
A.S.T. GROUPE	69	1993	62,9
M.C.S. & ASSOCIES	75	1986	59,1
REUNION TRANSIT	974	1977	57,9
STANDARD	31	1990	57,8
TRANSPORTS H.DUCROS	33	1976	56,9
LEGAL	75	2001	52,6
SYNELIENCE	07	2013	51,9
MANOIR PITRES	75	2012	51,8
PASCAL COSTE COIFFURE	82	2001	51,7
DPLE	69	1995	50,8
ATELIERS MECANIKES INDUSTRIES SPECIALES	03	1974	50,2
LABORATOIRES PRODENE KLINT	77	1973	50,0
Total			5 079

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible. De plus, A.S.T. Groupe est comptabilisé deux fois car présent en procédure de sauvegarde accélérée puis en procédure de redressement judiciaire.

Source : Altarex/Deloitte

Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de CA en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2024 suite

Sociétés	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	NAF	Activité
VENCOREX France	RJ	2024-09	503	2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
MILEE	RJ	2024-05	13 946	8211Z	Services administratifs combinés de bureau
CENTRALE D ACHAT UBALDI	Svg	2024-06	250	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé
METEX NOOVISTAGO	RJ	2024-03	354	2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
GENERALE POUR L ENFANT	RJ	2024-03	226	4642Z	Commerce de gros (interentreprises) d'habillement et de chaussures
ASCOMETAL HAGONDANGE SAS	RJ	2024-03	441	2410Z	Sidérurgie
ASCOMETAL FOS-SUR-MER S.A.S	RJ	2024-03	333	2410Z	Sidérurgie
PROMOTION DU PRET A PORTER (PIMKIE)	Svg	2024-05	1 321	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
FTI VOYAGES	RJ	2024-06	10	7912Z	Activités des voyagistes
MA FRANCE	LJ	2024-05	429	2550B	Découpage, emboutissage
RESIDE ETUDES SENIORS	RJ	2024-06	1 500	6820A	Location de logements
SARL SOREIDOM	RJ	2024-12	8	5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret
DIRAMODE	Svg	2024-05	177	4642Z	Commerce de gros (interentreprises) d'habillement et de chaussures
PEOPLE AND BABY	Svg accélérée	2024-11	3 887	8891A	Accueil de jeunes enfants
ATOS SE	Svg accélérée	2024-07	2	7740Z	Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des oeuvres soumises à copyright
SCHNEIDER CONSUMER GROUP	RJ	2024-06	46	4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers
LCS INTERNATIONAL SAS	RJ	2024-11	328	4642Z	Commerce de gros (interentreprises) d'habillement et de chaussures
GAUTIER FRANCE	RJ	2024-07	700	3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	RJ	2024-09	22	1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
PREMESTER	RJ	2024-03	38	2059Z	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a
PROVOST FRERES	RJ	2024-05	47	1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
SOCIETE NOUVELLE VICTOIRE	RJ	2024-08	364	4762Z	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
PRONADIS	RJ	2024-10	167	4639B	Commerce de gros (interentreprises) alimentaire non spécialisé
STENPA	RJ	2024-07	144	1712Z	Fabrication de papier et de carton
ASCOMETAL CUSTINES-LE MARAIS SAS	RJ	2024-03	110	2452Z	Fonderie d'acier
TEAM TEX	RJ	2024-07	51	3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
AIM ANTRAIN	RJ	2024-05	98	4632B	Commerce de gros (interentreprises) de produits à base de viande
SEDEV (DEVIANNE)	*	2024-05	463	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
DESMAZIERES	*	2024-01	571	4772A	Commerce de détail de la chaussure
ASCOMETAL LES DUNES S.A.S	RJ	2024-03	196	2410Z	Sidérurgie
MPO FRANCE	RJ	2024-12	416	1820Z	Reproduction d'enregistrements
ASSOCIATION AMAPA	RJ	2024-07	4 300	8810A	Aide à domicile
LABEL HABITAT	RJ	2024-11	100	4752A	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
SLB INTERNATIONAL	RJ	2024-09	9	7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
TEDDY SMITH	RJ	2024-09	118	4642Z	Commerce de gros (interentreprises) d'habillement et de chaussures
A.S.T. GROUPE	**	2024-04	243	4120A	Construction de maisons individuelles
M.C.S. & ASSOCIES	Svg accélérée	2024-12	503	8291Z	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle
REUNION TRANSIT	RJ	2024-07	26	5229B	Affrètement et organisation des transports
STANDARD	RJ	2024-09	250	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
TRANSPORTS H.DUCROS	RJ	2024-01	323	5229A	Messagerie, fret express
LEGAL	RJ	2024-10	132	1083Z	Transformation du thé et du café
SYNELIENCE	RJ	2024-01	98	6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
MANOIR PITRES	*	2024-03	424	2452Z	Fonderie d'acier
PASCAL COSTE COIFFURE	RJ	2024-07	725	9602A	Coiffure
DPLE	RJ	2024-08	200	4110A	Promotion immobilière de logements
ATELIERS MECANIQUES INDUSTRIES SPECIALES	RJ	2024-10	442	2550A	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres
LABORATOIRES PRODENE KLINT	RJ	2024-05	278	2041Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien
Total			35 319		

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

** Procédure de sauvegarde accélérée puis redressement judiciaire

Analyse selon le secteur d'activité

En 2024, la tendance haussière des défaillances s'est généralisée à la quasi-totalité des secteurs d'activité de façon assez homogène.

Tout comme l'année précédente, les secteurs clés subissent une hausse significative : la construction (+27%), les services aux entreprises (+21%), le commerce (+14%), et la restauration et les débits de boissons (+9%). En 2024, la construction et le commerce concentrent à eux seuls 47% des défaillances totales. En y incluant l'hébergement et la restauration, le cumul du poids des défaillances atteint 60%.

Pour les secteurs représentant les 40% de défaillances restantes, la hausse moyenne enregistrée pour 2024 est de 14%. Parmi les secteurs les plus touchés par cette hausse, il ressort : les transports et la logistique (+31%), les activités financières et assurances (+21%), le secteur de l'information et de la communication (+18%) et l'agriculture (+16%).

Cette augmentation généralisée des défaillances et des ouvertures de procédures collectives en France sur l'année est générée par le contexte économique et géopolitique assez précis :

- hausse des taux d'intérêt et un accès limité au crédit qui affecte particulièrement les PME ;
- inflation sur les prix de l'énergie et sur les matières premières exacerbée par des tensions géopolitiques ;
- réduction des aides gouvernementales mises en place pendant la pandémie ;
- situation politico-fiscale instable qui freine l'investissement.

Certaines procédures ont connu une hausse importante selon les sous-secteurs.

En effet, concernant les hausses du nombre de procédures entre 2023 et 2024, les sous-secteurs suivants peuvent être cités :

- pour les procédures de sauvegarde : l'immobilier (+90 procédures, soit +65%), le service informatique et édition de logiciels (+28 procédures, soit +104%) et les services administratifs aux entreprises (+21 procédures, soit +12%). Ces hausses sont partiellement compensées par la baisse de 97 procédures du secteur du commerce de détail (soit -36%) ;
- pour les procédures de redressement judiciaire : le bâtiment (+997 procédures, soit +31%), la restauration (+541 procédures, soit +32%) et le commerce de détail (+473 procédures, soit +32%) ; et
- pour les procédures de liquidation judiciaire : le bâtiment (+1 649 procédures, soit +20%), l'immobilier (+771 procédures, soit +49%) et les services administratifs aux entreprises (+461 procédures, soit +18%).

Défaillances selon l'activité

	2022			
	Svg	RJ	LJ	Total
AGRICULTURE	33	608	562	1 203
Chasse, pêche, forêt	1	69	139	209
Culture	22	265	221	508
Élevage	10	274	202	486
CONSTRUCTION	173	2 501	7 359	10 033
Bâtiment	92	2 007	6 256	8 355
Immobilier	81	494	1 103	1 678
COMMERCE	226	1 840	7 352	9 418
Commerce & réparation de véhicules	33	436	1 402	1 871
Commerce de détail	156	1 001	4 517	5 674
Commerce de gros	37	403	1 433	1 873
INDUSTRIE	133	930	2 020	3 083
Industrie agroalimentaire	50	362	902	1 314
Industrie hors agroalimentaire	83	568	1 118	1 769
INFORMATION & COMMUNICATION	36	259	926	1 221
Services informatiques & édition de logiciels	25	189	657	871
Autres activités information & communication	11	70	269	350
TRANSPORT & LOGISTIQUE	26	411	1 334	1 771
Transport routier de marchandises	18	267	794	1 079
Autres activités de transport	8	144	540	692
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	31	101	323	455
SERVICES AUX ENTREPRISES	184	1 308	4 062	5 554
Activités scientifiques et techniques	77	563	2 047	2 687
Services administratifs aux entreprises	107	745	2 015	2 867
SERVICES AUX PARTICULIERS	24	340	1 547	1 911
Activités de réparation	2	24	152	178
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	17	255	1 135	1 407
Autres services à la personne	5	61	260	326
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	141	1 278	4 097	5 516
Hébergement	23	81	175	279
Restauration	99	1 020	3 315	4 434
Débits de boissons	19	177	607	803
AUTRES ACTIVITÉS	118	556	1 675	2 349
Santé humaine & action sociale	21	157	413	591
Activités récréatives	65	195	571	831
Enseignement	22	160	520	702
Autres activités	10	44	171	225
Ouvertures de procédures	1 125	10 132	31 257	42 514

Source : Altares

Défaillances selon l'activité, suite

	2023				2024				Variation 2024/2023				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2023	2024	24/23
AGRICULTURE	40	664	584	1 288	58	727	713	1 498	45%	9%	22%	16%	2%	2%	(0,0pts)
Chasse, pêche, forêt	2	95	124	221	2	80	142	224	- (16%)	15%	1%	1%	0%	0%	(0,1pts)
Culture	22	320	264	606	40	423	325	788	82%	32%	23%	30%	1%	1%	0,1pts
Élevage	16	249	196	461	16	224	246	486	- (10%)	26%	5%	5%	1%	1%	(0,1pts)
CONSTRUCTION	245	3 865	10 002	14 112	327	5 175	12 422	17 924	33%	34%	24%	27%	24%	26%	2,0pts
Bâtiment	106	3 166	8 438	11 710	98	4 163	10 087	14 348	(8%)	31%	20%	23%	20%	21%	0,9pts
Immobilier	139	699	1 564	2 402	229	1 012	2 335	3 576	65%	45%	49%	49%	4%	5%	1,1pts
COMMERCE	370	2 571	9 467	12 408	282	3 434	10 397	14 113	(24%)	34%	10%	14%	21%	21%	(0,7pts)
Commerce & réparation de véhicules	31	579	1 749	2 359	24	688	2 004	2 716	(23%)	19%	15%	15%	4%	4%	(0,1pts)
Commerce de détail	270	1 469	5 906	7 645	173	1 942	6 255	8 370	(36%)	32%	6%	9%	13%	12%	(0,9pts)
Commerce de gros	69	523	1 812	2 404	85	804	2 138	3 027	23%	54%	18%	26%	4%	4%	0,3pts
INDUSTRIE	135	1 276	2 571	3 982	134	1 551	2 645	4 330	(1%)	22%	3%	9%	7%	6%	(0,5pts)
Industrie agroalimentaire	47	530	1 218	1 795	39	619	1 088	1 746	(17%)	17%	(11%)	(3%)	3%	3%	(0,5pts)
Industrie hors agroalimentaire	88	746	1 353	2 187	95	932	1 557	2 584	8%	25%	15%	18%	4%	4%	0,0pts
INFORMATION & COMMUNICATION	47	410	1 302	1 759	66	518	1 484	2 068	40%	26%	14%	18%	3%	3%	0,0pts
Services informatiques & édition de logiciels	27	277	894	1 198	55	355	1 017	1 427	104%	28%	14%	19%	2%	2%	0,0pts
Autres activités information & communication	20	133	408	561	11	163	467	641	(45%)	23%	14%	14%	1%	1%	0,0pts
TRANSPORT & LOGISTIQUE	36	591	1 687	2 314	38	820	2 178	3 036	6%	39%	29%	31%	4%	4%	0,5pts
Transport routier de marchandises	24	406	1 077	1 507	26	568	1 365	1 959	8%	40%	27%	30%	3%	3%	0,3pts
Autres activités de transport	12	185	610	807	12	252	813	1 077	-	36%	33%	33%	1%	2%	0,2pts
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	47	153	466	666	58	248	501	807	23%	62%	8%	21%	1%	1%	0,0pts
SERVICES AUX ENTREPRISES	311	1 955	5 295	7 561	311	2 656	6 181	9 148	-	36%	17%	21%	13%	13%	0,4pts
Activités scientifiques et techniques	132	861	2 663	3 656	111	1 103	3 088	4 302	(16%)	28%	16%	18%	6%	6%	0,0pts
Services administratifs aux entreprises	179	1 094	2 632	3 905	200	1 553	3 093	4 846	12%	42%	18%	24%	7%	7%	0,4pts
SERVICES AUX PARTICULIERS	43	564	2 033	2 640	30	641	2 190	2 861	(30%)	14%	8%	8%	5%	4%	(0,4pts)
Activités de réparation	1	55	201	257	3	60	192	255	200%	9%	(4%)	(1%)	0%	0%	(0,1pts)
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	36	425	1 474	1 935	22	470	1 600	2 092	(39%)	11%	9%	8%	3%	3%	(0,3pts)
Autres services à la personne	6	84	358	448	5	111	398	514	(17%)	32%	11%	15%	1%	1%	0,0pts
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	175	2 159	5 633	7 967	157	2 793	5 764	8 714	(10%)	29%	2%	9%	14%	13%	(1,0pts)
Hébergement	23	141	216	380	19	184	243	446	(17%)	30%	13%	17%	1%	1%	0,0pts
Restauration	129	1 703	4 617	6 449	122	2 244	4 701	7 067	(5%)	32%	2%	10%	11%	10%	(0,8pts)
Débites de boissons	23	315	800	1 138	16	365	820	1 201	(30%)	16%	3%	6%	2%	2%	(0,2pts)
AUTRES ACTIVITÉS	80	907	2 045	3 032	88	1 078	2 165	3 331	10%	19%	6%	10%	5%	5%	(0,3pts)
Santé humaine & action sociale	35	346	522	903	33	438	609	1 080	(6%)	27%	17%	20%	2%	2%	0,0pts
Activités récréatives	24	263	635	922	23	278	624	925	(4%)	6%	(2%)	0%	2%	1%	(0,2pts)
Enseignement	16	222	678	916	23	289	709	1 021	44%	30%	5%	11%	2%	2%	(0,1pts)
Autres activités	5	76	210	291	9	73	223	305	80%	(4%)	6%	5%	1%	0%	(0,1pts)
Ouvertures de procédures	1 529	15 115	41 085	57 729	1 549	19 641	46 640	67 830	1%	30%	14%	17%	100%	100%	-

Source : Altarea

Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)

Pour les entreprises de plus de 20 salariés, on constate que :

- la liste des secteurs connaissant les plus importantes hausses de défaillances entre 2023 et 2024 est relativement différente de celle comprenant l'ensemble des entreprises : les autres activités (+64 procédures, soit +33%), les services aux entreprises (+63 procédures, soit +19%), le transport et la logistique (+61 procédures, soit +37%) et l'industrie (+51 procédures, soit +18%) ;
- les sous-secteurs connaissant la plus importante hausse de défaillances entre 2023 et 2024 sont les services administratifs aux entreprises (+62 procédures, soit +30%), le transport routier de marchandises (+49 procédures, soit +37%) et l'industrie hors agroalimentaire (+40 procédures, soit +17%) ;
- une tendance haussière des défaillances s'est généralisée à la quasi-totalité des secteurs d'activité de façon assez homogène en 2024. Les seuls sous-secteurs connaissant une baisse de défaillances sur les entreprises de + de 20 personnes sont les débits de boissons (-33%), la restauration (-21%) les activités de commerce de gros (-16%), l'hébergement (-8%), et les autres activités d'information & communication (-3%) ; à noter que les procédures de restructuration des secteurs du commerce et de la restauration et hébergement impactent principalement des entreprises de moins de 20 salariés.

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de plus de 20 salariés

	2022			
	Svg	RJ	LJ	Total
AGRICULTURE	2	5	3	10
Chasse, pêche, forêt	1	2	-	3
Culture	1	2	3	6
Élevage	-	1	-	1
CONSTRUCTION	25	152	108	285
Bâtiment	24	147	106	277
Immobilier	1	5	2	8
COMMERCE	17	68	34	119
Commerce & réparation de véhicules	2	13	6	21
Commerce de détail	12	39	20	71
Commerce de gros	3	16	8	27
INDUSTRIE	36	155	53	244
Industrie agroalimentaire	11	27	5	43
Industrie hors agroalimentaire	25	128	48	201
INFORMATION & COMMUNICATION	6	28	13	47
Services informatiques & édition de logiciels	2	21	7	30
Autres activités information & communication	4	7	6	17
TRANSPORT & LOGISTIQUE	12	57	62	131
Transport routier de marchandises	8	44	47	99
Autres activités de transport	4	13	15	32
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	-	3	3	6
SERVICES AUX ENTREPRISES	15	104	79	198
Activités scientifiques et techniques	5	41	14	60
Services administratifs aux entreprises	10	63	65	138
SERVICES AUX PARTICULIERS	1	5	2	8
Activités de réparation	-	2	-	2
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	-	2	1	3
Autres services à la personne	1	1	1	3
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	9	34	18	61
Hébergement	2	6	1	9
Restauration	6	27	14	47
Débits de boissons	1	1	3	5
AUTRES ACTIVITÉS	20	51	41	112
Santé humaine & action sociale	5	31	18	54
Activités récréatives	9	3	10	22
Enseignement	3	14	11	28
Autres activités	3	3	2	8
Ouvertures de procédures	143	662	416	1 221

Source : Altares/Deloitte

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de plus de 20 salariés, suite

	2023				2024				Variation 2024/2023				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2022	2023	23/22
AGRICULTURE	2	7	3	12	1	15	3	19	(50%)	114%	-	58%	0%	0%	0,0pts
Chasse, pêche, forêt	-	1	-	1	-	2	-	2	-	100%	-	100%	0%	0%	0,0pts
Culture	2	4	3	9	1	11	2	14	(50%)	175%	(33%)	56%	0%	0%	0,0pts
Élevage	-	2	-	2	-	2	1	3	-	-	-	50%	0%	0%	0,0pts
CONSTRUCTION	17	199	151	367	21	241	135	397	24%	21%	(11%)	8%	1%	1%	(0,1pts)
Bâtiment	15	191	149	355	20	218	132	370	33%	14%	(11%)	4%	1%	1%	(0,1pts)
Immobilier	2	8	2	12	1	23	3	27	(50%)	188%	50%	125%	0%	0%	0,0pts
COMMERCE	38	128	58	224	35	142	60	237	(8%)	11%	3%	6%	0%	0%	0,0pts
Commerce & réparation de véhicules	2	14	6	22	1	17	6	24	(50%)	21%	-	9%	0%	0%	0,0pts
Commerce de détail	26	69	34	129	15	57	35	107	(42%)	(17%)	3%	(17%)	0%	0%	(0,1pts)
Commerce de gros	10	45	18	73	19	68	19	106	90%	51%	6%	45%	0%	0%	0,0pts
INDUSTRIE	29	194	55	278	35	231	63	329	21%	19%	15%	18%	0%	0%	0,0pts
Industrie agroalimentaire	7	29	7	43	8	29	17	54	14%	-	143%	26%	0%	0%	0,0pts
Industrie hors agroalimentaire	22	165	48	235	27	202	46	275	23%	22%	(4%)	17%	0%	0%	0,0pts
INFORMATION & COMMUNICATION	6	52	21	79	13	67	24	104	117%	29%	14%	32%	0%	0%	0,0pts
Services informatiques & édition de logiciels	3	33	11	47	11	49	13	73	267%	48%	18%	55%	0%	0%	0,0pts
Autres activités information & communication	3	19	10	32	2	18	11	31	(33%)	(5%)	10%	(3%)	0%	0%	0,0pts
TRANSPORT & LOGISTIQUE	12	81	74	167	8	133	87	228	(33%)	64%	18%	37%	0%	0%	0,0pts
Transport routier de marchandises	8	65	60	133	7	103	72	182	(13%)	58%	20%	37%	0%	0%	0,0pts
Autres activités de transport	4	16	14	34	1	30	15	46	(75%)	88%	7%	35%	0%	0%	0,0pts
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	1	3	1	5	-	5	7	12	(100%)	67%	600%	140%	0%	0%	0,0pts
SERVICES AUX ENTREPRISES	37	170	122	329	26	233	133	392	(30%)	37%	9%	19%	1%	1%	0,0pts
Activités scientifiques et techniques	22	68	29	119	14	76	30	120	(36%)	12%	3%	1%	0%	0%	0,0pts
Services administratifs aux entreprises	15	102	93	210	12	157	103	272	(20%)	54%	11%	30%	0%	0%	0,0pts
SERVICES AUX PARTICULIERS	2	11	6	19	1	24	12	37	(50%)	118%	100%	95%	0%	0%	0,0pts
Activités de réparation	-	4	-	4	-	3	1	4	-	(25%)	-	-	0%	0%	0,0pts
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	1	2	2	5	1	16	3	20	-	700%	50%	300%	0%	0%	0,0pts
Autres services à la personne	1	5	4	10	-	5	8	13	(100%)	-	100%	30%	0%	0%	0,0pts
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	20	92	51	163	7	93	31	131	(65%)	1%	(39%)	(20%)	0%	0%	(0,1pts)
Hébergement	6	17	1	24	2	17	3	22	(67%)	-	200%	(8%)	0%	0%	0,0pts
Restauration	13	73	47	133	5	72	28	105	(62%)	(1%)	(40%)	(21%)	0%	0%	(0,1pts)
Débites de boissons	1	2	3	6	-	4	-	4	(100%)	100%	(100%)	(33%)	0%	0%	0,0pts
AUTRES ACTIVITÉS	13	118	62	193	22	132	103	257	69%	12%	66%	33%	0%	0%	0,0pts
Santé humaine & action sociale	11	89	46	146	12	92	67	171	9%	3%	46%	17%	0%	0%	0,0pts
Activités récréatives	1	10	5	16	2	11	13	26	100%	10%	160%	63%	0%	0%	0,0pts
Enseignement	-	11	7	18	6	23	15	44	-	109%	114%	144%	0%	0%	0,0pts
Autres activités	1	8	4	13	2	6	8	16	100%	(25%)	100%	23%	0%	0%	0,0pts
Ouvertures de procédures	177	1 055	604	1 836	169	1 316	658	2 143	(5%)	25%	9%	17%	3%	3%	0,0pts

Source : Altares/Deloitte

Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise

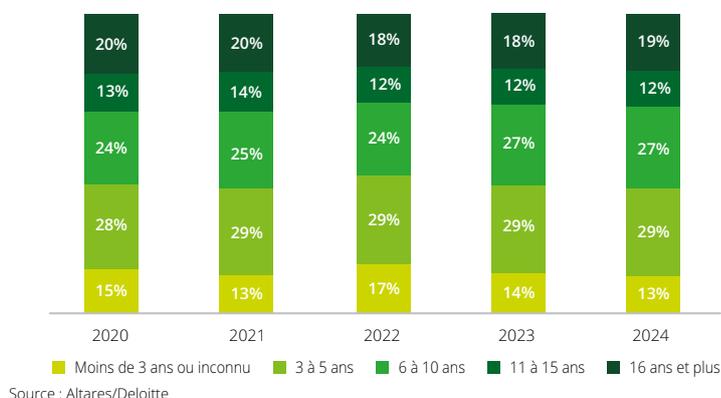
En 2024, comme lors des 11 dernières années, les défaillances concernent principalement des entreprises âgées de 3 à 10 ans (38 067 procédures), représentant 56,1% du total des défaillances en 2024, une augmentation de 19% par rapport à 2023 (32 033 procédures).

L'augmentation du nombre de défaillances concerne toutes les catégories d'âges des sociétés. On note le caractère homogène de cette augmentation qui concerne autant les sociétés de plus de 10 ans d'âge avec une augmentation de 17% pour les sociétés ayant entre 11 et 15 ans et de 21% pour celles ayant 16 ans ou plus, que pour les sociétés ayant entre 3 et 10 ans d'âge avec une augmentation de 19%. La catégorie des nouvelles entreprises (moins de 3 ans ou inconnu) connaît la plus faible hausse avec 8%.

Dans ce contexte, la part des entreprises âgées de moins de 3 ans (ou inconnu) dans les ouvertures de procédures collectives est en baisse de 1,1 point par rapport à 2023. De même, la part des entreprises âgées de 3 à 5 ans et des entreprises âgées de 11 à 15 ans baisse de 0,1 point.

Cependant, la part des ouvertures de procédures collectives concernant des entreprises âgées de 6 à 10 ans est en augmentation de 0,7 point, ainsi que celle relative à des entreprises de 16 ans et plus (+0,5 point).

Poids des procédures collectives par tranche d'âge



Evolution des défaillances selon l'âge de la société

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23		Poids par catégorie		
						En valeur	En%	2023	2024	24/23
Ouvertures de procédures	32 184	28 371	42 514	57 729	67 830	10 101	17%	100%	100%	-
Moins de 3 ans ou inconnu	4 742	3 676	7 137	7 989	8 649	660	8%	14%	13%	(1,1pts)
3 à 5 ans	9 161	8 107	12 500	16 699	19 556	2 857	17%	29%	29%	(0,1pts)
6 à 10 ans	7 699	7 174	10 149	15 334	18 511	3 177	21%	27%	27%	0,7pts
11 à 15 ans	4 155	3 865	5 142	7 117	8 328	1 211	17%	12%	12%	(0,1pts)
16 et plus	6 427	5 549	7 586	10 590	12 786	2 196	21%	18%	19%	0,5pts
Dont 3 à 10 ans	16 860	15 281	22 649	32 033	38 067	6 034	19%	55,5%	56,1%	0,6pts

Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée

En 2024, on compte 15 procédures de sauvegarde accélérée soit +2 procédures par rapport à 2023.

De façon générale, les procédures de sauvegarde accélérée représentent encore une part résiduelle des procédures de sauvegarde.

Il est important de rappeler que l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du Code de commerce a supprimé la sauvegarde financière accélérée.

La même ordonnance, a supprimé les seuils d'accessibilité à la procédure de sauvegarde accélérée.

Ouvertures de SA et SFA (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2020	2021	2022	2023	2024
Sauvegardes accélérées	-	1	3	13	15
Sauvegardes financières accélérées	4	-	-	-	-
Total (entreprises)	4	1	3	13	15
Sauvegardes accélérées	-	1	47	37 662	5 186
Sauvegardes financières accélérées	134	-	-	-	-
Total (emplois menacés)	134	1	47	37 662	5 186

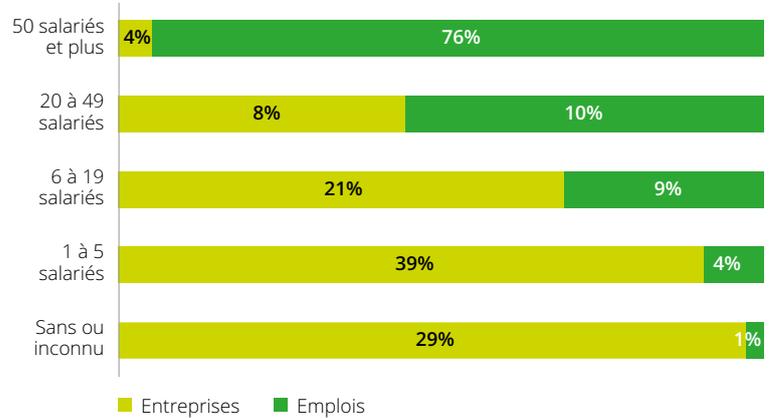
Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde

En 2024, les ouvertures de procédures de sauvegarde se sont stabilisées par rapport à 2023 (+1%). Cette stabilité masque la hausse des ouvertures de procédures de sauvegarde relatives à des entreprises comptant de 1 à 5 salariés (+15%), et celles relatives à des entreprises comptant un nombre nul ou inconnu de salariés (+4%), ainsi que la baisse des ouvertures relatives à des entreprises entre 6 à 19 salariés (-19%), entre 20 à 49 salariés (-2%), et celles relatives aux entreprises de plus de 50 salariés (-11%).

En termes d'emplois menacés par ces procédures, on observe une baisse significative par rapport à 2023 (-66%). Cette forte baisse reste néanmoins à appréhender avec prudence compte tenu des procédures de sauvegarde ouvertes en 2023 pour des groupes comme Casino et Emeis (ex Orpea). En 2024, le nombre total d'emplois menacés par les procédures de sauvegarde s'élève à 18 203 emplois.

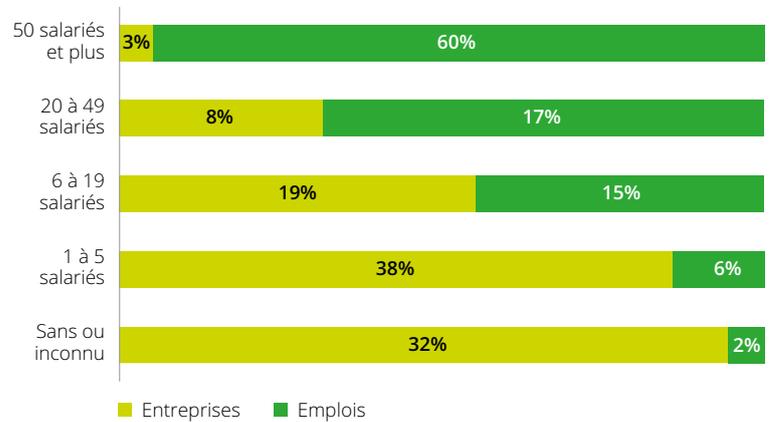
Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2020-2024)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2020 et 2024, 4% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 76% du total des emplois menacés par les procédures de sauvegarde.

Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2024)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2024, 3% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 60% du total des emplois menacés par les procédures de sauvegarde.

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2020		2021		2022		2023		2024	
	Entre-prises	Emplois								
Sans ou inconnu	188	n/a	202		310	242	473	344	492	341
1 à 5 salariés	339	604	322	817	455	942	514	1 071	592	1 166
6 à 19 salariés	189	1 667	125	1 200	217	2 076	365	3 236	296	2 816
20 à 49 salariés	70	1 871	41	1 019	104	2 544	120	3 167	118	3 008
50 salariés et plus	47	14 285	39	9 055	39	9 098	57	46 341	51	10 872
Total	833	18 427	729	12 091	1 125	14 902	1 529	54 159	1 549	18 203
Evolution	-14%	43%	-12%	-34%	54%	23%	36%	263%	1%	-66%
Dont >20 salariés	117	16 156	80	10 074	143	11 642	177	49 508	169	13 880
Evolution	2%	61%	-32%	-38%	79%	16%	24%	325%	-5%	-72%
Dont > 1 000 salariés	2	8 131	2	6 084	2	3 538	4	38 880	2	5 208
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	115	8 025	78	3 990	141	8 104	173	10 628	167	8 672
Evolution	1%	-4%	-32%	-50%	81%	103%	23%	31%	-3%	-18%
Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)		137		80		150		141		116
Evolution		-13%		-41%		87%		-6%		-18%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés), suite

	2024		Poids 2024		Var. en valeur (24/23)		Var. en% (24/23)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	492	341	32%	2%	19	(3)	4%	(1%)
1 à 5 salariés	592	1 166	38%	6%	78	95	15%	9%
6 à 19 salariés	296	2 816	19%	15%	(69)	(420)	(19%)	(13%)
20 à 49 salariés	118	3 008	8%	17%	(2)	(159)	(2%)	(5%)
50 salariés et plus	51	10 872	3%	60%	(6)	(35 469)	(11%)	(77%)
Total	1 549	18 203	100%	100%	20	(35 956)	1%	(66%)
Evolution	1%	-66%						
Dont >20 salariés	169	13 880	11%	76%				
Evolution	-5%	-72%						
Dont > 1 000 salariés	2	5 208						
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	167	8 672						
Evolution	-3%	-18%						
Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)		116						
Evolution		-18%						

Source : Altares/Deloitte

Focus sur l'administrateur judiciaire en sauvegarde

En 2024, il y a un peu plus d'une procédure de sauvegarde sur deux dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (790 en 2024), soit un taux en hausse de +2,6pts par rapport à 2023 pour atteindre 51,0%.

Ce taux reste donc supérieur au taux de désignation d'administrateurs judiciaires dans les redressements judiciaires (25,7%), en lien avec un poids plus important des procédures relatives à des entreprises de plus de 20 salariés dans les procédures de sauvegarde (11%), que dans les redressements judiciaires (7%).

Maître de Saint-Rapt président de l'ASPAJ :
« L'administrateur judiciaire en France est avant tout un auxiliaire de justice spécialisé dont la particularité est la connaissance et surtout la pratique du droit civil et du droit des affaires, de l'économie, de l'analyse financière, et surtout de l'entreprise. »

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de sauvegarde

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)
Sauvegarde	833	729	1 125	1 529	1 549	1,3%
Administrateurs judiciaires	406	348	520	740	790	6,8%
Taux	48,7%	47,7%	46,2%	48,4%	51,0%	2,6pts

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Emplois menacés	18 427	12 091	14 902	54 159	18 203	(66%)	100%
Moins de 20 salariés	2 271	2 017	3 260	4 651	4 323	(7%)	24%
20 salariés et plus	16 156	10 074	11 642	49 508	13 880	(72%)	76%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Ouvertures de sauvegardes	833	729	1 125	1 529	1 549	1%	100%
Moins de 20 salariés	716	649	982	1 352	1 380	2%	89%
20 salariés et plus	117	80	143	177	169	(5%)	11%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Ouvertures	833	729	1 125	1 529	1 549	1%	100%
< à 3 M€	725	669	939	1 386	1 387	0%	90%
> à 3 M€	108	60	186	143	162	13%	10%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon le CA de la société (nombre d'emplois menacés)

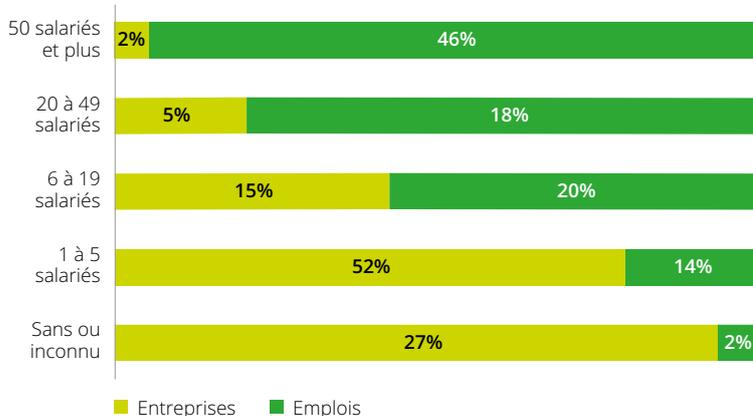
	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Ouvertures	18 427	12 091	14 902	54 159	18 203	(66%)	100%
< à 3 M€	3 646	3 275	4 792	6 526	6 409	(2%)	35%
> à 3 M€	14 781	8 816	10 110	47 586	11 794	(75%)	65%

Source : Altares/Deloitte

Focus redressement judiciaire

En 2024, 1 316 procédures de redressement judiciaire ont été ouvertes au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés (contre 1 055 en 2023, soit +25%), soit 7% des redressements judiciaires ouverts en 2024. Ils ont concerné 85 805 emplois (contre 60 466 en 2023, soit +42%), soit 64% du total des emplois menacés par l'ouverture d'un redressement judiciaire en 2024. Le nombre de procédures concernant des entreprises de plus de 50 salariés a connu une augmentation de 40% passant ainsi de 274 en 2023 à 383 en 2024. Le nombre d'emplois menacés par ces procédures a lui aussi augmenté de 51% atteignant ainsi 61 582 emplois en 2024, contre 40 694 l'année précédente. Le nombre moyen d'emplois menacés dans les procédures relatives à des entreprises de plus de 50 salariés est de 161, soit une hausse de 8% par rapport à 2023.

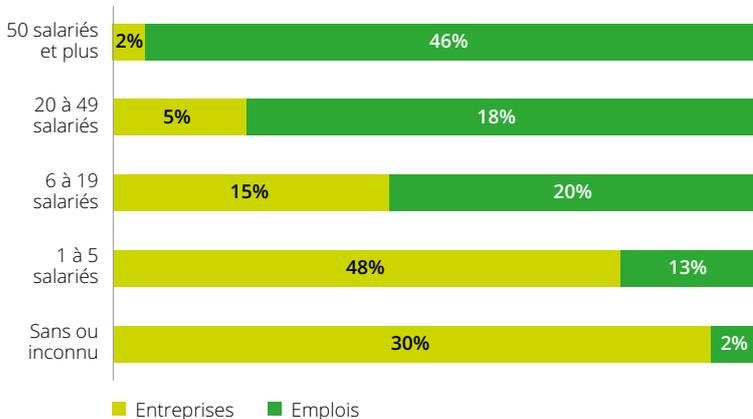
Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2020-2024)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2020 et 2024, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 46% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2024)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2024, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 46% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2020		2021		2022		2023		2024	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	1 641	n/a	1 590	-	2 636	1 745	4 378	2 577	5 874	2 991
1 à 5 salariés	4 840	7 112	3 749	7 056	5 342	9 045	7 271	13 130	9 408	16 992
6 à 19 salariés	1 034	9 058	825	7 375	1 492	13 366	2 411	21 347	3 043	27 266
20 à 49 salariés	337	9 075	232	5 652	474	11 949	781	19 772	933	24 223
50 salariés et plus	178	39 387	108	15 314	188	24 541	274	40 694	383	61 582
Total	8 030	64 632	6 504	35 397	10 132	60 646	15 115	97 520	19 641	133 054
Evolution	-49%	-22%	-19%	-45%	56%	71%	49%	61%	30%	36%
Dont >20 salariés	515	48 462	340	20 966	662	36 490	1 055	60 466	1 316	85 805
Evolution	-31%	0%	-34%	-57%	95%	74%	59%	66%	25%	42%
Dont > 1 000 salariés	5	15 027	1	1 820	3	6 112	4	6 038	3	19 746
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	510	33 435	339	19 146	659	29 625	1 051	54 428	1 313	66 059
Evolution	-32%	-25%	-34%	-43%	94%	55%	59%	84%	25%	21%
Nombre moyen d'emplois menacés (> à 50 salariés)		221		142		131		149		161
Evolution		66%		-36%		-8%		14%		8%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés), suite

	2024		Poids 2024		Var. en valeur (24/23)		Var. en% (24/23)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	5 874	2 991	30%	2%	1 496	414	34%	16%
1 à 5 salariés	9 408	16 992	48%	13%	2 137	3 862	29%	29%
6 à 19 salariés	3 043	27 266	15%	20%	632	5 919	26%	28%
20 à 49 salariés	933	24 223	5%	18%	152	4 451	19%	23%
50 salariés et plus	383	61 582	2%	46%	109	20 888	40%	51%
Total	19 641	133 054	100%	100%	4 526	35 534	30%	36%
Evolution	30%	36%						
Dont >20 salariés	1 316	85 805	7%	64%				
Evolution	25%	42%						
Dont > 1 000 salariés	3	19 746						
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	1 313	66 059						
Evolution	25%	21%						
Nombre moyen d'emplois menacés (> à 50 salariés)		161						
Evolution		8%						

Source : Altares/Deloitte

Focus sur l'administrateur judiciaire en redressement judiciaire

En 2024, il y a près d'une procédure de redressement judiciaire sur quatre dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (5 048 contre 4 156 en 2023, soit une augmentation de 21,5%). Pour autant, en 2024, le taux de désignation est de 25,7% en diminution de 1,8pts par rapport à 2023.

Le nombre de procédures concernant les sociétés qui dépassent les seuils relatifs à la nomination obligatoire d'un administrateur judiciaire, est inférieur (1 316 pour les sociétés de plus de 20 salariés et 923 pour les entreprises avec un chiffre d'affaires de plus de 3 m€) aux désignations d'administrateurs judiciaires (5 048 en 2024) faisant apparaître une part importante des désignations non obligatoires.

Pour mémoire, selon les articles L.621-4 et R.621-11 du code de commerce, la désignation d'un administrateur judiciaire n'est pas obligatoire dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 3m€ ou que l'entreprise emploie moins de 20 salariés. Pour rappel, les articles L.621-4-1 et R.621-11-1 du code de commerce ont instauré le principe de la désignation de deux coadministrateurs judiciaires pour les entreprises de plus de 20m€ de chiffre d'affaires (parmi d'autres critères).

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de redressement judiciaire

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)
Redressements judiciaires	8 030	6 504	10 132	15 115	19 641	29,9%
Administrateurs judiciaires	2 032	1 723	2 844	4 156	5 048	21,5%
Taux	25,3%	26,5%	28,1%	27,5%	25,7%	(1,8pts)

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Emplois menacés	8 030	6 504	10 132	15 115	19 641	29,9%	14,8%
Moins de 20 salariés	7 515	6 164	9 470	14 060	18 325	30,3%	13,8%
20 salariés et plus	515	340	662	1 055	1 316	24,7%	1,0%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Emplois menacés	64 632	35 397	60 646	97 520	133 054	36,4%	100,0%
Moins de 20 salariés	16 170	14 431	24 156	37 054	47 249	27,5%	35,5%
20 salariés et plus	48 462	20 966	36 490	60 466	85 805	41,9%	64,5%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Ouvertures de redressements	8 030	6 504	10 132	15 115	19 641	29,9%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	7 609	6 258	9 312	14 430	18 718	29,7%	95,3%
> à 3 M€	421	246	820	685	923	34,7%	4,7%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon le CA de la société (nombre d'emplois menacés)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. en% (24/23)	Poids 2024
Ouvertures de redressements	64 632	35 397	60 646	97 520	133 054	36,4%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	24 262	19 943	33 858	56 397	67 199	19,2%	50,5%
> à 3 M€	40 370	15 454	26 788	41 123	65 855	60,1%	49,5%

Source : Altares/Deloitte

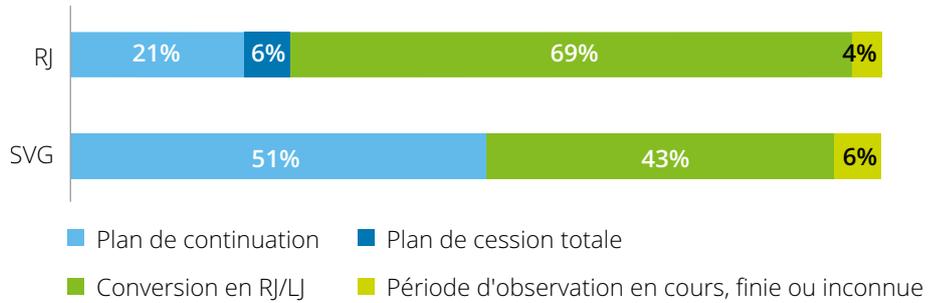
Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire

Statistiquement, la sauvegarde offre plus de deux fois plus de chances de bénéficier d'un plan de continuation que le redressement judiciaire (51% vs 21%). Le redressement judiciaire a 1,5 fois plus de risque d'être converti en liquidation judiciaire par rapport à la sauvegarde. Aussi, seuls 6% des redressements judiciaires aboutissent à un plan de cession.

L'analyse historique de la période 2019 à 2023 fait apparaître un ratio de conversion en liquidation judiciaire plus important en redressement judiciaire qu'en sauvegarde (69%, contre 43% en moyenne).

Par ailleurs, il est à souligner qu'il ressort de cette analyse un peu plus d'issues favorables en moyenne en 2024 que sur la période 2019-2023.

Issues des procédures de RJ et de sauvegarde (moyenne 2019 à 2023)



Source : Altares/Deloitte

Focus sur le sort des plans de sauvegarde et de redressement

Si la probabilité d'adoption d'un plan de continuation en sauvegarde est supérieure à celle en redressement judiciaire en 2024, elle conduit également à l'adoption de plans plus viables avec un taux d'échec à 10 ans (61%) inférieur à celui des plans de redressement (71%).

Un écart entre le taux d'échec des plans de sauvegarde et de redressement judiciaire est constaté dès la première année suivant l'adoption du plan (7%) et se stabilise à partir de la troisième année, entre 10% et 13%.

A noter qu'à partir de la 3^e année du plan de continuation, le débiteur doit régler a minima 5% du passif objet du

plan. L'analyse des plans adoptés en 2014 fait ressortir que, à cette date (année 3), 33% des plans de sauvegarde et 43% des plans de redressement échouent.

Suite des plans de continuation adoptés en 2014 – Sauvegarde

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Liquidation judiciaire	10%	21%	29%	34%	39%	42%	43%	45%	46%	49%
Cessation	3%	3%	4%	5%	6%	7%	8%	9%	11%	12%
Fin ou clôture	1%	1%	1%	2%	2%	3%	3%	3%	4%	6%
Modification du plan	1%	2%	3%	4%	4%	8%	13%	14%	15%	15%
En cours ou inconnu	85%	73%	63%	57%	48%	41%	34%	29%	24%	18%

Note: l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (18%)
Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2014 – Redressement judiciaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Liquidation judiciaire	19%	31%	41%	48%	53%	55%	57%	59%	61%	64%
Cessation	1%	2%	2%	3%	4%	4%	5%	6%	7%	8%
Fin ou clôture	0%	0%	1%	1%	1%	2%	2%	3%	3%	4%
Modification du plan	0%	1%	1%	2%	3%	4%	8%	8%	9%	9%
En cours ou inconnu	79%	66%	55%	46%	39%	34%	28%	24%	20%	16%

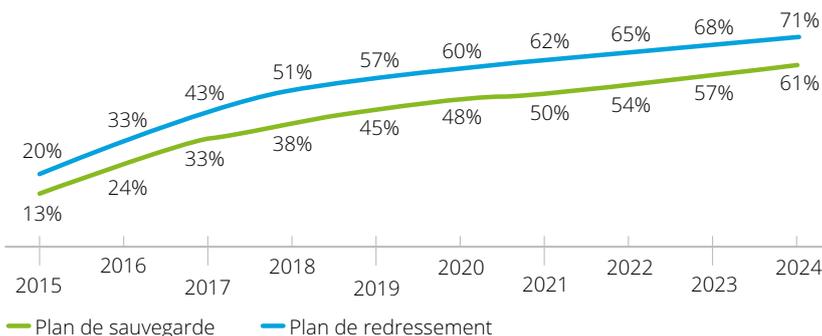
Note: l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (16%)
Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2014 - Taux d'échec (liquidation judiciaire)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Plan de sauvegarde	13%	24%	33%	38%	45%	48%	50%	54%	57%	61%
Plan de redressement	20%	33%	43%	51%	57%	60%	62%	65%	68%	71%
Ecart RJ vs sauvegardes	7 pts	9 pts	10 pts	13 pts	12 pts	11 pts	12 pts	11 pts	11 pts	11 pts

Source : Altares

Taux de LJ des sociétés bénéficiant d'un plan de continuation adopté en 2014



Source : Altares/Deloitte

L'analyse du taux d'échec des plans de sauvegarde et de redressement adoptés en 2014 montre :

- Qu'en procédure de sauvegarde, le taux d'échec des plans est plus important pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10m€ (autour de 50%) que pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10m€ (23%).

- Qu'en redressement judiciaire, le taux d'échec est plus homogène autour de 63% pour tous les tailles d'entreprises à l'exception des entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 1,5m€ et 5m€ pour lesquelles ce taux atteint 73%.

Suite des plans de continuation adoptés en 2014 - Taux d'échec par tranche de chiffre d'affaires (liquidation judiciaire)

	Nombre entreprises	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
< 1,5m€ ou inconnu	701	10%	20%	29%	34%	39%	42%	43%	45%	47%	49%
1,5 à 5m€	73	15%	26%	36%	37%	40%	42%	42%	45%	49%	53%
5 à 10m€	33	9%	27%	30%	39%	45%	48%	48%	52%	52%	55%
> 10m€	31	3%	10%	13%	16%	19%	23%	23%	23%	23%	23%
Plan de sauvegarde	838	10%	21%	29%	34%	39%	42%	43%	45%	46%	49%
< 1,5m€ ou inconnu	5 138	18%	31%	40%	48%	52%	55%	57%	59%	61%	63%
1,5 à 5m€	198	31%	43%	51%	61%	66%	67%	68%	69%	71%	73%
5 à 10m€	43	28%	35%	40%	53%	58%	60%	60%	60%	60%	63%
> 10m€	30	37%	53%	53%	57%	57%	57%	57%	57%	60%	63%
Plan de redressement	5 409	19%	31%	41%	48%	53%	55%	57%	59%	61%	64%

Ecart RJ par rapport aux SVG

		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
< 1,5m€ ou inconnu	4 437	8%	10%	12%	14%	13%	13%	13%	14%	14%	14%
1,5 à 5m€	125	16%	17%	15%	24%	26%	25%	26%	24%	22%	19%
5 à 10m€	10	19%	8%	9%	14%	13%	12%	12%	9%	9%	8%
> 10m€	(1)	33%	44%	40%	41%	37%	34%	34%	34%	37%	41%
Total	4 571	9%	11%	12%	15%	14%	14%	15%	15%	15%	15%

Source : Altares

Analyse comparative des plans de sauvegarde et de redressement - Taux d'échec (liquidation judiciaire)

	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Plan de sauvegarde											
Plan de sauvegarde 2012	4%	16%	29%	37%	44%	47%	51%	55%	57%	59%	61%
Plan de sauvegarde 2013	4%	17%	29%	38%	44%	50%	53%	55%	58%	62%	64%
Plan de sauvegarde 2014	-	13%	24%	33%	38%	45%	48%	50%	54%	57%	61%
Plan de redressement											
Plan de redressement 2012	5%	23%	39%	49%	57%	62%	66%	70%	71%	73%	74%
Plan de redressement 2013	5%	22%	37%	48%	55%	61%	65%	67%	69%	71%	73%
Plan de redressement 2014	-	20%	33%	43%	51%	57%	60%	62%	65%	68%	71%

Source : Altares

Présentation des régions



Note: (i) le pourcentage du PIB représente la part de la région sur le PIB Français (ii) le stock d'entreprise correspond aux données 2020 (iv) le PIB aux données 2022 (v) le nombre d'habitants correspond aux données provisoires arrêtées fin 2023
Source : Insee, Banque de France | INED

Analyse par région

La hausse globale du nombre de procédures ouvertes en France en 2024 concerne toutes les régions. En effet, le nombre de procédures est passé de 57 729 en 2023 à 67 830 en 2024, dont la répartition est globalement homogène sur le territoire.

Comme les années précédentes, l'Île-de-France connaît le nombre de défaillances le plus important (23,8% du total national) suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes (11,9% du total national) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (10% du total national).

En 2024, comme en 2023, les taux de défaillances les plus significatifs sont enregistrés dans les régions Hauts-de-France (1,51%), Centre-Val de Loire (1,49%) et Pays de la Loire (1,39%). Au contraire, les taux de défaillances les plus faibles sont relevés en Île-de-France (1,14%) et en Corse (0,98%).

Evolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région

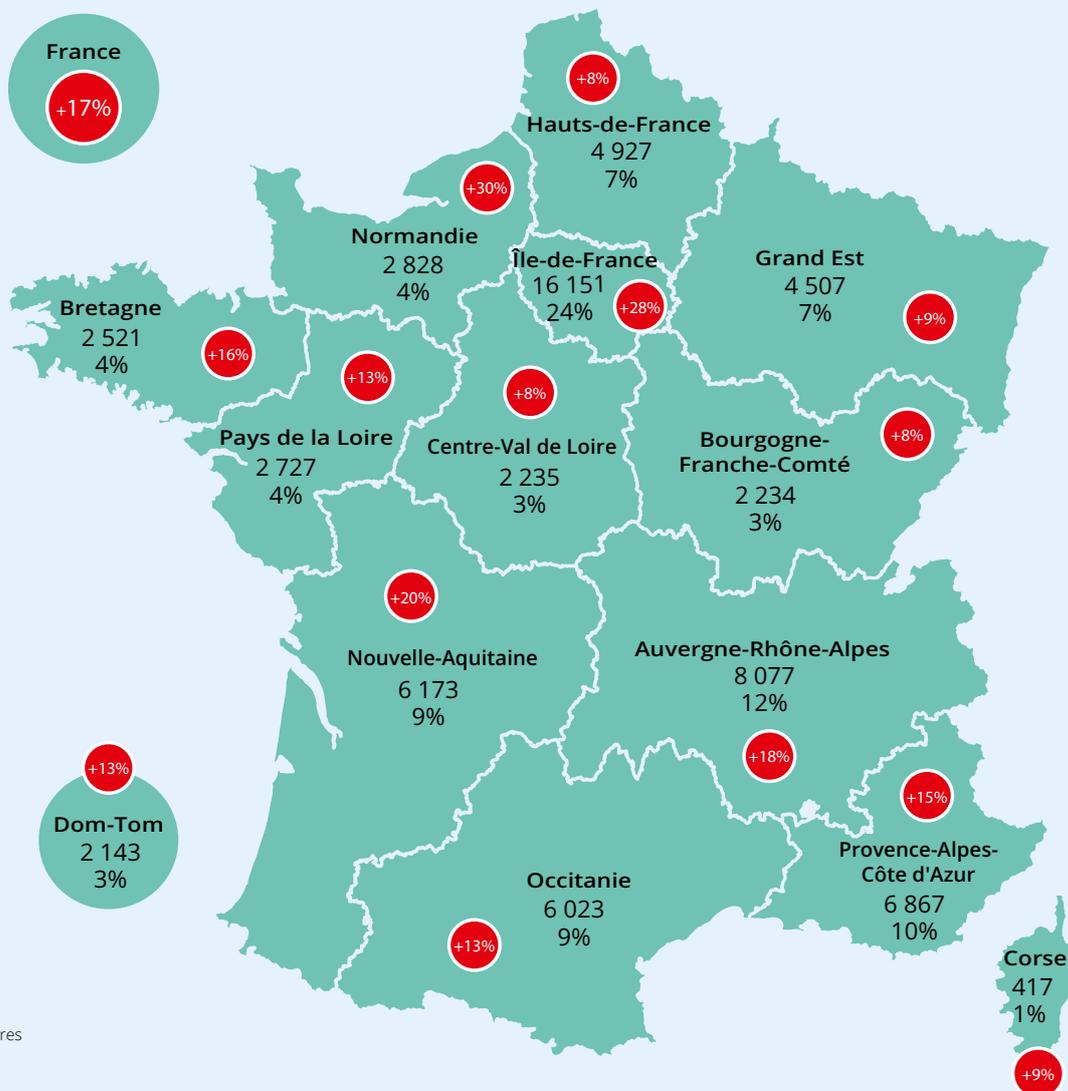
	2020	2021	2022	2023	2024	Défaillances 2024		Evolution		Poids		
						Entreprises*	Taux	En valeur	En%	2023	2024	24/23
1 Île-de-France	7 479	6 796	9 197	12 653	16 151	1 418 198	1,1%	3 498	28%	21,9%	23,8%	1,9%
2 Auvergne-Rhône-Alpes	3 568	3 127	4 953	6 834	8 077	667 418	1,2%	1 243	18%	11,8%	11,9%	0,1%
3 Provence-Alpes-Côte d'azur	3 499	3 257	4 492	5 947	6 867	573 136	1,2%	920	15%	10,3%	10,1%	(0,2%)
4 Nouvelle-Aquitaine	2 704	2 389	3 736	5 139	6 173	518 307	1,2%	1 034	20%	8,9%	9,1%	0,2%
5 Occitanie	2 704	2 274	3 819	5 329	6 023	474 272	1,3%	694	13%	9,2%	8,9%	(0,4%)
6 Hauts-de-France	2 424	2 032	3 598	4 542	4 927	327 358	1,5%	385	8%	7,9%	7,3%	(0,6%)
7 Grand-Est	2 378	2 033	3 068	4 125	4 507	343 054	1,3%	382	9%	7,1%	6,6%	(0,5%)
8 Normandie	1 367	999	1 643	2 176	2 828	241 032	1,2%	652	30%	3,8%	4,2%	0,4%
9 Pays de la Loire	1 298	1 157	1 759	2 405	2 727	196 885	1,4%	322	13%	4,2%	4,0%	(0,1%)
10 Bretagne	1 296	1 013	1 621	2 165	2 521	213 622	1,2%	356	16%	3,8%	3,7%	(0,0%)
11 Centre-Val de Loire	1 027	994	1 544	2 067	2 235	150 420	1,5%	168	8%	3,6%	3,3%	(0,3%)
12 Bourgogne-Franche-Comté	1 235	1 021	1 517	2 059	2 234	174 386	1,3%	175	8%	3,6%	3,3%	(0,3%)
13 Dom-Tom et étranger	993	1 133	1 325	1 905	2 143	185 407	1,2%	238	12%	3,3%	3,2%	(0,1%)
14 Corse	212	146	242	383	417	42 730	1,0%	34	9%	0,7%	0,6%	(0,0%)
Ouvertures de procédures	32 184	28 371	42 514	57 729	67 830	5 526 223	1,2%	10 101	17%	100%	100%	

Source : Altarea/Deloitte, Insee

Maillage géographique des défaillances

Les chiffres mentionnés dans chaque région indiquent le nombre de défaillances enregistrées en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part de la région ramenée à l'échelon national ; le pourcentage encerclé en rouge traduit l'évolution par rapport à 2023.

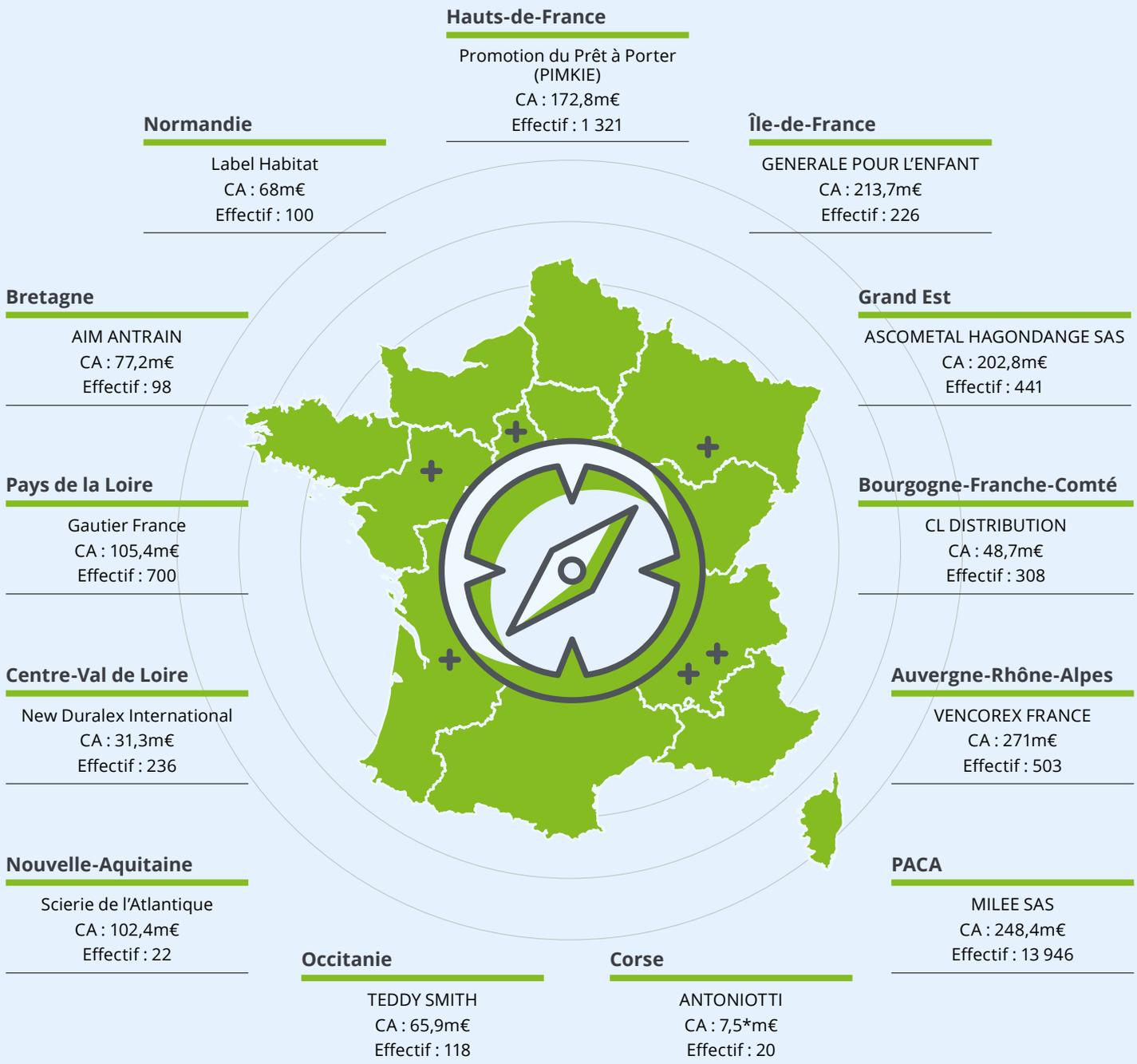
Carte d'évolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région en 2024



Source : Altares

Caractéristiques des 10 principales défaillances par région

Cette carte de France présente les caractéristiques de la principale défaillance par région.



(* CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers
Source : Altares

Le nombre de procédures ouvertes en région Auvergne-Rhône-Alpes a augmenté de 18% en 2024 par rapport à 2023, en ligne avec la hausse observée au niveau national.

Cette tendance s'explique par :

- La hausse de 34% (soit +556 procédures) du nombre d'ouvertures de redressements judiciaires en 2024 dans la région, en ligne par rapport à la hausse au niveau national (+30%) ;
- La hausse de 14% (soit +695 procédures) du nombre de liquidations judiciaires ouvertes en 2024 dans la région, toujours en ligne avec la hausse nationale (+14%) ; et ce malgré
- La baisse des ouvertures de sauvegardes (-4%) par rapport à l'année dernière.

De plus, la hausse du nombre de procédures ouvertes en 2024 est concentrée dans les entreprises de moins de 10 salariés (+1 174 procédures, soit +19% vs 2023), en ligne avec une hausse nationale de 18%. D'autre part, la hausse du nombre de redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région en 2024 (+1 251 procédures) est visible dans tous les départements. Toutefois, les départements de l'Ain, de la Haute-Savoie, et du Rhône enregistrent les plus fortes hausses de la région avec respectivement +40%, +28% et +27%.

Données clés

Démographie : 8 235 923
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

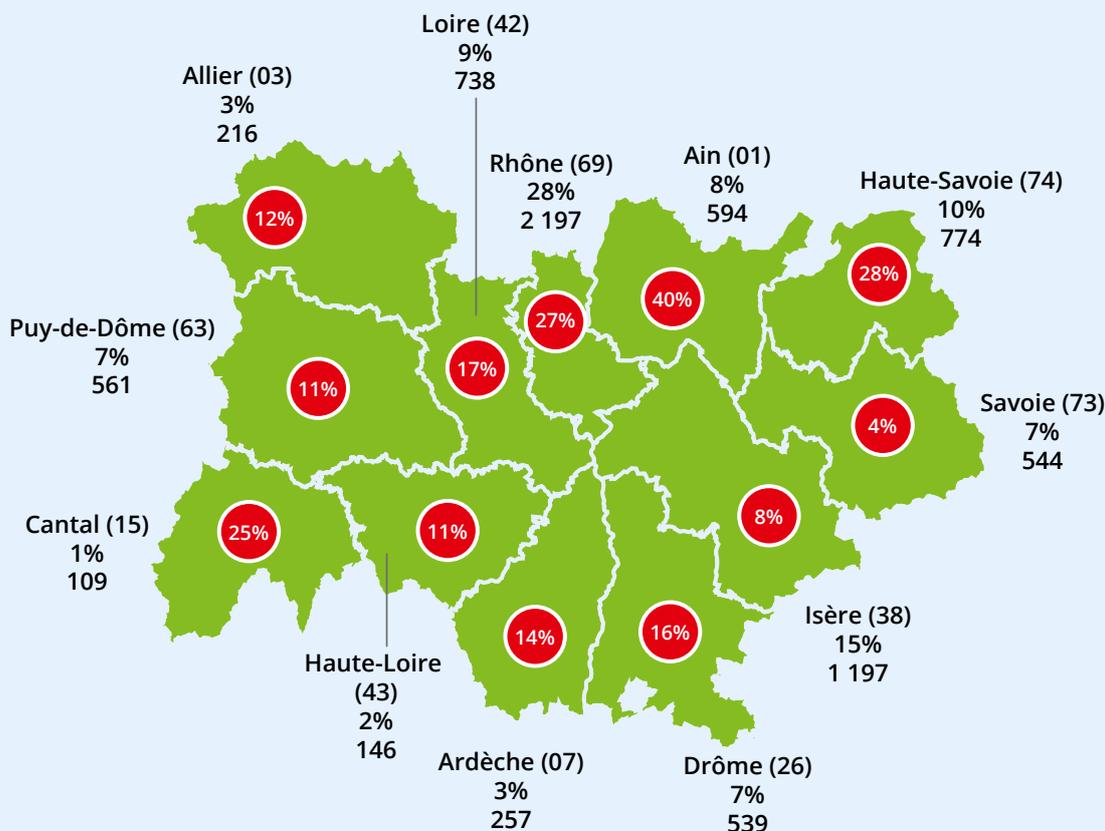
Surface : 69 711 km²

PIB 2022 : 304 681 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 667 418
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 8 077

Ratio de défaillances : 1,2%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	122	105	155	213	205	(8)	(4%)	3%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	858	674	1 086	1 655	2 211	556	34%	27%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	2 588	2 348	3 712	4 966	5 661	695	14%	70%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	3 446	3 022	4 798	6 621	7 872	1 251	19%	97%	66 281	18%	98%
Total	3 568	3 127	4 953	6 834	8 077	1 243	18%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	3 346	2 917	4 597	6 276	7 450	1 174	19%	92%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	194	182	320	506	561	55	11%	7%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	28	28	36	52	66	14	27%	1%	553	32%	1%
Total	3 568	3 127	4 953	6 834	8 077	1 243	18%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	VENCOREX FRANCE	69	2002	22	271,0	RJ	2024-09	503	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
2	TEAM TEX	38	2001	23	78,3	RJ	2024-07	51	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
3	A.S.T. GROUPE	69	1993	31	62,9	Svg Acc.	2024-04	243	Construction de maisons individuelles
4	SYNELIENCE	07	2013	11	51,9	RJ	2024-01	98	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
5	DPLE	69	1995	29	50,8	RJ	2024-08	200	Promotion immobilière de logements
6	ATELIERS MECANIQUES INDUSTRIES SPECIALES	03	1974	50	50,2	RJ	2024-10	442	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres
7	MARKET MAKER BRAND LICENSING	69	2010	14	47,9	Svg	2024-03	20	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
8	OUTILLAGE DE ST ETIENNE	42	1980	44	46,6	Svg	2024-10	169	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
9	ID COM	69	1991	33	45,5	Svg	2024-03	20	Commerce de gros (commerce interentreprises) de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage
10	CONCEPTION REALISATION PLASTIQUE ADDUXI	01	1996	28	40,6	RJ	2024-01	197	Fabrication d'autres équipements automobiles

Source : Altares

La construction (28%), le commerce (20%) et les services aux entreprises (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2024.

La hausse moyenne des ouvertures de procédures dans la région de 19% par rapport à 2023 est portée par ces trois secteurs : la construction (+597 procédures, soit +37%), le service aux entreprises (+174 procédures, soit +20%) et le commerce (+157 procédures, soit +11%).

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	89	96	124	123	133	10	8%	2%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	13	12	10	16	10	(6)	(38%)	0%	219	222	1%	0%
Culture	29	28	41	44	70	26	59%	1%	584	748	28%	1%
Élevage	47	56	73	63	53	(10)	(16%)	1%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	800	848	1 180	1 635	2 232	597	37%	28%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	652	631	1 004	1 350	1 637	287	21%	21%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	148	217	176	285	595	310	109%	8%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	726	689	1 077	1 434	1 591	157	11%	20%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	138	179	214	277	285	8	3%	4%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	456	363	673	887	1 019	132	15%	13%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	132	147	190	270	287	17	6%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	257	228	400	503	547	44	9%	7%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	78	72	146	219	193	(26)	(12%)	2%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	179	156	254	284	354	70	25%	4%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	96	74	94	158	191	33	21%	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	70	64	77	113	146	33	29%	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	26	10	17	45	45	-	-	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	97	95	166	242	305	63	26%	4%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	61	67	114	174	229	55	32%	3%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	36	28	52	68	76	8	12%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	24	32	54	86	92	6	7%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	485	431	566	889	1 063	174	20%	14%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	240	220	268	446	504	58	13%	6%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	245	211	298	443	559	116	26%	7%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	160	102	218	297	322	25	8%	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	18	13	20	22	32	10	45%	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	101	65	156	230	229	(1)	(0%)	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	41	24	42	45	61	16	36%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	499	264	657	942	1 038	96	10%	13%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	32	21	43	71	71	-	-	1%	357	427	20%	1%
Restauration	366	187	507	711	807	96	14%	10%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	101	56	107	160	160	-	-	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	213	163	262	312	358	46	15%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	43	37	63	80	123	43	54%	2%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	82	71	81	103	97	(6)	(6%)	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	56	41	95	103	106	3	3%	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	32	14	23	26	32	6	23%	0%	286	296	3%	0%
Total	3 446	3 022	4 798	6 621	7 872	1 251	19%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**

Le nombre de procédures ouvertes en région Bourgogne-Franche-Comté a augmenté de 8% en 2024 par rapport à 2023, soit un niveau inférieur à la hausse constatée au niveau national (+17%). Cette augmentation des ouvertures s'explique principalement par :

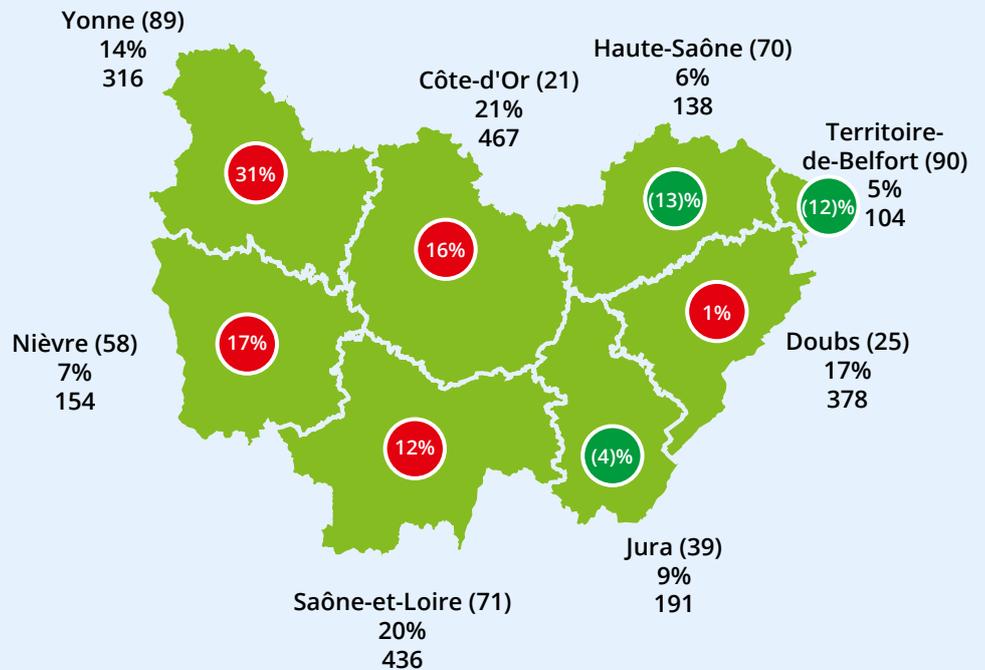
- Une hausse des ouvertures de sauvegardes de 22%, supérieure à celle constatée au niveau national (1%) ;
- Une hausse des ouvertures de redressements judiciaires de 16%, en deçà de la hausse constatée au niveau national (+30%) ;
- Une hausse des ouvertures de liquidations judiciaires (+5%), mais également en deçà de la hausse constatée au niveau national (+14%).

La hausse du nombre de défaillances en 2024 dans cette région (vs 2023) est portée par les ouvertures de procédures relatives à des entreprises comptant moins de 10 salariés, qui représentent 92% des défaillances 2024 de la région, en ligne avec les statistiques nationales.

Concernant la répartition des ouvertures des procédures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région, en 2024, les départements de la Côte-d'Or, de la Saône-et-Loire, du Doubs, de la Nièvre et de l'Yonne enregistrent plus de 80% des défaillances. La tendance haussière du nombre d'ouvertures est toutefois la plus marquée dans les départements de l'Yonne (+31%), de la Nièvre (+17%) et de la Côte-d'Or (+16%), alors que les départements de la Haute-Saône, du Territoire de Belfort et du Jura enregistrent une baisse du nombre d'ouvertures respectivement de -13%, -12% et -4%.

Données clés

- Démographie : 2 791 719
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)
- Surface : 47 784 km²
- PIB 2022 : 87 549 M€ *(Insee)*
- Nombre d'entreprises : 174 386
(source : Insee 2022)
- Nombre de défaillances : 2 234
- Ratio de défaillances : 1,3%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	30	28	51	41	50	9	22%	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	326	266	416	630	732	102	16%	33%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	879	727	1 050	1 388	1 452	64	5%	65%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	1 205	993	1 466	2 018	2 184	166	8%	98%	66 281	18%	98%
Total	1 235	1 021	1 517	2 059	2 234	175	8%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	1 167	966	1 417	1 927	2 062	135	7%	92%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	55	51	94	122	152	30	25%	7%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	13	4	6	10	20	10	100%	1%	553	32%	1%
Total	1 235	1 021	1 517	2 059	2 234	175	8%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	CL DISTRIBUTION	21	1994	30	48,7	RJ	2024-08	308	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
2	METALLIANCE	71	1970	53	44,2	Svg	2024-01	150	Fabrication de matériel de lavage et de manutention
3	PREMASTER	58	2017	7	40,8	RJ	2024-03	39	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.
4	AUTOMOBILES JM	90	1998	26	40,2	RJ	2024-07	50	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
5	LES CREATIONS LTN	21	1961	63	31,5	RJ	2024-08	21	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
6	GAUSSIN S.A.	70	1962	62	25,3	Svg	2024-04	72	Fabrication de matériel de lavage et de manutention
7	BOURGOGNE AUTOMATION SYSTEM	21	1989	35	13,3*	RJ	2024-03	162	Ingénierie, études techniques
8	SAS ALAIN PIGUET	71	1978	46	9,3	RJ	2024-05	20	Travaux de couverture par éléments
9	C2A CONSTRUCTION NORD	25	2021	3	9,1*	LJ	2024-10	4	Activité des économistes de la construction
10	TRANSPORTS BEA	39	2008	16	**	Svg	2024-03	67	Transports routiers de fret de proximité

(*) CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers

(**) Confidentiel

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (24%) et l'hébergement et restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2024.

La hausse moyenne des ouvertures de procédures dans la région est de 8% vs 2023 et est portée principalement par ces trois secteurs : la construction (+16% soit +75 procédures), les services aux entreprises (+37% soit +62 procédures) et le commerce (+8% soit +37 procédures).

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	71	80	73	65	74	9	14%	3%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	9	11	21	16	26	10	63%	1%	219	222	1%	0%
Culture	26	28	20	17	24	7	41%	1%	584	748	28%	1%
Élevage	36	41	32	32	24	(8)	(25%)	1%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	269	255	334	468	543	75	16%	25%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	212	188	281	392	457	65	17%	21%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	57	67	53	76	86	10	13%	4%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	308	229	368	490	527	37	8%	24%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	67	57	88	93	120	27	29%	5%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	184	125	226	331	311	(20)	(6%)	14%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	57	47	54	66	96	30	45%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	92	81	132	198	183	(15)	(8%)	8%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	27	30	65	106	84	(22)	(21%)	4%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	65	51	67	92	99	7	8%	5%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	16	20	19	26	45	19	73%	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	13	17	15	19	38	19	100%	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	3	3	4	7	7	-	-	0%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	29	21	48	62	73	11	18%	3%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	18	16	33	48	48	-	-	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	11	5	15	14	25	11	79%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	11	14	10	18	21	3	17%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	104	93	152	168	230	62	37%	11%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	40	47	83	69	115	46	67%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	64	46	69	99	115	16	16%	5%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	59	47	62	91	88	(3)	(3%)	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	10	6	9	9	7	(2)	(22%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	40	28	47	70	66	(4)	(6%)	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	9	13	6	12	15	3	25%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	189	102	202	326	302	(24)	(7%)	14%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	17	12	14	22	23	1	5%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	134	69	155	247	223	(24)	(10%)	10%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	38	21	33	57	56	(1)	(2%)	3%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	57	51	66	106	98	(8)	(8%)	4%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	13	13	24	35	31	(4)	(11%)	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	20	17	23	29	27	(2)	(7%)	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	15	12	11	28	29	1	4%	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	9	9	8	14	11	(3)	(21%)	1%	286	296	3%	0%
Total	1 205	993	1 466	2 018	2 184	166	8%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Bretagne a augmenté de 16% en 2024, une tendance en ligne avec celle enregistrée au niveau national (+17%). Cela s'explique par :

- Une hausse généralisée de toutes les procédures collectives ;
- Les ouvertures de liquidations judiciaires, représentant 1 699 procédures (67% du total des défaillances), augmentent de 13% ;
- Les ouvertures de redressements judiciaires, représentant 757 procédures soit 30% du nombre total des défaillances, augmentent quant à elles de 22% ; et
- Les ouvertures de sauvegardes enregistrent une hausse de 51% mais ne représentent que 3% des défaillances.

La hausse du nombre de procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés (+18%) est en ligne avec le niveau national (+18%), ce segment d'entreprises représente 94% du nombre total de procédures de la région. Les entreprises dont le nombre d'employés est supérieur à 50 ont enregistré une hausse des procédures légèrement plus importante que celle du niveau national (+40% vs +32% au niveau national de la tranche 50 salariés et plus).

Enfin, en 2024, en Bretagne, la hausse du nombre de procédures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire observée a principalement affecté les départements des Côtes-d'Armor, du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine avec une hausse respectivement de 23%, 21% et 17%. Tandis que le Finistère semble relativement épargné avec une légère hausse de 3%.

Données clés

Démographie : 3 453 023
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

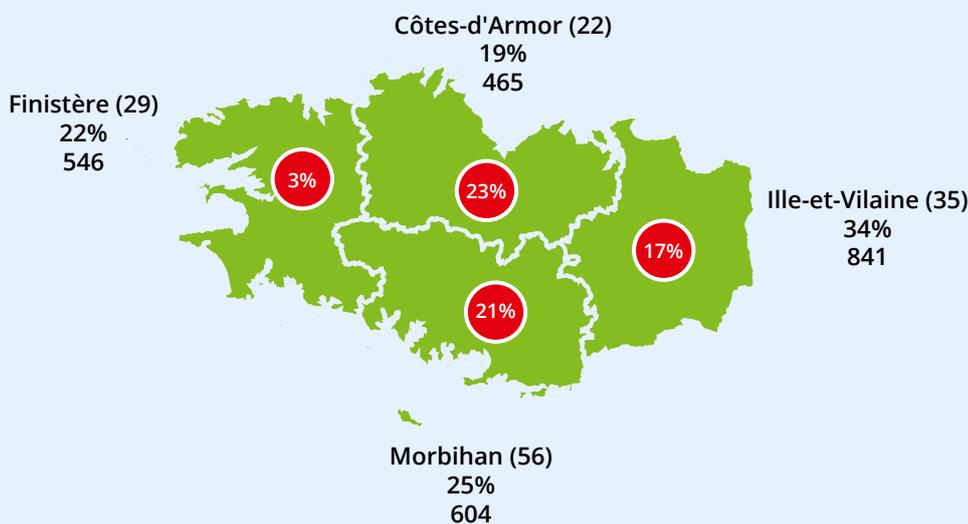
Surface : 27 208 km²

PIB 2022 : 115 184 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 213 622
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 2 521

Ratio de défaillances : 1,2%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R/L enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	35	26	32	43	65	22	51%	3%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	309	226	382	620	757	137	22%	30%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	952	761	1 207	1 502	1 699	197	13%	67%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	1 261	987	1 589	2 122	2 456	334	16%	97%	66 281	18%	98%
Total	1 296	1 013	1 621	2 165	2 521	356	16%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	1 229	951	1 520	2 003	2 359	356	18%	94%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	56	57	94	152	148	(4)	(3%)	6%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	11	5	7	10	14	4	40%	1%	553	32%	1%
Total	1 296	1 013	1 621	2 165	2 521	356	16%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	AIM ANTRAIN	35	2015	9	77,2	RJ	2024-05	98	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits à base de viande
2	MEUNIER SA	29	1977	47	30,2	RJ	2024-11	149	Mécanique industrielle
3	MADIF	29	1983	41	24,8	RJ	2024-04	50	Hypermarchés
4	ETABLISSEMENTS CASTEL	29	1967	57	13,8	RJ	2024-07	64	Fabrication de matériel de lavage et de maintenance
5	NOUVELLE MMO	35	2019	5	9,7	RJ	2024-01	73	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
6	LA GENERALE DU GRANIT	35	1967	57	9,0	RJ	2024-12	93	Taille, façonnage et finissage de pierres
7	TECHNIC PLUS IMPRESSION	35	1987	37	8,9	RJ	2024-04	50	Autre imprimerie (labeur)
8	ARMOR MECA DEVELOPPEMENT	22	2020	4	8,3	RJ	2024-03	105	Mécanique industrielle
9	HORTIBREIZ	56	2017	7	7,1	RJ	2024-12	17	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
10	MARIOTTE	35	2010	14	6,0*	LJ	2024-08	19	Travaux de revêtement des sols et des murs

(*) CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers

Source : Altares

La construction, le commerce et l'hébergement, restauration sont les secteurs les plus touchés par les procédures et représentent respectivement 25%, 22% et 14% des procédures ouvertes en 2024 dans la région.

Des tendances différentes sont à souligner :

- Les ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires ont enregistré une forte hausse dans les secteurs de la construction (+147 défaillances, soit +31%), du commerce (+65 défaillances, soit +14%) et de l'hébergement et de la restauration (+54 défaillances, soit +19%)
- A contrario, les secteurs du service aux particuliers (-16%) et de l'information et communication (-15%) ont enregistré une baisse de ces procédures en 2024 par rapport à 2023.



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	75	104	87	104	94	(10)	(10%)	4%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	17	12	15	15	19	4	27%	1%	219	222	1%	0%
Culture	11	13	32	33	23	(10)	(30%)	1%	584	748	28%	1%
Élevage	47	79	40	56	52	(4)	(7%)	2%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	286	206	343	475	622	147	31%	25%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	236	171	268	396	516	120	30%	21%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	50	35	75	79	106	27	34%	4%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	253	190	352	471	536	65	14%	22%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	38	39	71	76	79	3	4%	3%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	176	112	226	331	359	28	8%	15%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	39	39	55	64	98	34	53%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	87	81	126	191	189	(2)	(1%)	8%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	28	27	61	110	79	(31)	(28%)	3%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	59	54	65	81	110	29	36%	4%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	21	27	46	59	50	(9)	(15%)	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	17	21	31	53	39	(14)	(26%)	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	4	6	15	6	11	5	83%	0%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	31	28	52	30	61	31	103%	2%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	14	21	34	21	40	19	90%	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	17	7	18	9	21	12	133%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	10	13	13	22	26	4	18%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	149	151	216	248	295	47	19%	12%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	63	58	106	110	118	8	7%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	86	93	110	138	177	39	28%	7%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	77	39	69	122	102	(20)	(16%)	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	6	9	9	17	11	(6)	(35%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	49	16	50	85	72	(13)	(15%)	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	22	14	10	20	19	(1)	(5%)	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	198	99	213	291	345	54	19%	14%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	14	10	10	12	15	3	25%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	124	66	149	224	240	16	7%	10%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	60	23	54	55	90	35	64%	4%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	74	49	72	109	136	27	25%	6%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	22	16	19	42	38	(4)	(10%)	2%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	22	12	32	31	39	8	26%	2%	898	902	0%	1%
Enseignement	26	16	20	22	46	24	109%	2%	900	998	11%	2%
Autres activités	4	5	1	14	13	(1)	(7%)	1%	286	296	3%	0%
Total	1 261	987	1 589	2 122	2 456	334	16%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Centre-Val de Loire a augmenté de 8% en 2024, un niveau inférieur à celui constaté au niveau national (17%). Cette tendance s'explique par :

- La hausse du nombre d'ouvertures de redressements judiciaires, avec 873 procédures en 2024, contre 722 en 2023, soit +21%, légèrement en deçà de la moyenne nationale (+30%) ; et
- Une hausse limitée du nombre d'ouvertures de liquidations judiciaires par rapport à celle constatée au niveau national (+3% contre +14%).

Cette hausse du nombre de défaillances entre 2023 et 2024 se remarque sur les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés, représentant près de 94% des défaillances de la région et enregistrant une hausse de 8%. Les entreprises de plus de 50 salariés sont moins touchées qu'en 2023 avec 12 procédures, soit 20% d'ouvertures de procédures en moins par rapport à l'an dernier.

Enfin, cette hausse des ouvertures entre 2023 et 2024 se matérialise également au niveau des départements, notamment ceux de l'Indre, du Loiret, et du Loir-et-Cher qui enregistrent les plus fortes hausses (+23%, +16% et +12%). Tandis que les départements du Cher, et l'Indre-et-Loire sont plus épargnés avec respectivement une baisse de -0,4% et une hausse limitée de 2%.

Données clés

Démographie : 2 573 295

(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

Surface : 39 151 km²

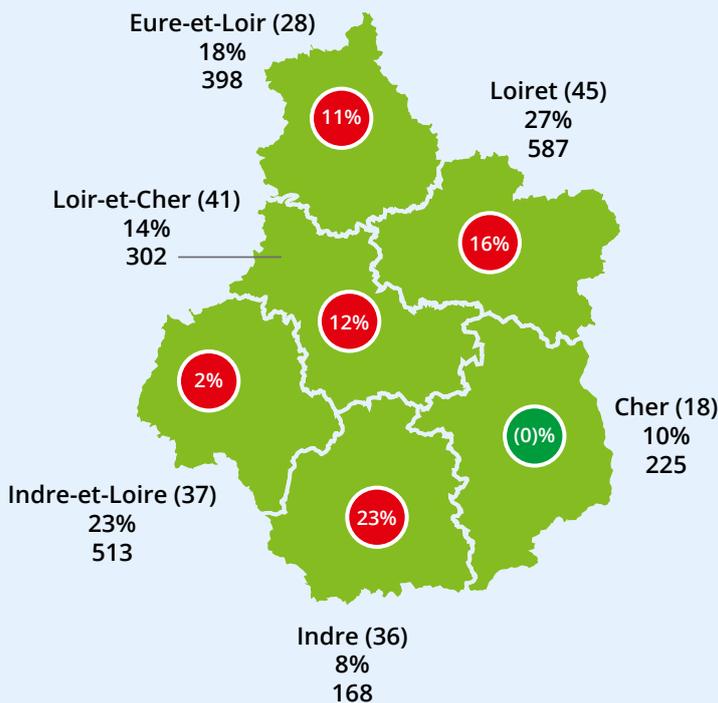
PIB 2022 : 79 992 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 150 420

(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 2 235

Ratio de défaillances : 1,5%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	37	29	45	65	42	(23)	(35%)	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	268	240	442	722	873	151	21%	39%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	722	725	1 057	1 280	1 320	40	3%	59%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	990	965	1 499	2 002	2 193	191	10%	98%	66 281	18%	98%
Total	1 027	994	1 544	2 067	2 235	168	8%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	958	942	1 450	1 942	2 095	153	8%	94%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	64	47	83	110	128	18	16%	6%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	5	5	11	15	12	(3)	(20%)	1%	553	32%	1%
Total	1 027	994	1 544	2 067	2 235	168	8%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	NEW DURALEX INTERNATIONAL	45	2020	4	31,3	RJ	2024-04	236	Fabrication de verre creux
2	MAGRI	45	1987	37	30,4	RJ	2024-09	137	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
3	JLC 45 CONFORT DE LA MAISON	45	1994	30	21,4	RJ	2024-02	171	Construction de maisons individuelles
4	REOREV INGENIERIE	37	1984	40	13,5	RJ	2024-08	144	Fabrication d'autres machines spécialisées
5	ARCHE SAS	37	1960	64	12,3	RJ	2024-02	104	Fabrication de chaussures
6	CLINIQUE DU SAINT COEUR	41	1987	37	11,8	RJ	2024-11	117	Activités hospitalières
7	ETABLISSEMENTS DELAVALLEE	28	1961	63	9,7*	**	2024-02	20	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole
8	LES MAISONS BATIBAL	41	2003	21	8,7	LJ	2024-12	10	Construction de maisons individuelles
9	SOCIETE DES AGGLOMERES DE TOURAINE	37	1963	60	8,5*	Svg	2024-01	22	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
10	TP GABRIEL	45	1994	30	7,3	RJ	2024-09	33	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires

(*) CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers

(**) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires dans la région Centre-Val de Loire sont la construction, le commerce, et l'hébergement et la restauration, qui représentent respectivement 24%, 22% et 13% des ouvertures de procédures dans la région.

La hausse du nombre de procédures observée entre 2023 et 2024 s'explique principalement par la forte variation des ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires dans les secteurs du service aux entreprises (+47 procédures), de la construction (+41 procédures) et du commerce (+30 procédures).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	49	59	58	64	79	15	23%	4%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	12	15	19	18	9	(9)	(50%)	0%	219	222	1%	0%
Culture	21	25	18	26	42	16	62%	2%	584	748	28%	1%
Élevage	16	19	21	20	28	8	40%	1%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	245	251	347	494	535	41	8%	24%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	202	213	298	423	457	34	8%	21%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	43	38	49	71	78	7	10%	4%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	233	224	355	455	485	30	7%	22%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	47	55	86	101	103	2	2%	5%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	143	126	225	293	299	6	2%	14%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	43	43	44	61	83	22	36%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	74	80	106	158	178	20	13%	8%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	30	26	43	81	77	(4)	(5%)	4%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	44	54	63	77	101	24	31%	5%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	15	29	27	32	43	11	34%	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	12	20	22	24	31	7	29%	1%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	3	9	5	8	12	4	50%	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	30	33	47	74	87	13	18%	4%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	20	23	35	52	61	9	17%	3%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	10	10	12	22	26	4	18%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	6	8	18	32	31	(1)	(3%)	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	116	107	156	211	258	47	22%	12%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	51	49	76	114	117	3	3%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	65	58	80	97	141	44	45%	6%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	50	33	70	91	98	7	8%	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	4	7	5	2	10	8	400%	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	35	23	50	73	70	(3)	(4%)	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	11	3	15	16	18	2	13%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	115	94	243	282	293	11	4%	13%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	16	5	13	7	16	9	129%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	71	69	188	216	231	15	7%	11%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	28	20	42	59	46	(13)	(22%)	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	57	47	72	109	106	(3)	(3%)	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	9	7	16	37	31	(6)	(16%)	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	16	19	35	30	35	5	17%	2%	898	902	0%	1%
Enseignement	29	15	17	37	31	(6)	(16%)	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	3	6	4	5	9	4	80%	0%	286	296	3%	0%
Total	990	965	1 499	2 002	2 193	191	10%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Corse a augmenté de 9% en 2024, un niveau inférieur à celui constaté au niveau national (17%). Cette augmentation des ouvertures est exclusivement portée par :

- La hausse (+33% soit +46 procédures) du nombre de redressements judiciaires ouverts en 2024, en ligne avec la hausse nationale de +30% ; compensée en partie par
- Une diminution du nombre de procédures de sauvegarde et de liquidation judiciaire, respectivement à - 22% et - 4% par rapport à 2023.

La hausse des ouvertures de procédures en 2024 concerne principalement les entreprises de moins de 10 salariés, qui enregistre une hausse de 10% des procédures (+36 par rapport à 2023). À noter que les entreprises ayant plus de 50 salariés ne sont pas concernées par les procédures en 2024, et ont toujours représenté une part infime du spectre des procédures collectives en Corse.

Enfin, la hausse des défaillances observée dans la région en 2024 est hétérogène avec une augmentation des procédures de 5% en Corse du Sud vs 16% en Haute-Corse.

Données clés

Démographie : 355 528
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

Surface : 8 722 km²

PIB 2022 : 10 304 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 42 730
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 417

Ratio de défaillances : 1,0%

Haute-Corse (2B)

44%
182



Corse-du-Sud (2A)

56%
228

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	6	-	10	9	7	(2)	(22%)	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	91	33	69	138	184	46	33%	44%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	115	113	163	236	226	(10)	(4%)	54%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	206	146	232	374	410	36	10%	98%	66 281	18%	98%
Total	212	146	242	383	417	34	9%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	202	139	220	351	387	36	10%	93%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	9	7	21	29	30	1	3%	7%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	1	-	1	3	-	(3)	(100%)	-	553	32%	1%
Total	212	146	242	383	417	34	9%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ANTONIOTTI	2B	1986	38	7,5*	LJ	2024-11	20	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
2	GRAZIANI TRAVAUX PUBLICS	2A	2005	19	6,7*	Svg	2024-03	20	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse
3	MARINA PROJETS ET ARCHITECTURE	2A	1999	25	4,3	LJ	2024-06	30	Activités d'architecture
4	B MOBILITY	2A	2016	8	3,5	RJ	2024-04	14	Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers
5	PROTECSUD	2A	1999	25	2,0	***	2024-07	5	Activités de sécurité privée
6	SOCIETE D'EXPLOITATION D'ASSAINISSEMENT	2A	2013	11	1,8*	RJ	2024-03	15	Collecte des déchets dangereux
7	STE LUME	2A	2010	14	1,8*	RJ	2024-07	20	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
8	AGREGATS BETON CORSE	2B	2001	23	**	Svg	2024-09	1	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
9	EUROPE ACTIVE	2B	2014	10	**	Svg	2024-11	6	Activités des agences de voyage
10	SOC BRANDO BTP	2B	1997	27	**	LJ	2024-11	20	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment

(*) CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers

(**) Confidentiel

(***) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les procédures en Corse sont la construction, l'hébergement et la restauration, et le commerce, qui représentent respectivement 33%, 22% et 21% des défaillances dans la région.

Compte tenu du nombre de procédures peu significatif dans les secteurs de la région Corse, les variations peuvent être parfois importantes en pourcentages, mais ne traduisent pas une dynamique de secteur.



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	7	2	2	6	2	(4)	(67%)	0%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	-	-	2	1	1	-	-	0%	219	222	1%	0%
Culture	5	2	-	2	1	(1)	(50%)	0%	584	748	28%	1%
Élevage	2	-	-	3	-	(3)	(100%)	-	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	50	43	77	122	136	14	11%	33%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	39	29	56	110	124	14	13%	30%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	11	14	21	12	12	-	-	3%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	44	33	42	66	86	20	30%	21%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	4	4	4	10	13	3	30%	3%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	31	24	31	42	56	14	33%	14%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	9	5	7	14	17	3	21%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	12	7	21	22	14	(8)	(36%)	3%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	4	5	14	11	5	(6)	(55%)	1%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	8	2	7	11	9	(2)	(18%)	2%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	4	1	1	5	2	(3)	(60%)	0%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	1	1	1	2	2	-	-	0%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	3	-	-	3	-	(3)	(100%)	-	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	2	2	4	5	7	2	40%	2%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	1	1	2	1	3	2	200%	1%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	1	1	2	4	4	-	-	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	1	-	-	-	5	5	n.a	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	19	17	26	42	41	(1)	(2%)	10%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	9	10	11	16	13	(3)	(19%)	3%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	10	7	15	26	28	2	8%	7%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	6	6	9	12	13	1	8%	3%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	-	4	-	2	-	(2)	(100%)	-	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	5	2	7	6	8	2	33%	2%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	1	-	2	4	5	1	25%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	45	25	37	78	89	11	14%	22%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	6	3	1	4	9	5	125%	2%	357	427	20%	1%
Restauration	37	18	31	66	68	2	3%	17%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	2	4	5	8	12	4	50%	3%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	16	10	13	16	15	(1)	(6%)	4%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	4	4	5	3	4	1	33%	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	11	3	3	10	5	(5)	(50%)	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	1	1	2	2	2	-	-	0%	900	998	11%	2%
Autres activités	-	2	3	1	4	3	300%	1%	286	296	3%	0%
Total	206	146	232	374	410	36	10%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Grand Est a augmenté de 9% en 2024, une hausse inférieure à celle du niveau national (+17%). Cette hausse des ouvertures s'explique principalement par :

- La hausse des ouvertures de redressements judiciaires de 27%, en ligne avec la hausse observée au niveau national ; limitée en partie par
- Les procédures de liquidations judiciaires, représentant 69% des procédures de la région qui enregistrent une hausse de 4%, contre 14% au niveau national.

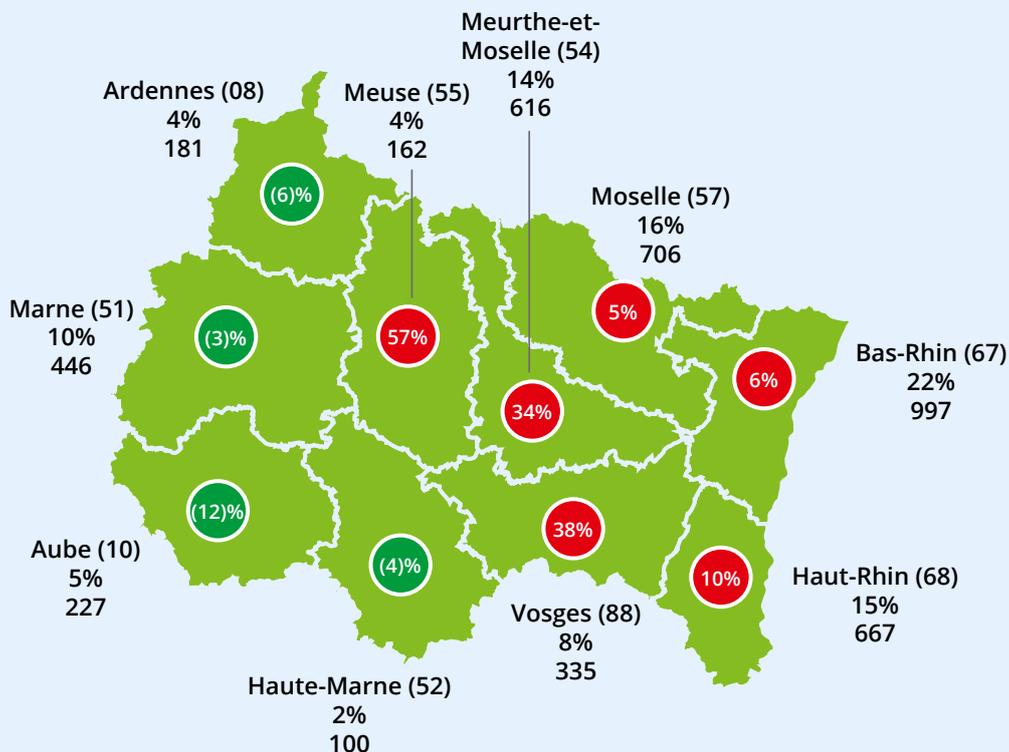
Au regard de la taille des entreprises, les entreprises de moins de 10 salariés (92% des défaillances de la région), enregistrent une hausse de 8%, en deçà de la hausse au niveau national (+18%)

À noter toutefois une dynamique particulière dans la région Grand Est sur les entreprises dont le nombre de salariés est supérieur à 50. En effet, les procédures concernant les entreprises de 50 salariés et plus ont augmenté de près de 118% contre 32% au niveau national.

La hausse des défaillances observée dans la région en 2024 est concentrée dans les départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin qui représentent 67% des procédures de la région.

Données clés

- Démographie : 5 568 711 (source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
- Surface : 57 441 km²
- PIB 2022 : 178 925 M€ (Insee)
- Nombre d'entreprise : 343 054 (source : Insee 2022)
- Nombre de défaillances : 4 507
- Ratio de défaillances : 1,3%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	65	56	79	82	70	(12)	(15%)	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	562	460	757	1 056	1 339	283	27%	30%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	1 751	1 517	2 232	2 987	3 098	111	4%	69%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	2 313	1 977	2 989	4 043	4 437	394	10%	98%	66 281	18%	98%
Total	2 378	2 033	3 068	4 125	4 507	382	9%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	2 277	1 921	2 835	3 834	4 125	291	8%	92%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	88	104	215	269	334	65	24%	7%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	13	8	18	22	48	26	118%	1%	553	32%	1%
Total	2 378	2 033	3 068	4 125	4 507	382	9%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ASCOMETAL HAGONDANGE SAS	57	2018	6	202,8	RJ	2024-03	441	Sidérurgie
2	FTI VOYAGES	68	1958	66	164,7	RJ	2024-06	10	Activités des voyagistes
3	LCS INTERNATIONAL SAS	10	2000	24	116,3	RJ	2024-11	250	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
4	STENPA	55	2014	10	86,7	RJ	2024-07	144	Fabrication de papier et de carton
5	ASCOMETAL CUSTINES-LE MARAIS SAS	54	2018	6	85,2	RJ	2024-03	110	Fonderie d'acier
6	ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES	57	2012	12	69,0	RJ	2024-07	4 300	Aide à domicile
7	ELECTIS	68	1984	40	48,9	RJ	2024-12	105	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique
8	WALOR BOGNY	08	2018	6	47,3	Svg	2024-09	149	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres
9	ETESIA	67	1988	36	45,4	RJ	2024-03	187	Fabrication de machines agricoles et forestières
10	LA MEUSIENNE	55	1957	66	43,2	Svg	2024-01	116	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier

(*) CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires dans la région Grand Est sont la construction, le commerce, et l'hébergement et la restauration, qui représentent respectivement 26%, 23% et 13% des ouvertures de procédures dans la région.

En 2024, quelques secteurs ont connu des hausses significatives d'ouvertures de procédures dans la région comme la construction (+207 procédures, soit +21% vs 2023), le secteur du transport et de la logistique (+69 procédures, soit 54% vs 2023) et le commerce (+86 procédures, soit +9%).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	54	65	75	80	78	(2)	(3%)	2%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	15	23	33	23	21	(2)	(9%)	0%	219	222	1%	0%
Culture	22	28	22	39	38	(1)	(3%)	1%	584	748	28%	1%
Élevage	17	14	20	18	19	1	6%	0%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	557	512	716	966	1 173	207	21%	26%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	428	400	579	789	977	188	24%	22%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	129	112	137	177	196	19	11%	4%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	568	479	715	942	1 028	86	9%	23%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	135	123	158	206	233	27	13%	5%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	322	252	422	575	596	21	4%	13%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	111	104	135	161	199	38	24%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	187	153	261	303	323	20	7%	7%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	82	42	116	128	118	(10)	(8%)	3%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	105	111	145	175	205	30	17%	5%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	47	43	59	99	90	(9)	(9%)	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	30	32	39	78	53	(25)	(32%)	1%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	17	11	20	21	37	16	76%	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	73	65	120	128	197	69	54%	4%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	44	42	83	89	154	65	73%	3%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	29	23	37	39	43	4	10%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	17	17	30	38	45	7	18%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	260	264	303	448	505	57	13%	11%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	125	134	153	206	236	30	15%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	135	130	150	242	269	27	11%	6%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	109	93	145	220	215	(5)	(2%)	5%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	10	6	10	19	14	(5)	(26%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	74	67	114	169	171	2	1%	4%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	25	20	21	32	30	(2)	(6%)	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	304	188	406	606	585	(21)	(3%)	13%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	19	12	22	31	26	(5)	(16%)	1%	357	427	20%	1%
Restauration	244	142	328	489	484	(5)	(1%)	11%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	41	34	56	86	75	(11)	(13%)	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	137	98	159	213	198	(15)	(7%)	4%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	35	24	34	59	69	10	17%	2%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	40	31	53	61	49	(12)	(20%)	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	44	34	56	60	58	(2)	(3%)	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	18	9	16	33	22	(11)	(33%)	0%	286	296	3%	0%
Total	2 313	1 977	2 989	4 043	4 437	394	10%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Hauts-de-France a augmenté de 8% en 2024, une tendance haussière moins importante que celle enregistrée au niveau national (+17%). Cette tendance provient principalement de la hausse de 22% des ouvertures de redressements judiciaires et de la hausse de 4% des ouvertures de liquidations judiciaires. Ces deux procédures représentent 98% des procédures collectives de la région.

Il est important de noter également la baisse du nombre d'ouvertures de sauvegardes (77 procédures en 2024 vs 97 procédures en 2023) sur la région soit une baisse de 21% (contre une hausse de 1% enregistrée au niveau national).

De plus, dans la région Hauts-de-France, l'augmentation du nombre de procédures concerne principalement les entreprises de moins de 10 salariés, qui représentent 93% des défaillances de la région, des statistiques comparables au niveau national. Sur ce segment, une hausse de 9% des défaillances est observée en 2024 par rapport à 2023, contre 18% au niveau national. Toutefois, une tendance différente à celle observée au niveau national est constatée sur les entreprises de plus de 10 salariés. En effet, les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont enregistré une baisse des procédures de l'ordre de 4%, contre une hausse de 14% au niveau national.

Enfin, la part des défaillances observées dans la région en 2024 est concentrée dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui représentent près de 70% des ouvertures de procédures de la région. Les départements de la Somme, de l'Oise et de l'Aisne ont toutefois enregistré de fortes hausses, respectivement 33%, 25% et 22% par rapport aux chiffres de 2023.

Données clés

Démographie : 5 983 823
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

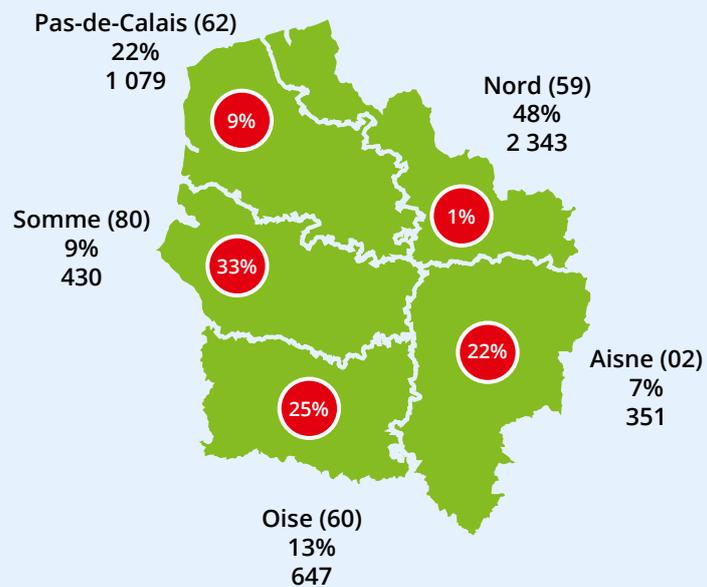
Surface : 31 813 km²

PIB 2022 : 185 472 (Insee)

Nombre d'entreprises : 327 358
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 4 927

Ratio de défaillances : 1,5%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	45	48	71	97	77	(20)	(21%)	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	632	458	804	1 153	1 411	258	22%	29%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	1 747	1 526	2 723	3 292	3 439	147	4%	70%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	2 379	1 984	3 527	4 445	4 850	405	9%	98%	66 281	18%	98%
Total	2 424	2 032	3 598	4 542	4 927	385	8%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	2 260	1 866	3 333	4 215	4 597	382	9%	93%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	143	147	239	299	288	(11)	(4%)	6%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	21	19	26	28	42	14	50%	1%	553	32%	1%
Total	2 424	2 032	3 598	4 542	4 927	385	8%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	PROMOTION DU PRET A PORTER	59	1973	51	172,8	Svg	2024-05	1 321	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
2	DIRAMODE	59	1974	50	134,5	Svg	2024-05	177	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
3	SEDEV	59	1978	46	77,2	*	2024-05	463	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
4	DESMAZIERES	59	1987	37	76,2	*	2024-01	571	Commerce de détail de la chaussure
5	ASCOMETAL LES DUNES S.A.S	59	2018	6	74,4	RJ	2024-03	196	Sidérurgie
6	DISPEO	59	2010	14	33,5	RJ	2024-07	400	Affrètement et organisation des transports
7	COOPTALIS	59	2012	11	32,2	Svg Acc.	2024-02	250	Activités des agences de placement de main-d'oeuvre
8	SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS	62	1985	39	28,9	Svg	2024-10	142	Autre imprimerie (labeur)
9	SYLNA	59	1984	40	26,3	Svg	2024-06	48	Supermarchés
10	IMPRIMERIE MORDACQ	62	1968	56	21,9	RJ	2024-03	119	Autre imprimerie (labeur)

(*) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région Hauts-de-France sont la construction, le commerce, et l'hébergement et la restauration, qui représentent respectivement 24%, 24% et 14% des ouvertures de procédures dans la région.

Par ailleurs, il est à noter que les ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires connaissent une forte hausse dans la région sur les secteurs du commerce (+116 défaillances, soit +11%), de la construction (+110 défaillances, soit +10%) et du transport et de la logistique (+69 défaillances, soit +45%)

Région
Hauts-de-France

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	38	39	69	57	63	6	11%	1%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	9	14	13	8	14	6	75%	0%	219	222	1%	0%
Culture	9	13	31	18	18	-	-	0%	584	748	28%	1%
Élevage	20	12	25	31	31	-	-	1%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	550	523	830	1 074	1 184	110	10%	24%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	465	424	725	935	1 014	79	8%	21%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	85	99	105	139	170	31	22%	4%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	550	486	862	1 036	1 152	116	11%	24%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	130	130	167	199	274	75	38%	6%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	332	267	549	655	687	32	5%	14%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	88	89	146	182	191	9	5%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	168	146	238	310	310	-	-	6%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	64	53	118	139	122	(17)	(12%)	3%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	104	93	120	171	188	17	10%	4%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	45	39	62	109	101	(8)	(7%)	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	33	35	43	73	75	2	3%	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	12	4	19	36	26	(10)	(28%)	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	105	74	121	155	224	69	45%	5%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	66	39	83	110	140	30	27%	3%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	39	35	38	45	84	39	87%	2%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	22	22	40	57	67	10	18%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	307	244	374	478	526	48	10%	11%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	127	119	169	226	253	27	12%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	180	125	205	252	273	21	8%	6%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	132	99	203	231	275	44	19%	6%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	10	7	11	19	23	4	21%	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	92	73	164	181	212	31	17%	4%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	30	19	28	31	40	9	29%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	307	200	534	683	682	(1)	(0%)	14%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	16	13	11	14	12	(2)	(14%)	0%	357	427	20%	1%
Restauration	239	149	426	537	558	21	4%	12%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	52	38	97	132	112	(20)	(15%)	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	155	112	194	255	266	11	4%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	32	26	58	78	98	20	26%	2%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	56	37	58	85	73	(12)	(14%)	2%	898	902	0%	1%
Enseignement	49	34	60	75	72	(3)	(4%)	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	18	15	18	17	23	6	35%	0%	286	296	3%	0%
Total	2 379	1 984	3 527	4 445	4 850	405	9%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Île-de-France a augmenté de 28% en 2024, une hausse supérieure à celle du niveau national (+17%). Ainsi, le nombre d'ouvertures de procédures passe de 12 653 en 2023 à 16 151 en 2024. En 2024, la région Île-de-France représente 24% des défaillances en France. Cette évolution s'explique par :

- La hausse de 28% des ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires, représentant 99% des procédures de la région. Au niveau national, le nombre de ces procédures a augmenté de 18%.
- La diminution des procédures de sauvegarde de 8%, en opposition à la hausse de 1% enregistrée au niveau national. Ces procédures représentent seulement 1% des procédures de la région.

Concernant la typologie des entreprises concernées dans la région Île-de-France, les entreprises de moins de 10 salariés,

représentant 90% des défaillances, ont enregistré une plus forte augmentation (+29%) que celle observée au niveau national (18%). Les entreprises comprises entre 10 salariés et 49 salariés constatent une augmentation du nombre de défaillances de 19%, proche de la hausse au niveau national (14%). Les défaillances concernant les entreprises de plus de 50 salariés ont augmenté de 12%, contre 32% au niveau national.

Les défaillances observées dans la région concernant Paris, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis, représentent 60% des ouvertures de procédures. Par rapport à 2023, Paris (+810 défaillances, soit +22%), la Seine-Saint-Denis (+688 défaillances, soit +17%) et le Val-de-Marne (+391 défaillances, soit +40%) enregistrent les plus fortes hausses. En revanche, le département des Hauts-de-Seine connaît la hausse la plus faible (+217 défaillances, soit +18%).

Données clés

Démographie : 12 419 961
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

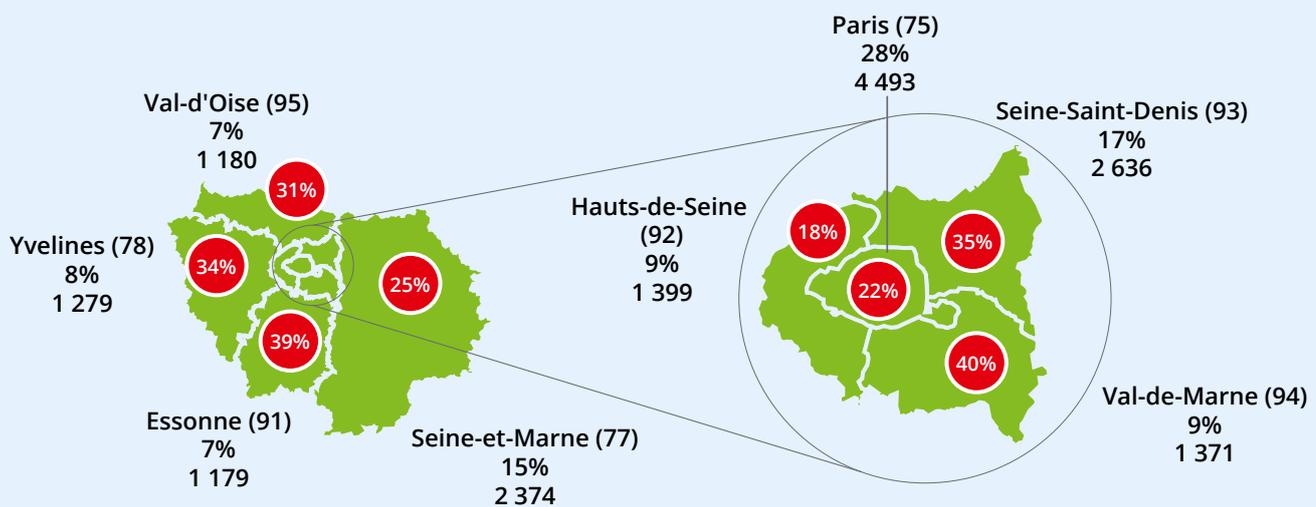
Surface : 12 012 km²

PIB 2022 : 782 639 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 1 418 198
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 16 151

Ratio de défaillances : 1,1%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	126	92	149	260	240	(20)	(8%)	1%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	1 177	995	1 657	2 357	3 015	658	28%	19%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	6 176	5 709	7 391	10 036	12 896	2 860	28%	80%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	7 353	6 704	9 048	12 393	15 911	3 518	28%	99%	66 281	18%	98%
Total	7 479	6 796	9 197	12 653	16 151	3 498	28%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	6 783	6 249	8 275	11 277	14 526	3 249	29%	90%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	598	487	837	1 238	1 471	233	19%	9%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	98	60	85	138	154	16	12%	1%	553	32%	1%
Total	7 479	6 796	9 197	12 653	16 151	3 498	28%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	GENERALE POUR L ENFANT	93	1997	27	213,7	RJ	2024-03	226	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
2	MA FRANCE	93	2002	22	149,8	LJ	2024-05	429	Découpage, emboutissage
3	RESIDE ETUDES SENIORS	77	2013	11	140,3	*	2024-06	1 500	Location de logements
4	PEOPLE AND BABY	75	2004	20	130,4	Svg Acc.	2024-11	3 887	Accueil de jeunes enfants
5	SCHNEIDER CONSUMER GROUP	93	1994	30	111,5	RJ	2024-06	46	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers
6	SOCIETE NOUVELLE VICTOIRE	93	2021	3	91,1	RJ	2024-08	364	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
7	SLB INTERNATIONAL	75	2010	14	67,8	RJ	2024-09	9	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
8	M.C.S. & ASSOCIES	75	1986	38	59,1	Svg Acc.	2024-12	503	Activités des agences de recouvrement de factures et d'information financière sur la clientèle
9	LEGAL	75	2001	23	52,6	RJ	2024-10	132	Transformation du thé et du café
10	MANOIR PITRES	75	2012	12	51,8	**	2024-03	424	Fonderie d'acier

(*) Conversion en RJ

(**) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région Île-de-France sont la construction, le commerce, et les services aux entreprises, qui représentent respectivement 27%, 19% et 17% des ouvertures de procédures dans la région.

En Île-de-France, l'ensemble des secteurs a connu une hausse du nombre de procédures par rapport à 2023. Seuls les secteurs de l'agriculture (14,8% vs 15,4%) et des autres activités (9,5% vs

9,9%) enregistrent des hausses moins importantes que celles enregistrées au niveau national.

Parmi les secteurs ayant connu les plus fortes augmentations d'ouvertures de procédures en 2024, on retrouve les secteurs d'activités suivants : la construction (+1 157 défaillances, soit +37%), le commerce (+627 défaillances, soit +26%) et services aux entreprises (+590 défaillances, soit +29%).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	16	18	36	27	31	4	15%	0%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	7	5	19	10	14	4	40%	0%	219	222	1%	0%
Culture	6	5	12	12	10	(2)	(17%)	0%	584	748	28%	1%
Élevage	3	8	5	5	7	2	40%	0%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	1 624	1 742	2 168	3 140	4 297	1 157	37%	27%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	1 442	1 467	1 869	2 662	3 566	904	34%	22%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	182	275	299	478	731	253	53%	5%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	1 515	1 329	1 773	2 404	3 031	627	26%	19%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	223	255	342	446	554	108	24%	3%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	779	639	911	1 207	1 546	339	28%	10%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	513	435	520	751	931	180	24%	6%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	350	302	420	498	679	181	36%	4%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	90	80	133	194	263	69	36%	2%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	260	222	287	304	416	112	37%	3%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	412	346	498	701	886	185	26%	6%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	258	232	337	430	578	148	34%	4%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	154	114	161	271	308	37	14%	2%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	513	531	677	879	1 230	351	40%	8%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	238	260	347	497	712	215	43%	4%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	275	271	330	382	518	136	36%	3%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	65	63	98	142	189	47	33%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 361	1 245	1 574	2 056	2 646	590	29%	17%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	717	641	848	1 123	1 422	299	27%	9%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	644	604	726	933	1 224	291	31%	8%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	277	275	422	492	620	128	26%	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	29	34	38	42	55	13	31%	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	188	185	302	355	462	107	30%	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	60	56	82	95	103	8	8%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	806	546	922	1 413	1 598	185	13%	10%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	37	26	26	19	43	24	126%	0%	357	427	20%	1%
Restauration	705	465	825	1 299	1 449	150	12%	9%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	64	55	71	95	106	11	12%	1%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	414	307	460	643	704	61	9%	4%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	80	60	87	166	198	32	19%	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	127	103	163	207	191	(16)	(8%)	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	138	109	161	217	255	38	18%	2%	900	998	11%	2%
Autres activités	69	35	49	53	60	7	13%	0%	286	296	3%	0%
Total	7 353	6 704	9 048	12 395	15 911	3 516	28%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



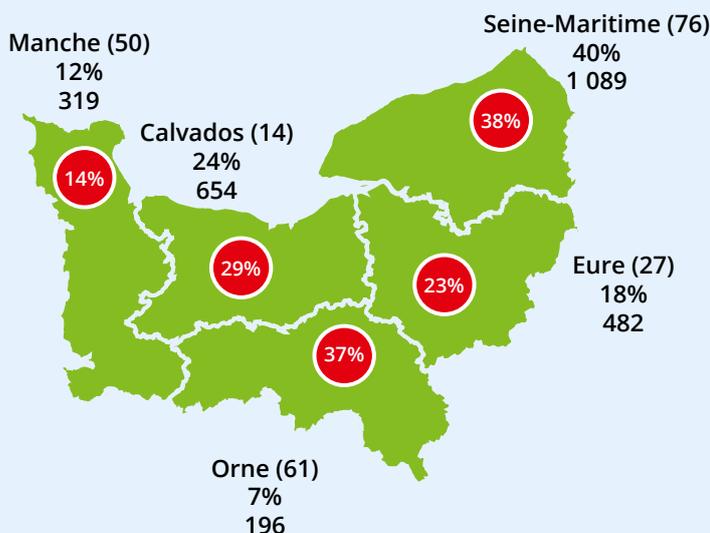
Le nombre de procédures ouvertes en région Normandie a augmenté de 30% en 2024, une hausse plus importante que celle enregistrée au niveau national (+17%). La Normandie est la région de France qui enregistre la plus forte hausse en 2024. Cette tendance résulte d'une hausse importante de près de 30% des ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires, représentant 97% des procédures de la région, influençant donc la tendance générale. À noter également une très forte hausse des procédures de sauvegarde par rapport à 2023 (+40%).

En Normandie, le nombre de procédures ouvertes par des entreprises de moins de 10 salariés, qui représentent 94% des défaillances de la région, connaît une hausse de 31% par rapport à 2023. Cette hausse est plus marquée que celle observée au niveau national (+18%). Étant donné le nombre très faible d'entreprises en défaillances ayant plus de 50 salariés dans cette région (25), il est difficile de dessiner une tendance. L'augmentation du nombre de procédures est tout de même importante, constatant une hausse de 108% par rapport à 2023.

En 2024, le département de la Manche a enregistré la hausse du nombre d'ouvertures de procédures la plus limitée à hauteur de 14%, tandis que le département de la Seine-Maritime a enregistré la hausse la plus importante avec 38%.

Données clés

Démographie : 3 327 077
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
 Surface : 29 906 km²
 PIB 2022 : 107 192 M€ (Insee)
 Nombre d'entreprises : 241 032
 (source : Insee 2022)
 Nombre de défaillances : 2 828
 Ratio de défaillances : 1,2%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
 Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	34	35	63	63	88	25	40%	3%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	348	227	411	527	790	263	50%	28%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	985	737	1 169	1 586	1 950	364	23%	69%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	1 333	964	1 580	2 113	2 740	627	30%	97%	66 281	18%	98%
Total	1 367	999	1 643	2 176	2 828	652	30%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	1 277	933	1 505	2 016	2 645	629	31%	94%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	84	60	125	148	158	10	7%	6%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	6	6	13	12	25	13	108%	1%	553	32%	1%
Total	1 367	999	1 643	2 176	2 828	652	30%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	LABEL HABITAT	27	2010	14	68,0	RJ	2024-11	100	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces
2	INTERIOR'S	76	1977	47	31,3	*	2024-04	201	Commerce de détail de meubles
3	SA BATIMETAL	14	1964	60	23,9	RJ	2024-09	160	Fabrication de portes et fenêtres en métal
4	MAISONS CLAIR LOGIS	61	1966	58	21,7	Svg	2024-07	50	Construction de maisons individuelles
5	FISTO	76	2004	20	17,8	*	2024-10	50	Supermarchés
6	ELITE PARE-BRISE	76	2014	10	17,3	RJ	2024-10	172	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
7	DEMOLIN NORMANDIE	76	1978	46	15,5	RJ	2024-03	110	Réparation de machines et équipements mécaniques
8	ARBORELLA EUROPE	14	2016	8	14,7	RJ	2024-11	1	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
9	MENUISERIE DEVILLOISE	76	1957	67	9,4	RJ	2024-10	70	Travaux de menuiserie bois et PVC
10	ANDELLE	76	1985	39	**	RJ	2024-04	50	Hypermarchés

(*) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires en Normandie sont le commerce, la construction, et l'hébergement et restauration, qui représentent respectivement 23%, 23% et 16% des ouvertures de procédures dans la région.

Compte tenu de la tendance haussière plus importante que celle observée au niveau national, tous les secteurs activités enregistrent une augmentation du nombre d'entreprises défaillantes.

RÉGION
NORMANDIE

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	69	74	61	69	100	31	45%	4%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	7	11	6	16	20	4	25%	1%	219	222	1%	0%
Culture	8	10	16	19	23	4	21%	1%	584	748	28%	1%
Élevage	54	53	39	34	57	23	68%	2%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	322	244	340	532	640	108	20%	23%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	262	188	291	435	547	112	26%	20%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	60	56	49	97	93	(4)	(4%)	3%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	297	202	381	494	624	130	26%	23%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	59	52	80	97	138	41	42%	5%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	187	117	247	347	396	49	14%	14%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	51	33	54	50	90	40	80%	3%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	105	75	137	154	208	54	35%	8%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	42	25	66	82	104	22	27%	4%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	63	50	71	72	104	32	44%	4%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	31	25	30	47	61	14	30%	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	22	19	25	41	37	(4)	(10%)	1%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	9	6	5	6	24	18	300%	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	42	38	67	83	89	6	7%	3%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	27	22	45	66	62	(4)	(6%)	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	15	16	22	17	27	10	59%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	10	7	17	25	27	2	8%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	145	110	189	209	276	67	32%	10%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	67	60	79	94	120	26	28%	4%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	78	50	110	115	156	41	36%	6%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	56	33	82	117	139	22	19%	5%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	6	5	12	15	4	(11)	(73%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	48	27	60	77	114	37	48%	4%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	2	1	10	25	21	(4)	(16%)	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	181	103	202	296	440	144	49%	16%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	11	10	7	13	21	8	62%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	128	72	161	226	332	106	47%	12%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	42	21	34	57	87	30	53%	3%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	75	53	74	87	136	49	56%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	23	7	13	24	36	12	50%	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	25	25	34	27	42	15	56%	2%	898	902	0%	1%
Enseignement	19	19	18	26	48	22	85%	2%	900	998	11%	2%
Autres activités	8	2	9	10	10	-	-	0%	286	296	3%	0%
Total	1 333	964	1 580	2 113	2 740	627	30%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Nouvelle-Aquitaine a augmenté de 20% en 2024, en ligne avec le niveau national (+17%). Cette tendance observée résulte de :

- La hausse de 20% des ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires. Cette hausse résulte des variations suivantes :
 - les procédures de liquidations judiciaires ouvertes, représentant près de 64% des défaillances de la région, ont augmenté de 12%, un niveau légèrement inférieur à celui observé au niveau national (+14%) ;
 - cette tendance est accentuée par la forte hausse des ouvertures de redressements judiciaires (représentant 32% des défaillances de la région) de 42%, contre 30% au niveau national.
- La hausse de 18% des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 211 procédures en 2023 à 250 procédures en 2024, est à un niveau supérieur au niveau national.

Cette hausse se reflète également sur toutes les typologies d'entreprises. Les défaillances concernant les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent 93% des défaillances de la région ont augmenté de 20%, contre 18% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse des défaillances de 13%, contre 14% au niveau national. Concernant les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation est de 64%, contre 32% au niveau national.

Concernant les départements de la région Nouvelle-Aquitaine, l'ensemble des départements enregistre une tendance à la hausse, à l'exception de la Creuse (-19%) et la Dordogne (-2%). À noter que les départements de la Charente-Maritime et de la Gironde enregistrent les plus fortes hausses de respectivement 39% et 31%.

Données clés

Démographie : 6 154 772
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

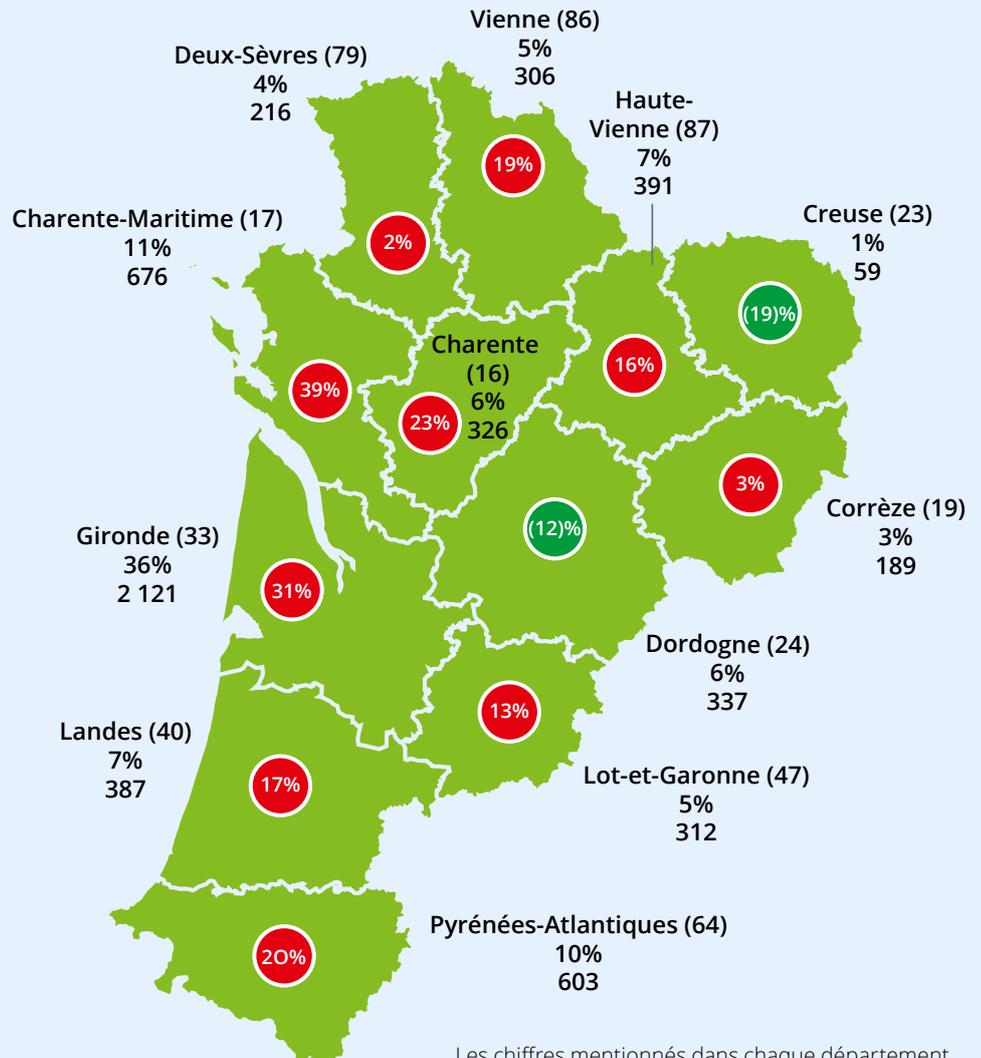
Surface : 84 036 km²

PIB 2022 : 199 575 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 518 307
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 6 173

Ratio de défaillances : 1,2%



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.

Source : Altares

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	99	89	133	211	250	39	18%	4%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	766	569	996	1 410	1 998	588	42%	32%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	1 839	1 731	2 607	3 518	3 925	407	12%	64%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	2 605	2 300	3 603	4 928	5 923	995	20%	96%	66 281	18%	98%
Total	2 704	2 389	3 736	5 139	6 173	1 034	20%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	2 537	2 262	3 470	4 757	5 723	966	20%	93%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	142	116	246	349	396	47	13%	6%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	25	11	20	33	54	21	64%	1%	553	32%	1%
Total	2 704	2 389	3 736	5 139	6 173	1 034	20%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	17	1976	48	102,4	*	2024-09	22	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
2	PROVOST FRERES	79	1962	62	92,5	*	2024-05	47	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
3	PRONADIS	33	1988	36	88,4	RJ	2024-10	167	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé
4	TRANSPORTS H.DUCROS	33	1976	48	56,9	RJ	2024-01	323	Messagerie, fret express
5	IRSH	87	2003	21	31,0	Svg	2024-04	20	Autres travaux d'installation n.c.a.
6	ENTREPRISE VILLEMONTAIL	87	2003	21	28,4	RJ	2024-09	108	Construction d'autres bâtiments
7	FOOTBALL CLUB DES GIRONDINS DE BORDEAUX	33	1991	33	26,2	RJ	2024-07	257	Gestion d'installations sportives
8	SNRI	16	1987	37	25,8	RJ	2024-07	144	Fabrication d'autres articles de robinetterie
9	VDB DISTRIBUTION	47	1984	40	25,4	Svg	2024-06	10	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
10	SCICA CASTANG	24	1982	42	21,4	RJ	2024-07	50	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes

(*) Conversion en RJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires en Nouvelle-Aquitaine sont la construction, le commerce, et l'hébergement et restauration, qui représentent respectivement 25%, 21% et 14% des ouvertures de procédures dans la région.

La majorité des secteurs connaît une augmentation du nombre de procédures en ligne avec celle constatée au niveau national à l'exception de la construction (37% vs 27%), de l'information & communication (7% vs 17%), des services aux entreprises (34% vs 22%), et des activités financières et d'assurance (-3% vs 21%).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	212	240	267	315	364	49	16%	6%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	36	41	45	61	54	(7)	(11%)	1%	219	222	1%	0%
Culture	82	90	116	172	230	58	34%	4%	584	748	28%	1%
Élevage	94	109	106	82	80	(2)	(2%)	1%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	573	605	778	1 086	1 488	402	37%	25%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	432	454	650	842	1 137	295	35%	19%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	141	151	128	244	351	107	44%	6%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	559	475	811	1 078	1 243	165	15%	21%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	94	105	157	187	220	33	18%	4%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	356	272	525	718	769	51	7%	13%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	109	98	129	173	254	81	47%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	171	154	322	397	435	38	10%	7%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	70	52	167	198	187	(11)	(6%)	3%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	101	102	155	199	248	49	25%	4%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	43	47	77	96	103	7	7%	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	33	36	58	64	67	3	5%	1%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	10	11	19	32	36	4	13%	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	59	45	85	123	161	38	31%	3%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	34	32	52	87	111	24	28%	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	25	13	33	36	50	14	39%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	20	16	37	65	63	(2)	(3%)	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	330	296	400	547	731	184	34%	12%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	153	142	177	238	314	76	32%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	177	154	223	309	417	108	35%	7%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	120	86	149	220	242	22	10%	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	16	10	17	30	36	6	20%	1%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	82	55	101	152	144	(8)	(5%)	2%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	22	21	31	38	62	24	63%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	353	198	490	738	808	70	9%	14%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	34	16	34	57	57	-	-	1%	357	427	20%	1%
Restauration	253	155	373	571	640	69	12%	11%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	66	27	83	110	111	1	1%	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	165	138	187	263	285	22	8%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	44	49	61	72	88	16	22%	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	53	42	69	90	97	7	8%	2%	898	902	0%	1%
Enseignement	46	36	49	76	73	(3)	(4%)	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	22	11	8	25	27	2	8%	0%	286	296	3%	0%
Total	2 605	2 300	3 603	4 928	5 923	995	20%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Occitanie a augmenté de 13% en 2024, contre +17% au niveau national. Cette augmentation des ouvertures s'explique par :

- La hausse limitée des ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires (+13%) par rapport au niveau national (+18%) ; et
- L'augmentation des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 131 procédures en 2023 à 136 procédures en 2024.

14% au niveau national. Concernant les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation est de 15%, contre 32% au niveau national.

Enfin, 48% des procédures ouvertes en 2024 proviennent des départements de l'Hérault et de la Haute-Garonne. Ces deux départements enregistrent une hausse de respectivement 21% et 11% par rapport à l'année dernière. A noter que le Lot et la Lozère semblent épargnés enregistrant une diminution du nombre d'ouvertures de respectivement 14% et 13%.

Données clés

Démographie : 6 154 729
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

Surface : 72 724 km²

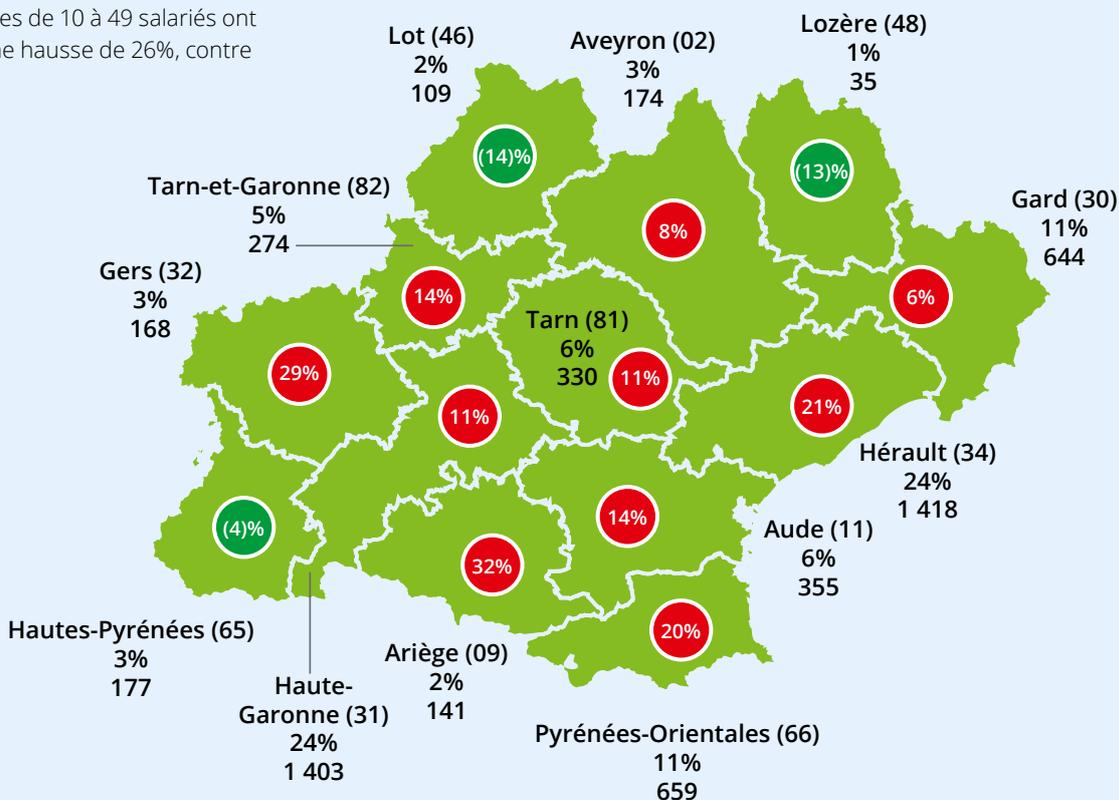
PIB 2022 : 193 064 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 474 272
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 6 023

Ratio de défaillances : 1,3%

Dans la région Occitanie, l'augmentation du nombre d'ouvertures se reflète sur toutes les typologies d'entreprises. Les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent 92% des défaillances, ont augmenté de 12%, contre 18% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse de 26%, contre



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	54	53	111	131	136	5	4%	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	769	539	936	1 513	1 897	384	25%	31%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	1 881	1 682	2 772	3 685	3 990	305	8%	66%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	2 650	2 221	3 708	5 198	5 887	689	13%	98%	66 281	18%	98%
Total	2 704	2 274	3 819	5 329	6 023	694	13%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	2 568	2 136	3 557	4 957	5 557	600	12%	92%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	117	129	237	346	436	90	26%	7%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	19	9	25	26	30	4	15%	0%	553	32%	1%
Total	2 704	2 274	3 819	5 329	6 023	694	13%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	TEDDY SMITH	81	1985	39	65,9	RJ	2024-09	118	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
2	STANDARD	31	1990	34	57,8	RJ	2024-09	250	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
3	PASCAL COSTE COIFFURE	82	2001	23	51,7	RJ	2024-07	725	Coiffure
4	CLINIQUE TOULOUSE LAUTREC	81	1988	36	21,3	RJ	2024-03	210	Activités hospitalières
5	VANK	34	2017	7	20,6	*	2024-08	34	Supermarchés
6	AMI BOIS	31	2005	19	19,3	RJ	2024-12	48	Construction de maisons individuelles
7	ANDINE PROMOTION CONSTRUCTION	30	2007	17	18,7	RJ	2024-09	10	Ingénierie, études techniques
8	MECANUMERIC	81	1994	30	17,4	RJ	2024-12	121	Fabrication d'autres machines-outils
9	LES JARDINS DE LAFRANCAISE	82	1991	33	15,1	LJ	2024-11	23	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes
10	COMPOBAIE SOLUTIONS	81	2009	15	15,0	**	2024-11	100	Fabrication d'éléments en béton pour la construction

(*) LJ simplifiée

(**) Conversion en RJ

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires en Occitanie sont la construction, le commerce, et l'hébergement et restauration, qui représentent respectivement 28%, 20% et 14% des ouvertures de procédures dans la région.

La majorité des secteurs connaît une augmentation du nombre de procédures en 2024 à l'exception des services aux particuliers (identique à 2023), et de l'industrie (-3%).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	103	88	118	142	188	46	32%	3%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	13	9	11	23	16	(7)	(30%)	0%	219	222	1%	0%
Culture	60	55	74	88	128	40	45%	2%	584	748	28%	1%
Élevage	30	24	33	31	44	13	42%	1%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	638	636	915	1 334	1 661	327	25%	28%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	505	514	773	1 107	1 282	175	16%	22%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	133	122	142	227	379	152	67%	6%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	594	501	818	1 130	1 201	71	6%	20%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	109	109	171	249	213	(36)	(14%)	4%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	375	286	515	717	788	71	10%	13%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	110	106	132	164	200	36	22%	3%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	140	128	262	351	340	(11)	(3%)	6%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	72	45	119	169	155	(14)	(8%)	3%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	68	83	143	182	185	3	2%	3%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	54	59	90	119	133	14	12%	2%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	39	43	65	85	99	14	16%	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	15	16	25	34	34	-	-	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	74	62	112	148	176	28	19%	3%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	40	41	82	107	127	20	19%	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	34	21	30	41	49	8	20%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	20	13	41	47	59	12	26%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	295	276	434	631	730	99	16%	12%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	141	133	205	286	320	34	12%	5%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	154	143	229	345	410	65	19%	7%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	104	92	158	248	248	-	-	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	8	6	15	30	20	(10)	(33%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	77	65	111	178	165	(13)	(7%)	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	19	21	32	40	63	23	58%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	413	235	545	772	844	72	9%	14%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	25	20	22	39	52	13	33%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	315	187	434	634	673	39	6%	11%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	73	28	89	99	119	20	20%	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	215	131	215	276	307	31	11%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	57	42	59	87	105	18	21%	2%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	69	50	82	90	85	(5)	(6%)	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	45	19	59	81	91	10	12%	2%	900	998	11%	2%
Autres activités	44	20	15	18	26	8	44%	0%	286	296	3%	0%
Total	2 650	2 221	3 708	5 198	5 887	689	13%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre d'ouvertures de procédures dans la région Pays de la Loire est en hausse de 13% en 2024, un niveau légèrement en deçà de celui relevé au niveau national (+17%). Cette progression des ouvertures s'explique par :

- Une hausse des ouvertures de liquidations judiciaires de 10% au niveau régional contre 14% au niveau national, qui représentent 70% des défaillances de la région en 2024.
- Une hausse des ouvertures des redressements judiciaires de 22%, contre +30% au niveau national.
- Une augmentation plus importante des ouvertures de sauvegardes passant de 70 procédures en 2023 à 82 en 2024 soit +17%, contre 1% au niveau national.

En région Pays de la Loire, la hausse des défaillances s'est ressentie sur les entreprises de moins de 50 salariés. Plus précisément, les entreprises dont le nombre d'employés est inférieur à 10 ont enregistré une hausse des défaillances de 14% et celles dont le nombre est compris en 10 et 49, de 12%. Les entreprises de plus de 49 salariés ont enregistré le même nombre de défaillances qu'en 2023.

Concernant les départements de la région Pays de la Loire, deux tendances s'opposent :

- Les départements du Maine-et-Loire (+34%), de la Sarthe (+16%), de la Loire-Atlantique (+10%), et de la Vendée (+5%) enregistrent une augmentation des ouvertures des procédures par rapport à 2023 ; tandis que
- Le département de la Mayenne (-7%) connaît en revanche une baisse par rapport à l'année passée.

Données clés

Démographie : 3 926 389
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

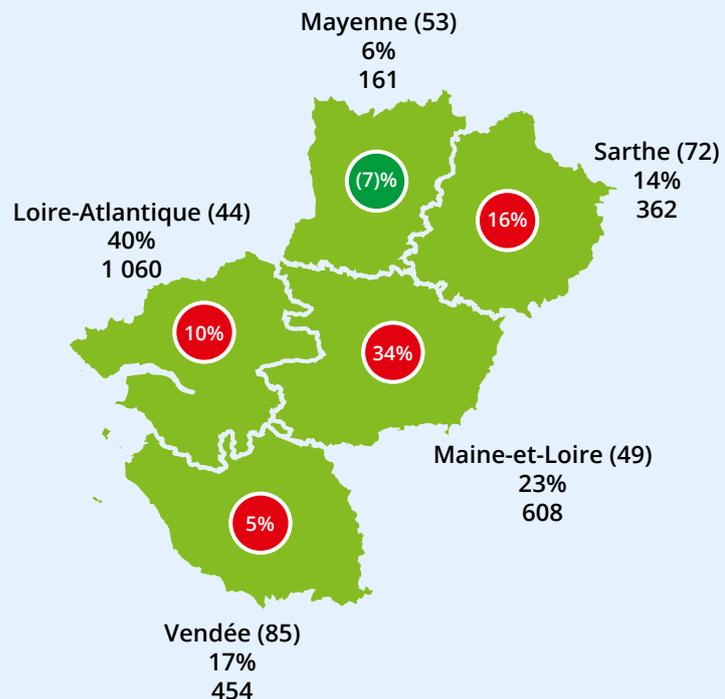
Surface : 32 082 km²

PIB 2022 : 137 051 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 196 885
(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 2 727

Ratio de défaillances : 1,4%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	38	29	44	70	82	12	17%	3%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	309	262	363	596	726	130	22%	27%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	951	866	1 352	1 739	1 919	180	10%	70%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	1 260	1 128	1 715	2 335	2 645	310	13%	97%	66 281	18%	98%
Total	1 298	1 157	1 759	2 405	2 727	322	13%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	1 209	1 085	1 633	2 223	2 525	302	14%	93%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	77	63	116	164	184	20	12%	7%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	12	9	10	18	18	-	-	1%	553	32%	1%
Total	1 298	1 157	1 759	2 405	2 727	322	13%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	GAUTIER FRANCE	85	1997	27	105,4	RJ	2024-07	700	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
2	MPO FRANCE	53	1997	27	73,9	RJ	2024-12	416	Reproduction d'enregistrements
3	OSE	49	1986	38	37,3	RJ	2024-07	191	Fabrication d'autres machines spécialisées
4	GLOBAL TAX FREE FRANCE	44	2006	18	28,8	LJ	2024-07	5	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
5	EXFRET 44	44	2003	21	27,9	*	2024-04	210	Transports routiers de fret interurbains
6	DENIS ET FILS SAS	44	1957	67	23,5	RJ	2024-03	151	Autres activités manufacturières n.c.a.
7	CETIH CARQUEFOU	44	2016	8	21,5	LJ	2024-04	65	Fabrication de composants électroniques
8	ETUDES SERVICES PRESTATIONS AERONAUTIQUES EN CONTROLE ET EQUIPEMENT	44	1989	35	16,6	RJ	2024-01	146	Construction aéronautique et spatiale
9	CHASTAGNER DELAIZE INDUSTRIELLE	72	1990	34	16,6	RJ	2024-01	129	Fabrication d'autres outillages
10	DB7 AUTOS	44	2010	14	**	RJ	2024-12	5	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers

(*) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

(**) Confidentiel

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région Pays de la Loire sont la construction, le commerce, et services aux entreprises, qui représentent respectivement 24%, 21% et 14% des ouvertures de procédures dans la région.

Plus précisément, le secteur de la construction a enregistré 88 procédures en plus par rapport à 2023 soit +16%. A contrario, le secteur de l'information et de la communication a enregistré une baisse (-3%) du nombre d'ouvertures au niveau régional alors que les tendances sont à la hausse au niveau national (+17%).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	95	85	84	72	82	10	14%	3%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	9	4	5	3	4	1	33%	0%	219	222	1%	0%
Culture	18	14	19	25	26	1	4%	1%	584	748	28%	1%
Élevage	68	67	60	44	52	8	18%	2%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	276	333	329	548	636	88	16%	24%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	219	259	274	422	504	82	19%	19%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	57	74	55	126	132	6	5%	5%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	237	217	408	501	555	54	11%	21%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	47	50	76	92	102	10	11%	4%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	142	123	262	337	359	22	7%	14%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	48	44	70	72	94	22	31%	4%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	100	76	174	214	238	24	11%	9%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	40	25	65	88	92	4	5%	3%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	60	51	109	126	146	20	16%	6%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	29	31	53	69	67	(2)	(3%)	3%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	25	25	43	52	49	(3)	(6%)	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	4	6	10	17	18	1	6%	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	27	32	43	56	72	16	29%	3%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	17	19	22	43	46	3	7%	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	10	13	21	13	26	13	100%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	14	17	20	31	11	55%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	184	150	222	306	382	76	25%	14%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	82	78	116	145	176	31	21%	7%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	102	72	106	161	206	45	28%	8%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	48	33	64	97	111	14	14%	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	3	4	8	15	10	(5)	(33%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	30	20	40	67	82	15	22%	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	15	9	16	15	19	4	27%	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	164	84	221	335	339	4	1%	13%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	6	8	9	18	19	1	6%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	120	59	170	239	239	-	-	9%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	38	17	42	78	81	3	4%	3%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	87	73	100	117	132	15	13%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	18	20	21	34	25	(9)	(26%)	1%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	29	37	37	41	47	6	15%	2%	898	902	0%	1%
Enseignement	26	11	33	30	45	15	50%	2%	900	998	11%	2%
Autres activités	14	5	9	12	15	3	25%	1%	286	296	3%	0%
Total	1 260	1 128	1 715	2 335	2 645	310	13%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures ouvertes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 15% en 2024, soit une tendance haussière en ligne avec celle observée sur le territoire national (+17%). Cette tendance résulte notamment de la hausse des ouvertures de redressements judiciaires de 34%, contre 30% au niveau national. La hausse des ouvertures de liquidations judiciaires s'élève à 5% en 2024, tendance plus faible que celle constatée au niveau national (+14%). Quant aux ouvertures de sauvegardes, la hausse constatée est de 9% (soit 14 nouvelles procédures), contre 1% au niveau national.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la hausse du nombre de défaillances s'est ressentie sur les entreprises de moins de 10 salariés, représentant près de 93% des entreprises défaillantes sur la période (+16%), en ligne avec la progression observée au niveau national (+18%). Les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont connu, elles aussi, une hausse du nombre de défaillances, en ligne avec le niveau national (+11%, contre +14%). Les ouvertures de procédures concernant des entreprises de plus de 50 salariés sont passées de 33 ouvertures en 2023 à 50 en 2024 soit une augmentation de 52% à la différence du niveau national en hausse de 32%.

Concernant les départements de la région, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var représentent 85% des procédures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires et enregistrent des tendances haussières.

Données clés

Démographie : 5 198 011

(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

Surface : 31 400 km²

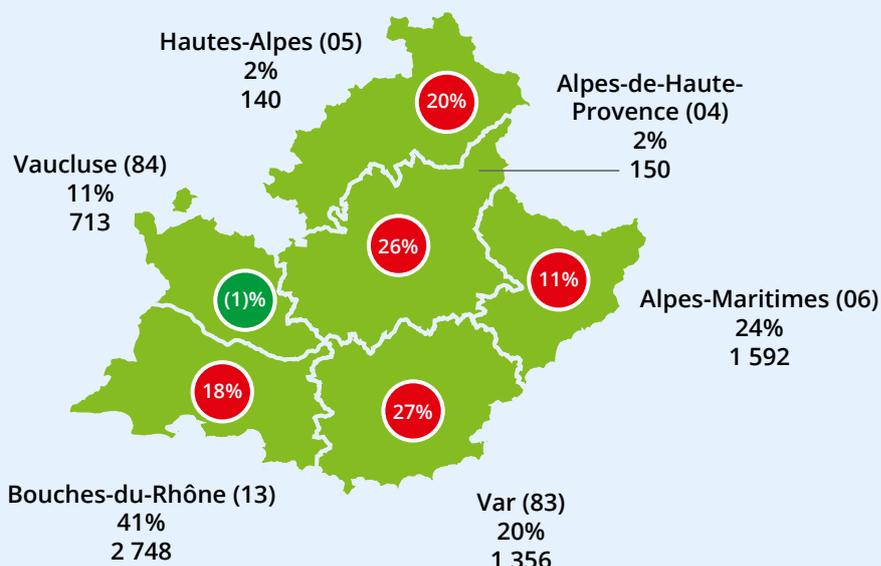
PIB 2022 : 206 744 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 573 136

(source : Insee 2022)

Nombre de défaillances : 6 867

Ratio de défaillances : 1,2%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Nombre de sauvegardes	102	80	127	154	168	14	9%	2%	1 549	1%	2%
Nombre de RJ	1 317	1 171	1 398	2 154	2 884	730	34%	42%	19 641	30%	29%
Nombre de LJ	2 080	2 006	2 968	3 639	3 815	176	5%	56%	46 640	14%	69%
Nombre de RJ/LJ	3 397	3 177	4 366	5 793	6 699	906	16%	98%	66 281	18%	98%
Total	3 499	3 257	4 493	5 947	6 867	920	15%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France		
						Val.	%	Poids 24	Total	24vs23	Poids 24
Moins de 10 salariés	3 313	3 078	4 206	5 528	6 388	860	16%	93%	62 332	18%	92%
10 à 49 salariés	171	164	270	386	429	43	11%	6%	4 945	14%	7%
50 salariés et plus	15	15	16	33	50	17	52%	1%	553	32%	1%
Total	3 499	3 257	4 492	5 947	6 867	920	15%	100%	67 830	17%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2024

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	MILEE	13	1979	45	248,4	RJ	2024-05	13 946	Services administratifs combinés de bureau
2	CENTRALE D ACHAT UBALDI	06	1993	31	233,4	Svg	2024-06	250	Vente à distance sur catalogue spécialisé
3	ASCOMETAL FOS-SUR-MER S.A.S	13	2018	6	181,0	RJ	2024-03	333	Sidérurgie
4	OVELO CYCLES	83	2015	9	29,2	RJ	2024-08	74	Commerce et réparation de motocycles
5	ETS MARITIME DE CARONTE ET DE FOS	13	1956	68	26,2	Svg	2024-06	75	Manutention portuaire
6	DYNAMI AVIATION	13	2004	20	22,7	RJ	2024-03	8	Transports aériens de fret
7	SOCIETE PROVENCALE D'ACHAT ET DE GESTION	13	1981	43	21,9	*	2024-04	181	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
8	SOCIETE EUROPEENNE FINANCEMENT LOCATION	13	1991	33	20,9	RJ	2024-03	3	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.
9	STUDIA	13	2009	15	17,9	RJ	2024-07	33	Ingénierie, études techniques
10	S.H.P. DESIGN	13	2005	19	**	RJ	2024-01	1	Fabrication d'autres vêtements et accessoires

(*) Résolution plan de redressement et ouverture d'une LJ

(**) Confidentiel

Source : Altares

En 2024, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur sont la construction, le commerce, et l'hébergement et restauration, qui représentent respectivement 28%, 21% et 15% des ouvertures de procédures dans la région.

Les plus fortes augmentations constatées concernent les secteurs de la construction (+400 procédures, soit +27%), du

commerce (+166 procédures, soit +14%), de l'hébergement et de la restauration (+132 procédures, soit +15%) et des services aux entreprises (+119 procédures, soit +15%).

A noter que l'industrie enregistre une baisse des ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires en 2024 de c.9% (vs. une hausse de 9% au niveau national).



	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24vs23			France			
						Val.	%	Poids 24	Total 23	Total 24	24vs23	Poids 24
AGRICULTURE	60	69	93	103	115	12	12%	2%	1 248	1 440	15%	2%
Chasse, pêche, forêt	4	10	7	5	10	5	100%	0%	219	222	1%	0%
Culture	45	42	67	80	91	11	14%	1%	584	748	28%	1%
Élevage	11	17	19	18	14	(4)	(22%)	0%	445	470	6%	1%
CONSTRUCTION	894	884	1 110	1 486	1 886	400	27%	28%	13 867	17 597	27%	27%
Bâtiment	744	703	882	1 280	1 538	258	20%	23%	11 604	14 250	23%	21%
Immobilier	150	181	228	206	348	142	69%	5%	2 263	3 347	48%	5%
COMMERCE	714	693	988	1 210	1 376	166	14%	21%	12 038	13 831	15%	21%
Commerce & réparation de véhicules	121	165	191	231	284	53	23%	4%	2 328	2 692	16%	4%
Commerce de détail	447	357	551	731	773	42	6%	12%	7 375	8 197	11%	12%
Commerce de gros	146	171	246	248	319	71	29%	5%	2 335	2 942	26%	4%
INDUSTRIE	183	166	233	369	334	(35)	(9%)	5%	3 847	4 196	9%	6%
Industrie agroalimentaire	90	57	105	155	138	(17)	(11%)	2%	1 748	1 707	(2%)	3%
Industrie hors agroalimentaire	93	109	128	214	196	(18)	(8%)	3%	2 099	2 489	19%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	68	82	107	155	177	22	14%	3%	1 712	2 002	17%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	46	64	78	114	131	17	15%	2%	1 171	1 372	17%	2%
Autres activités information & communication	22	18	29	41	46	5	12%	1%	541	630	16%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	107	112	157	219	233	14	6%	3%	2 278	2 998	32%	5%
Transport routier de marchandises	62	62	103	143	154	11	8%	2%	1 483	1 933	30%	3%
Autres activités de transport	45	50	54	76	79	3	4%	1%	795	1 065	34%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	21	20	43	51	69	18	35%	1%	619	749	21%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	473	437	606	768	887	119	15%	13%	7 250	8 837	22%	13%
Activités scientifiques et techniques	227	205	262	358	371	13	4%	6%	3 524	4 191	19%	6%
Services administratifs aux entreprises	246	232	344	410	516	106	26%	8%	3 726	4 646	25%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	114	131	196	260	273	13	5%	4%	2 597	2 831	9%	4%
Activités de réparation	12	9	17	28	19	(9)	(32%)	0%	256	252	(2%)	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	83	82	154	184	212	28	15%	3%	1 899	2 070	9%	3%
Autres services à la personne	19	40	25	48	42	(6)	(13%)	1%	442	509	15%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	544	422	588	868	1 000	132	15%	15%	7 792	8 557	10%	13%
Hébergement	27	38	36	38	52	14	37%	1%	357	427	20%	1%
Restauration	440	339	487	721	826	105	15%	12%	6 320	6 945	10%	10%
Débites de boissons	77	45	65	109	122	13	12%	2%	1 115	1 185	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	219	161	245	304	349	45	15%	5%	2 952	3 243	10%	5%
Santé humaine & action sociale	69	37	67	94	141	47	50%	2%	868	1 047	21%	2%
Activités récréatives	64	54	75	78	87	9	12%	1%	898	902	0%	1%
Enseignement	52	47	70	99	98	(1)	(1%)	1%	900	998	11%	2%
Autres activités	34	23	33	33	23	(10)	(30%)	0%	286	296	3%	0%
Total	3 397	3 177	4 366	5 793	6 699	906	16%	100%	56 200	66 281	18%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), à son réseau mondial de cabinets membres et à leurs entités liées (collectivement dénommés « l'organisation Deloitte »). DTTL (également désigné « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes, qui ne peuvent pas s'engager ou se lier les uns aux autres à l'égard des tiers. DTTL et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont uniquement responsables de leurs propres actes et manquements, et aucunement de ceux des autres. DTTL ne fournit aucun service aux clients. Pour en savoir plus, consulter www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services de pointe en matière d'audit et d'assurance, de fiscalité et de droit, de consulting, de financial advisory et de risk advisory, à près de 90% des entreprises du Fortune Global 500® et à des milliers d'entreprises privées. Les résultats mesurables et pérennes de nos professionnels contribuent à renforcer la confiance du public dans les marchés de capitaux, permettent aux clients de se transformer et de prospérer, et ouvrent la voie à une économie plus forte, une société plus équitable et un monde durable. Fort de plus de 175 ans d'expérience, Deloitte est présent dans plus de 150 pays et territoires. Pour en savoir plus sur la manière dont nos près de 460 000 professionnels dans le monde *make an impact that matters*, consultez www.deloitte.com.

Deloitte France regroupe un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Fort des expertises de ses 8 600 associés et collaborateurs et d'une offre multidisciplinaire, Deloitte France est un acteur de référence. Soucieux d'avoir un impact positif sur notre société, Deloitte a mis en place un plan d'actions ambitieux en matière de développement durable et d'engagement citoyen.

Deloitte
6, place de la Pyramide – 92908 Paris-La Défense Cedex

© Juillet 2025 Deloitte SAS – Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Designed by dot.